

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

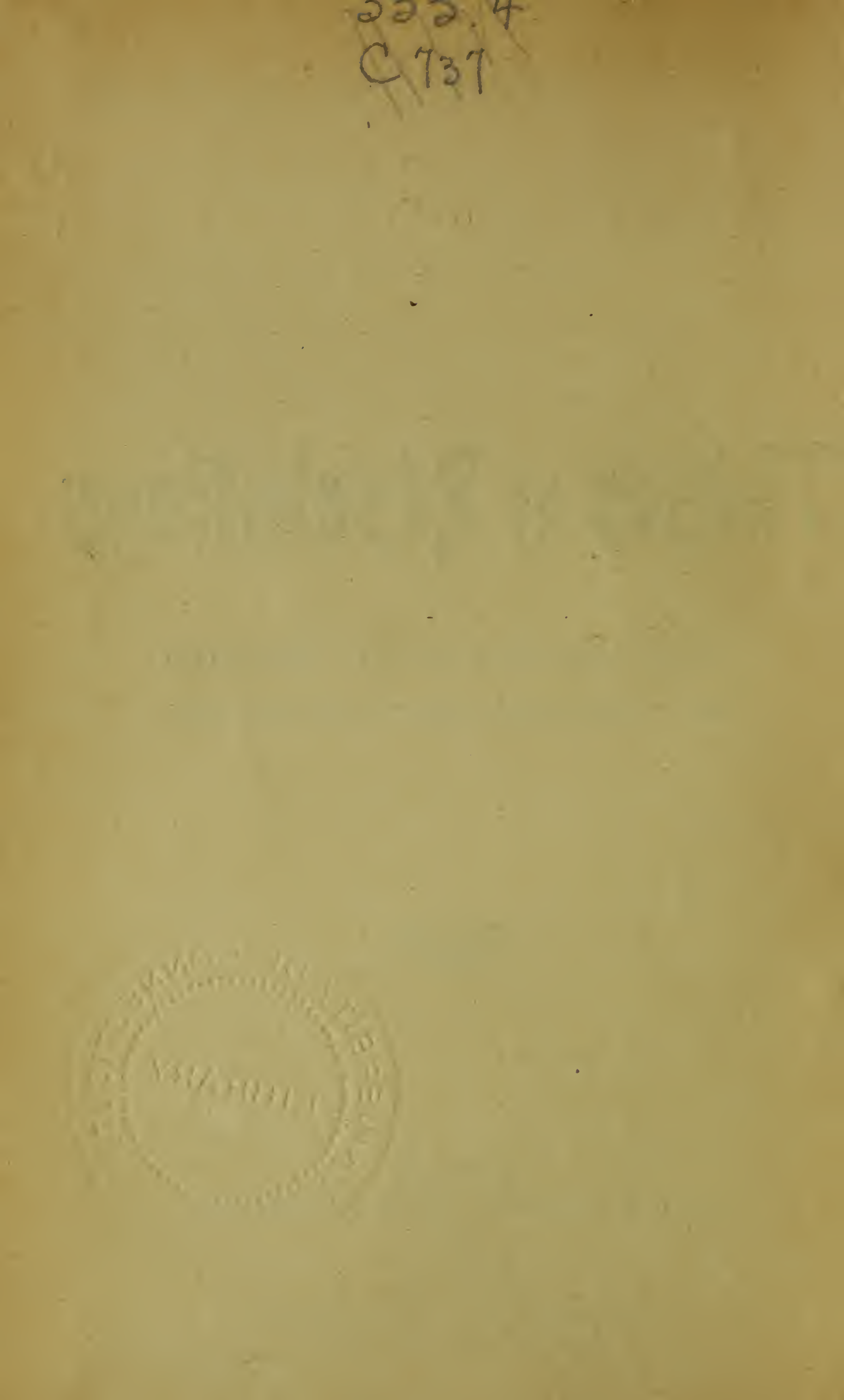
Thèses et Résolutions

adoptées au IIIme Congrès de l'Internationale Communiste



MOSCOU
Section de la Presse de l'Internationale Communiste
1921

BRUXELLES
LES ÉDITIONS COMMUNISTES
15, rue Marché-aux-Fromages


C 737

Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale Communiste

(Adoptées dans la XVIe Séance, le 4 juillet 1921)

I. — LE FOND DE LA QUESTION

1. Le mouvement révolutionnaire, à l'issue de la guerre impérialiste et depuis cette guerre, se distingue par son ampleur sans précédent dans l'histoire. En mars 1917, le tzarisme est renversé. En mai 1917, orageuse lutte gréviste en Angleterre. En novembre 1917, le prolétariat russe s'empare du pouvoir de l'Etat. En novembre 1918, écroulement des monarchies allemande et austro-hongroise. Le mouvement gréviste s'empare de toute une série de pays européens et se développe particulièrement au cours de l'année suivante. En mars 1919, la République Soviétiste est installée en Hongrie. Vers la fin de la même année, les Etats-Unis sont ébranlés par les formidables grèves des métallurgistes, des mineurs et des cheminots. En Allemagne, après les combats de janvier et de mars 1919, le mouvement atteint son point culminant, au lendemain de l'émeute de Kapp, en mars 1920. En France, le moment de la plus haute tension de la vie intérieure arrive au mois de mai 1920. En Italie, le mouvement du prolétariat industriel et rural s'accroît sans cesse et mène en septembre 1920 à la mainmise par les ouvriers sur les usines, les fabriques et les propriétés foncières. Le prolétariat tchèque, en décembre 1920, saisit l'arme de la grève générale politique. En mars 1921, soulèvement des ouvriers de l'Allemagne Centrale et grève des ouvriers mineurs en Angleterre.

Le mouvement atteint des proportions particulièrement grandes et une intensité plus violente dans les pays hier belligérants et surtout dans les pays vaincus; mais il s'étend aussi aux pays neutres. En Asie et en Afrique, il suscite ou renforce l'indignation révolutionnaire des nombreuses masses coloniales.

Cette puissante vague ne réussit pourtant pas à renverser le capitalisme mondial, ni même le capitalisme européen.

2. Pendant l'année qui s'est écoulée entre le IIe et le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste, une série de soulèvements et de luttes de la classe ouvrière se terminent en partie par la défaite (avance de l'armée rouge sur Varsovie en août 1920, mouvement du prolétariat italien en septembre 1920, soulèvement des ouvriers allemands en mars 1921).

La première période du mouvement révolutionnaire, après la guerre, est caractérisée par sa violence élémentaire, par l'imprécision très significative des buts et des méthodes et par l'extrême panique qui

s'empare des classes dirigeantes; elle paraît être terminée dans une large mesure. Le sentiment de sa puissance de classe qu'a la bourgeoisie et la solidité extérieure de ses organes d'Etat se sont indubitablement renforcées. La peur du Communisme s'est affaiblie si elle n'a pas complètement disparu. Les dirigeants de la bourgeoisie vantent la puissance de leur mécanisme d'Etat et passent même dans tous les pays à l'offensive contre les masses ouvrières, tant sur le front économique que sur le front politique.

3. En raison de cette situation, l'Internationale Communiste se pose à elle-même et pose à la classe ouvrière les questions suivantes: dans quelle mesure les nouveaux rapports réciproques de la bourgeoisie et du prolétariat correspondent-ils réellement aux rapports plus profonds de leurs forces respectives? La bourgeoisie est-elle vraiment à présent plus en mesure de rétablir l'équilibre social détruit par la guerre? Y a-t-il des raisons de supposer qu'après une époque d'ébranlements politiques et de luttes de classe vient une nouvelle époque prolongée de rétablissement et d'agrandissement du capitalisme? Ne s'ensuit-il pas la nécessité de reviser le programme ou la tactique de l'Internationale Communiste?

II.—LA GUERRE, LA PROSPERITE SPECULATIVE ET LA CRISE LES PAYS EUROPEENS

4. Les deux dizaines d'années qui avaient précédé la guerre furent une époque d'ascension capitaliste particulièrement puissante. Les périodes de prospérité se distinguent par leur durée et par leur intensité; les périodes de dépression ou de crise, au contraire, par leur brièveté. D'une façon générale, la source s'était brusquement élevée; les nations capitalistes s'étaient enrichies.

Enserrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial; ils essayèrent de sortir de cette situation par les moyens de violence: la crise sanglante de la guerre mondiale devait remplacer une longue période menaçante de dépression économique avec le même résultat d'ailleurs, c'est-à-dire la destruction d'énormes forces de production.

La guerre a cependant réuni l'extrême puissance destructrice de ses méthodes à la durée imprévisiblement longue de leur emploi. Le résultat fut qu'elle ne détruisit pas seulement, au sens économique, la production « superflue », mais qu'elle affaiblit, ébranla, mina le mécanisme fondamental de la production en Europe. Elle contribua en même temps au grand développement capitaliste des Etats-Unis et à l'ascension fiévreuse du Japon. Le centre de gravité de l'économie mondiale passa d'Europe en Amérique.

5. La période de cessation du massacre prolongé pendant quatre années, période de démobilisation et de transition de l'état de guerre à l'état de paix, inévitablement accompagnée d'une crise économique, conséquence de l'épuisement et du chaos de la guerre apparaissait — et

avec raison — comme grosse des plus grands périls. A la vérité, pendant les deux années qui suivirent la guerre, les pays qu'elle avait ravagés devinrent l'arène de puissants mouvements prolétariens.

Le fait que ce ne fut pas la crise inévitable, semblait-il, qui se produisit, quelques mois après la guerre, mais un relèvement économique, fut une des causes principales de ce que la bourgeoisie conserva néanmoins sa position dominante. Cette période dura environ un an et demi. L'industrie occupait la presque totalité des ouvriers démobilisés. Quoique, en règle générale, les salaires ne pussent atteindre les prix des articles de consommation, ils s'élevaient cependant suffisamment pour créer le mirage de conquêtes économiques.

C'est *précisément cet essor économique de 1919-1920,* qui, adoucissant la phase la plus aiguë de liquidation de la guerre, eut pour résultat une extraordinaire recrudescence de l'assurance bourgeoise et *souleva la question de l'avènement d'une nouvelle époque organique de développement capitaliste.*

Cependant le relèvement de 1919-1920 ne marquait, pas, au fond, le début de la restauration de l'économie capitaliste après la guerre, mais la continuation de la situation artificielle de l'industrie et du commerce, créée par la guerre.

La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe.

Le développement normal du cycle industriel fut interrompu par la guerre, qui devint elle-même le plus puissant facteur économique. La guerre créa pour les branches fondamentales de l'industrie un marché à peu près illimité, complètement à l'abri de toute concurrence. Elle était le grand acheteur qui n'avait jamais assez de tout ce qu'on lui fournissait. La fabrication des moyens de production se transforma en fabrication des moyens de destruction. Les articles de consommation personnelle étaient acquis à des prix de plus en plus élevés et utilisés par des millions d'individus qui ne produisant rien ne faisaient que détruire. C'était là le processus même de la destruction; mais en vertu des contradictions monstrueuses de la société capitaliste, cette ruine prit l'aspect et la forme de l'enrichissement. L'Etat lançait emprunt sur emprunt, émission sur émission, et, des budgets se chiffrant par millions, passa aux milliards. Machines et constructions s'usaient et n'étaient pas remplacées. La terre était mal cultivée. Des constructions essentielles dans les villes et sur les chemins de fer étaient arrêtées. En même temps, le nombre des valeurs d'Etat, des bons de crédit et du Trésor et des fonds publics s'accrut sans cesse. Le capital fictif s'enfla dans la mesure même dans laquelle le capital productif était détruit. Le système du crédit, moyen de circulation des marchandises, se transforma en un moyen de mobiliser les biens nationaux, y compris ceux qui devront être créés par les générations futures.

Par crainte d'une crise qui eût été une catastrophe, l'Etat capitaliste agit après la guerre de la même façon que pendant celle-ci: nouvelles émissions, nouveaux emprunts, réglementation des prix de vente et d'achat des articles les plus importants, garantie de profits, denrées à prix réduits, multiples allocations en addition aux appointe-

ments et aux salaires, — et avec tout cela, censure militaire et dictature des galonnés.

7. En même temps, la cessation des hostilités et le rétablissement des relations internationales révélèrent la demande considérable des marchandises les plus diverses, sur toute la surface du globe. La guerre avait laissé d'immenses stocks de produits; d'énormes sommes d'argent, concentrées entre les mains des fournisseurs et des spéculateurs, qui les employèrent là où le profit, momentanément, était le plus grand. Il s'ensuivit une activité commerciale fiévreuse, alors que, — avec l'élévation inouië des prix et les dividendes fantastiques, dans aucune de ses branches fondamentales, l'industrie ne se rapprochait en Europe de son niveau d'avant-guerre.

8. Au prix de la destruction organique du système économique (accroissement du capital fictif, baisse du cours, spéculation) au lieu de panser les plaies économiques, les gouvernements bourgeois, agissant de concert avec les consortiums des banques et avec les trusts de l'industrie,réussirent à éloigner le début de la crise économique, au moment où s'achevait la crise politique de la démobilisation et le premier examen des conséquences de la guerre.

Ayant ainsi obtenu un répit important, la bourgeoisie crut que le danger de la crise était écartée pour un temps indéterminé. Un optimisme extrême s'empara des esprits; il sembla que les besoins de la reconstruction dussent ouvrir une époque de prospérité industrielle, commerciale et surtout de spéculations heureuses. L'année 1920 fut l'année des espoirs déçus.

Sous une forme financière, tout d'abord, sous une forme commerciale ensuite, et enfin sous la forme industrielle, la crise se produisit en mars 1920 au Japon, en avril aux Etats-Unis (une légère baisse des prix avait commencé en janvier); elle passa en Angleterre, en France, en Italie, toujours en avril, dans les pays neutres de l'Europe, se manifesta sous une forme assez légère en Allemagne et se répandit dans la seconde moitié de 1920 dans tout le monde capitaliste.

9. De la sorte, la crise de l'année 1920, et c'est là l'essentiel pour la compréhension de la situation mondiale, n'est pas une étape du cycle « normal » industriel, mais une réaction plus profonde contre la prospérité fictive du temps de guerre et des deux années suivantes, prospérité basée sur la destruction et sur l'épuisement.

L'alternative normale des crises et des périodes de prospérité se poursuivait auparavant suivant la courbe du développement industriel. Pendant les sept dernières années, par contre, les forces productrices de l'Europe, loin de s'élever, tombèrent brutalement.

La destruction des bases mêmes de l'économie doit d'abord se manifester dans toute la superstructure. Pour arriver à une certaine coordination intérieure, l'économie de l'Europe devra, pendant les quelques années à venir, se restreindre et diminuer. La courbe du développement des forces productrices tombera de sa hauteur fictive actuelle. Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles. La crise actuelle en Europe est une crise de sous-production. C'est la réaction de la misère contre les efforts pour

produire, trafiquer et vivre sur un pied analogue à celui de l'époque capitaliste précédente.

10. En Europe, l'Angleterre est le pays économique le plus fort et qui a le moins souffert de la guerre; on ne saurait cependant, même par rapport à elle, parler d'un rétablissement de l'équilibre capitaliste après la guerre. Certes, grâce à son organisation mondiale et à sa situation de triomphatrice, l'Angleterre a obtenu après la guerre certains succès commerciaux et financiers, elle a amélioré son bilan commercial, elle a relevé le cours de la livre sterling et elle a obtenu un excédent des revenus sur les dépenses au budget; mais sur le terrain industriel, l'Angleterre a rétrogradé depuis la guerre. Le rendement du travail et les revenus nationaux sont incomparablement plus bas qu'avant la guerre. La situation industrielle la plus importante, celle du charbon, s'aggrave de plus en plus, aggravant la situation des autres branches. Les mouvements grévistes incessants sont non la cause, mais la conséquence de la ruine de l'économie anglaise.

11. *La France, la Belgique, l'Italie* sont irréparablement ruinées par la guerre. La tentative de restaurer l'économie de la France aux dépens de l'Allemagne est un véritable brigandage accompagné d'oppression diplomatique, qui, sans sauver la France, ne tend qu'à épuiser définitivement l'Allemagne (en charbon, machines, bétail, or). Cette mesure porte un coup sérieux à toute l'économie de l'Europe Continentale dans son ensemble. La France gagne bien moins que ne perd l'Allemagne, et elle roule à la ruine économique, bien que ses paysans aient de nouveau, grâce à des efforts extraordinaires, rétabli une grande partie des cultures agricoles et que certaines branches d'industrie (par exemple l'industrie des produits chimiques) se soient considérablement développées pendant la guerre. Les dettes et les dépenses d'Etat (par suite du militarisme) ont atteint des dimensions incroyables; à la fin de la dernière période de prospérité, le cours du change français était tombé de 60 p. c. Le rétablissement de l'économie française est entravé par les lourdes pertes en vies humaines causées par la guerre, pertes impossibles à compenser par suite du faible accroissement de la population française. Il en est de même, à peu de chose près, pour l'écomie de la Belgique et de l'Italie.

12. Le caractère illusoire de la période de prospérité est surtout évident *en Allemagne*; dans un laps de temps pendant lequel les prix se sont élevés en une année et demie au septuple, la production du pays a continué de baisser très rapidement. La participation, triomphante en apparence, de l'Allemagne au trafic commercial international d'après-guerre, est payée d'un double prix: gaspillage du capital fondamental de la nation (par la destruction de l'appareil de production, de transport et de crédit) et abaissement successif du niveau d'existence de la classe ouvrière. Les profits des exportateurs allemands s'expriment par une perte sèche du point de vue de l'économie publique. Sous forme d'exportation, c'est la vente à bas prix de l'Allemagne même qui a lieu. Les maîtres capitalistes s'assurent une part toujours croissante de la fortune nationale qui, elle, diminue sans cesse. Les ouvriers allemands deviennent les coolies de l'Europe.

13. De même que l'indépendance politique fictive des *petits pays neutres* repose sur l'antagonisme des grandes puissances entre elles, de même leur prospérité économique dépend du marché mondial, dont le caractère fondamental était déterminé avant la guerre par l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis et la France. Au cours de la guerre, la bourgeoisie des petits Etats neutres d'Europe réalisa des bénéfices monstrueux. Mais la destruction et la ruine des pays belligérants d'Europe entraînèrent la ruine économique des petits pays neutres. Leurs dettes s'accrurent, leurs changes baissèrent, la crise leur porta coup sur coup.

III. — ETATS-UNIS, JAPON, PAYS COLONIAUX ET RUSSIE DES SOVIETS

14. Le développement des Etats-Unis pendant la guerre présente, en un certain sens, le contraire du développement de l'Europe. La participation des Etats-Unis à la guerre fut surtout une participation de fournisseurs. Les Etats-Unis ne ressentirent pas directement les effets destructeurs de la guerre. L'influence indirectement destructrice de la guerre sur les transports, sur l'économie rurale, etc... fut bien plus faible dans ce pays qu'en Angleterre, — sans parler même de la France ou de l'Allemagne. D'autre part, les Etats-Unis exploitèrent de la manière la plus complète la suppression ou du moins l'extrême affaiblissement de la concurrence européenne et poussèrent leurs industries les plus importantes à un degré de développement inespéré (naphte, constructions navales, automobiles, charbon); ce ne sont pas seulement le naphte et les céréales américains, mais aussi le charbon qui tiennent maintenant dans leur dépendance la plupart des pays d'Europe.

Si, jusqu'à la guerre, l'Amérique exportait surtout des produits agricoles et des matières premières (constituant les deux tiers de l'exportation totale), à présent, au contraire, elle exporte surtout des produits industriels (60 p. c. de son exportation). Si jusqu'à la guerre, l'Amérique était débitrice, à présent elle est devenue la créancière du monde entier. La moitié environ de la réserve mondiale de l'or s'est accumulée aux Etats-Unis, et le ruisseau d'or continue toujours à y affluer. Le rôle déterminant sur le marché mondial est passé de la livre sterling au dollar.

15. Cependant le capital américain, lui aussi, est sorti de l'équilibre. L'essor extraordinaire de l'industrie américaine a été exclusivement déterminé par l'ensemble des conditions mondiales: suppression de la concurrence européenne et surtout demande du marché militaire de l'Europe. Si l'Europe, ruinée, n'a pas pu, même après la guerre, revenir en qualité de concurrente de l'Amérique à sa situation d'avant-guerre sur le marché mondial, elle ne peut, d'autre part, en qualité de marché pour l'Amérique, avoir désormais qu'une part insignifiante de son importance antérieure. Les Etats-Unis sont devenus dans une mesure infiniment plus grande qu'avant la guerre, un pays d'exportation. L'appareil productif sur-développé pendant la guerre ne peut être complètement utilisé à cause du manque de débouchés. Quelques industries sont ainsi devenues des industries de saison qui ne peuvent

donner du travail aux ouvriers que pendant une partie de l'année. La crise est aux Etats-Unis le commencement d'une profonde et durable ruine économique résultant de la chute de l'Europe. C'est là le résultat de la destruction de la division du travail mondial.

16. Le Japon aussi a profité de la guerre pour élargir sa place sur le marché mondial. Son développement est incomparablement plus limité que celui des Etats-Unis, et, dans une série de branches, il revêt un caractère purement artificiel. Si ses forces productrices furent suffisantes pour la conquête d'un marché déserté par les concurrents, elles apparaissent cependant insuffisantes pour lui garder ce marché dans la lutte avec les pays capitalistes plus puissants. Il en résulta une crise aiguë, qui fut précisément le commencement de toutes les autres crises.

17. *Les pays d'outre-mer* exportant des matières premières et dans ce nombre des pays coloniaux (Amérique du Sud, Canada, Australie, Indes, Egypte, etc.) profitèrent à leur tour de l'interruption des communications internationales pour développer leur industrie indigène. La crise mondiale s'est étendue à présent chez eux aussi. Le développement de l'industrie nationale dans ces pays devient à son tour une source de nouvelles difficultés commerciales pour l'Angleterre et pour toute l'Europe.

18. Dans le domaine de la production, du commerce et du crédit, et cela non seulement en Europe, mais sur une échelle mondiale, il n'y a donc pas de raison d'affirmer un rétablissement quelconque d'équilibre stable après la guerre.

La chute économique de l'Europe continue, mais la destruction des bases de l'économie européenne se manifestera dans toute son ampleur seulement pendant les années qui viennent.

Le marché mondial est désorganisé. L'Europe a besoin des produits américains, mais elle ne peut donner à l'Amérique aucun équivalent. L'Europe est anémiée, l'Amérique est hypertrophiée. Le change or est supprimé. La dépréciation du change des pays européens (qui atteint jusqu'à 99 p. c.) est un obstacle presque insurmontable pour le commerce international. Les fluctuations continuelles et imprévues du change transforment la production capitaliste en une spéculation effrénée. Le marché mondial n'a plus d'équivalent général. Le rétablissement du cours or en Europe ne pourrait être obtenu que par l'élévation de l'exportation et la diminution des importations. L'Europe ruinée est incapable de cette transformation. L'Amérique se défend à son tour contre la concurrence européenne avec ses prix dérisoires (dumping) en élevant les tarifs douaniers.

L'Europe est une maison d'aliénés. La plupart des Etats promulguent des interdictions d'exportation et d'importation, ils multiplient leurs tarifs protecteurs. L'Angleterre établit des droits prohibitifs contre l'exportation allemande et toute la vie économique de l'Allemagne est à la merci d'une bande de spéculateurs de l'Entente et surtout français. Le territoire de l'Autriche-Hongrie est divisé par une dizaine de lignes douanières. Le filet des traités de paix est chaque jour plus embrouillé.

19. La disparition de la Russie Soviétiste en tant que débouché pour les produits industriels et en tant que fournisseur de matières brutes a contribué dans une grande mesure à rompre l'équilibre de l'économie

mondiale. Le retour de la Russie sur le marché mondial ne peut pas, pendant la prochaine période, y porter de bien grands changements. L'organisation capitaliste de la Russie se trouvait, sous le rapport des moyens de production, dans la plus étroite dépendance de l'industrie mondiale, et cette dépendance s'est encore accentuée par rapport aux pays de l'Entente, pendant la guerre, alors que l'industrie intérieure de la Russie était entièrement mobilisée. Le blocus rompit d'un coup tous ces liens vitaux. Il ne pouvait être question d'organiser, dans un pays dévasté et ruiné par trois années de guerre civile, de nouvelles branches d'industrie, quoique les anciennes étaient inévitablement condamnées à la ruine par l'épuisement de leur matériel fondamental.

A tout cela s'ajoute le fait de l'absorption dans l'armée rouge de centaines de milliers des meilleurs ouvriers, et, dans une mesure considérable, des plus qualifiés. Dans ces conditions historiques, aucun autre régime n'aurait pu, cerné par le blocus, réduit à des guerres incessantes, recueillant un terrible héritage de ruines, maintenir la vie économique et créer une administration centrale. Mais on ne peut douter que la lutte contre l'impérialisme mondial ait été payée de l'épuisement prolongé des forces productrices de la Russie dans plusieurs branches fondamentales de l'économie. Ce n'est qu'à présent, à la suite du relâchement du blocus et du rétablissement de certaines formes plus normales des rapports entre la ville et la campagne, que le pouvoir soviétiste reçoit la possibilité d'une direction centralisée constante et inflexible en vue du relèvement du pays.

IV. — ACCROISSEMENT DES ANTAGONISMES SOCIAUX

20. La guerre, qui entraîna une destruction sans précédent dans l'histoire des forces productrices, n'a pas arrêté le processus de la différenciation sociale; au contraire, la prolétarisation des larges couches intermédiaires, y compris la nouvelle classe moyenne (employés, fonctionnaires, etc.) et la concentration de la propriété entre les mains d'une petite minorité (trusts, cartels, consortiums, etc.), firent pendant les sept dernières années, des progrès monstrueux dans les pays qui ont le plus souffert de la guerre. La question Stinnes est devenue une question essentielle de la vie économique allemande.

La hausse des prix sur toutes les marchandises, concomitante à la baisse catastrophique du change dans tous les pays européens belligérants, attestait au fond une nouvelle répartition du revenu national au détriment de la classe ouvrière, des fonctionnaires, des employés, des petits rentiers et, d'une façon générale, de toutes les catégories d'individus ayant un revenu plus ou moins déterminé.

De la sorte, sous le rapport de ses ressources matérielles, l'Europe fut ramenée à une dizaine d'années en arrière, tandis que le processus de l'accroissement des antagonismes sociaux, qui ne peut désormais être comparé à ce qu'il était autrefois, loin d'être arrêté dans son cours, s'accentua avec une rapidité extraordinaire. Ce fait capital est déjà suffisant pour détruire tout espoir fondé sur un développement prolongé et pacifique sur les bases de la démocratie: *la différenciation progressive — d'un côté la « stinnesation » et, d'un autre, la prolétarisation et*

la paupérisation, — basée sur la ruine économique détermine le caractère tendu, convulsif et cruel de la lutte des classes.

La crise actuelle ne fait que prolonger sous ce rapport le travail de la guerre et de l'essor spéculatif qui la suivit.

21. La hausse des prix des produits agricoles, tout en créant l'illusion de l'enrichissement général de la campagne provoqua un accroissement réel des revenus et de la fortune des paysans riches. Les paysans purent, en effet, avec du papier déprécié, qu'ils avaient amassé en grande quantité, payer leurs dettes contractées au cours normal. Malgré la hausse énorme du prix de la terre, malgré l'abus éhonté du monopole des moyens de subsistance, malgré, enfin, l'enrichissement des grands propriétaires fonciers et des paysans aisés, la régression dans l'économie rurale de l'Europe est indiscutable: c'est une régression multiforme qui se traduit par l'extensification des formes d'économie rurale, la transformation de terres arables en prairies, la destruction du bétail, l'application du système de la jachère. Cette régression a eu encore pour causes le manque de main-d'œuvre, la régression du bétail, le manque des engrais artificiels, la hausse des prix des articles manufacturés; enfin — en Europe Centrale et Orientale —. la réduction systématique de la production, qui est une réaction contre les tentatives du pouvoir étatique d'accaparer le contrôle des produits agricoles. Les paysans aisés, et en partie les paysans moyens créent des organisations politiques et économiques pour se protéger contre les charges de la reconstruction et ils se servent de la situation pénible de la bourgeoisie pour dicter à l'Etat — comme prix du secours accordé contre le prolétariat — une politique de tarifs et d'impôts unilatérale et exclusivement profitable aux paysans, une politique qui entrave la reconstruction capitaliste. Ainsi se crée entre la bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie villageoise une opposition qui affaiblit la puissance de toute la classe bourgeoise. En même temps, une grande partie des paysans pauvres sont prolétarisés et paupérisés, le village se convertit en une armée de mécontents et la conscience de classe du prolétariat rural s'accroît.

D'autre part, l'appauvrissement général de l'Europe, qui la rend incapable d'acheter la quantité nécessaire de céréales américaines, entraîna une lourde crise de l'économie rurale transatlantique. On observe une aggravation de la situation du paysan et du petit fermier non seulement en Europe, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, en Australie, en Afrique du Sud.

22. La situation *des fonctionnaires et des employés,* par suite de la diminution de la capacité d'achat de l'argent, s'est aggravée d'une façon générale plus durement que la situation du prolétariat. Les conditions d'existence des fonctionnaires subalternes et moyens étant complètement ébranlées, ces éléments sont devenus un ferment de mécontentement politique, qui sape la solidité du mécanisme d'Etat, qu'ils servent. « La nouvelle classe moyenne », qui, selon les réformistes, représentait le centre des forces conservatrices, devient plutôt, pendant l'époque de transition, un facteur révolutionnaire.

23. L'Europe capitaliste a finalement perdu sa situation économique prédominante dans le monde. D'autre part, son équilibre de classes relatif reposait sur cette vaste domination. Tous les efforts des

pays européens (l'Angleterre, et en partie la France) pour rétablir la situation intérieure ne purent qu'aggraver le chaos de l'incertitude.

24. Tandis qu'en Europe la concentration de la propriété s'accomplit sur les bases de la ruine, aux Etats-Unis cette concentration et les antagonismes de classe atteignirent un degré extrême sur le fond d'un enrichissement capitaliste fiévreux. Les brusques changements de la situation, par suite de l'incertitude générale du marché mondial, donnent à la lutte des classes sur le sol américain un caractère extrêmement tendu et révolutionnaire. A une apogée capitaliste sans précédent dans l'histoire, doit succéder une apogée de lutte révolutionnaire.

25. L'émigration des ouvriers et des paysans au delà de l'océan servait toujours de soupape de sûreté au régime capitaliste d'Europe. Elle augmentait dans les époques de dépression prolongée et après l'échec des mouvements révolutionnaires. Mais maintenant l'Amérique et l'Australie entravent toujours davantage l'immigration. La soupape de sûreté de l'émigration ne fonctionne plus.

26. Le développement énergique du capitalisme en Orient, particulièrement aux Indes et en Chine, a créé de nouvelles bases sociales pour la lutte révolutionnaire. La bourgeoisie de ces pays a resserré encore plus étroitement ses liens avec le capital étranger et est devenue de la sorte un instrument très important entre ses mains. Sa lutte contre l'impérialisme étranger, lutte du plus faible concurrent, a essentiellement un caractère à demi fictif. Le développement du prolétariat indigène paralyse les tendances révolutionnaires nationales de la bourgeoisie capitaliste. Mais en même temps, les rangs nombreux des paysans reçoivent de l'avant-garde communiste du prolétariat leur conduite révolutionnaire.

La réunion de l'oppression militaire nationaliste et de l'impérialisme étranger, de l'exploitation capitaliste par la bourgeoisie indigène et par la bourgeoisie étrangère, ainsi que les survivances de la servitude féodale créent des conditions dans lesquelles le prolétariat naissant se développera rapidement et se mettra à la tête du large mouvement révolutionnaire des paysans.

Le mouvement populaire révolutionnaire aux Indes et dans les autres colonies, est devenu maintenant partie intégrante de la révolution mondiale des travailleurs dans la même mesure que le soulèvement du prolétariat dans les pays capitalistes de l'ancien ou du nouveau monde.

V. — RAPPORTS INTERNATIONAUX

27. La situation générale de l'économie mondiale et, avant tout, la ruine de l'Europe déterminent une longue période de lourdes difficultés économiques, de secousses, de crises partielles et générales. Les rapports internationaux, tels qu'ils s'établirent comme résultat de la guerre et du traité de Versailles, rendent la situation encore plus délicate.

L'impérialisme a été engendré par les besoins des forces productrices tendant à supprimer les frontières des Etats nationaux et à créer un territoire européen et mondial économique unique; le résultat du

conflit des impérialismes ennemis a été l'établissement dans l'Europe Centrale et Orientale de nouvelles frontières, de nouvelles douanes, et de nouvelles armées. Au sens économique et pratique, l'Europe a été ramenée au moyen-âge.

Sur une terre épuisée et ruinée, on entretient actuellement une armée une fois et demie plus grande qu'en 1914, c'est-à-dire à l'apogée de la « paix armée ».

28. La politique dirigeante de la France sur le Continent européen peut être divisée en deux parties: l'une, attestant la rage aveugle de l'usurier prêt à étouffer son débiteur insolvable, et l'autre représentée par la cupidité de la grande industrie pillarde en vue de créer à l'aide des bassins de la Sarre, de la Ruhr et de la Haute-Silésie, les conditions favorables à un impérialisme industriel, susceptible de remplacer l'impérialisme financier en faillite.

Mais ces efforts vont à l'encontre des intérêts de l'Angleterre. La tâche de celle-ci consiste à séparer le charbon allemand du minerai français dont la réunion est pourtant une condition indispensable à la régénération de l'Europe.

29. L'Empire britannique paraît actuellement au sommet de sa puissance. Il a maintenu ses anciennes possessions et il en a conquis de nouvelles. Mais précisément le moment actuel montre que la situation prédominante de l'Angleterre est en contradiction avec sa déchéance économique effective. L'Allemagne, avec son capitalisme incomparablement plus progressif sous le rapport de la technique et de l'organisation, est écrasée par la force armée. Mais en la personne des Etats-Unis, économiquement maîtres des deux Amériques, se dresse en face de l'Angleterre un adversaire triomphant et plus menaçant que l'Allemagne. Grâce à une meilleure organisation technique, le rendement du travail dans les industries des Etats-Unis est incomparablement supérieur à ce qu'il est en Angleterre. Les Etats-Unis produisent 65 à 70 p. c. du naphte consommé dans le monde entier et dont dépend l'usage des automobiles, celui des tracteurs, la flotte et l'aviation. La situation séculaire et presque monopolisée de l'Angleterre sur le marché du charbon est définitivement ruinée, l'Amérique a pris la première place. Son exportation en Europe augmente de façon menaçante. Sa flotte commerciale est presque égale à celle de l'Angleterre. Les Etats-Unis ne veulent plus se résigner au monopole mondial des câbles, détenu par l'Angleterre. Dans le domaine industriel, la Grande-Bretagne passe à la défensive et, sous le prétexte de lutter contre la concurrence « malsaine » de l'Allemagne, elle s'arme de douanes protectionnistes contre les Etats-Unis. Enfin, tandis que la flotte militaire de l'Angleterre, comptant un grand nombre d'unités vieillies, s'est arrêtée dans son développement, le gouvernement Harding a repris le programme du gouvernement Wilson relativement aux constructions navales, lesquelles, au cours des deux ou trois prochaines années, donneront l'hégémonie des mers au pavillon américain.

La situation est telle que, ou bien l'Angleterre sera automatiquement repoussée à l'arrière-plan et, malgré sa victoire sur l'Allemagne, deviendra une puissance de second ordre, ou bien — et elle s'y croit déjà obligée — elle engagera à fond, dans un très prochain avenir,

toute les forces par elle acquises dans le passé dans une lutte à mort avec les Etats-Unis.

C'est dans cette perspective que l'Angleterre maintient son alliance avec le Japon et s'efforce, au prix de concessions de plus en plus grandes, d'acquérir l'appui, ou tout au moins la neutralité de la France.

La croissance du rôle international — dans les limites du continent — de cette dernière au cours de l'année écoulée a pour cause non un affermissement de la France, mais un affaiblissement international de l'Angleterre.

La capitulation de l'Allemagne en mai dernier, dans la question des contributions de guerre, signifie néanmoins une victoire temporaire de l'Angleterre et assure la chute économique ultérieure de l'Europe Centrale, sans exclure, dans un avenir rapproché, l'occupation par la France du bassin de la Ruhr et de la Haute-Silésie.

30. L'antagonisme du Japon et des Etats-Unis, provisoirement dissimulé à la suite de leur participation à la guerre contre l'Allemagne, développe en ce moment ouvertement ses tendances. Le Japon s'est, par suite de la guerre, rapproché des côtes américaines, ayant reçu dans l'océan Pacifique des îles d'une grande importance stratégique.

La crise de l'industrie rapidement développée du Japon a de nouveau réveillé la question de l'émigration: le Japon, pays à population dense, et pauvre en ressources naturelles, est obligé d'exporter des marchandises ou des hommes. Dans un cas comme dans l'autre, il se heurte aux Etats-Unis: en Californie, en Chine et sur l'île de Jap.

Le Japon dépense plus de la moitié de son budget pour l'armée et pour la flotte. Dans la lutte de l'Angleterre avec l'Amérique, le Japon aura sur mer le rôle joué sur terre par la France dans la guerre avec l'Allemagne. Le Japon profite actuellement de l'antagonisme entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, mais la lutte décisive de ces deux géants pour la domination du monde se décidera finalement à son détriment.

31. Le grand massacre récent fut européen par ses causes et par ses principaux participants. L'axe de la lutte, c'était l'antagonisme entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'intervention des Etats-Unis élargit les cadres de la lutte, mais ne l'écarte pas de sa tendance fondamentale; le conflit européen fut résolu au moyen du monde entier. La guerre qui résolut à sa manière le différend entre l'Angleterre et l'Allemagne et par là le différend entre les Etats-Unis et l'Allemagne, non seulement n'a pas résolu la question des rapports entre les Etats-Unis et l'Angleterre, mais au contraire l'a reposée au premier plan dans toutes ses proportions, en tant que question fondamentale de la politique mondiale, de même qu'elle a posé une question de second ordre, celle des rapports entre les Etats-Unis et le Japon. La dernière guerre a de la sorte été la préface européenne à la guerre véritablement mondiale qui décidera de la *domination impérialiste exclusive*.

32. Mais ce n'est là qu'un des axes de la politique mondiale. Il y a un autre axe encore: la Fédération des Soviets russes et la IIIe Internationale sont nées des conséquences de la dernière guerre. Le groupement des forces révolutionnaires internationales est entièrement dirigé contre tous les groupements impérialistes.

La conservation de l'alliance entre l'Angleterre et la France ou,

au contraire, sa destruction, a le même prix au point de vue des intérêts du prolétariat et au point de vue de la paix que le renouvellement ou le non-renouvellement de l'alliance anglo-japonaise, que l'entrée (ou le refus d'entrer) des Etats-Unis dans la Société des Nations: le prolétariat ne saurait voir une grande garantie de paix dans le groupement passager, cupide et sans foi des Etats capitalistes dont la politique, évoluant de plus en plus autour de l'antagonisme anglo-américain, l'entretient en préparant une sanglante explosion.

La conclusion, par quelques pays capitalistes, de traités de paix et de conventions commerciales avec la Russie soviétiste, ne signifie pas, loin de là, la renonciation de la bourgeoisie mondiale à la destruction de la République des Soviets. On ne peut y voir qu'un changement peut-être passager de formes et de méthodes de lutte. Le coup d'Etat japonais en Extrême-Orient signifie peut-être le commencement d'une nouvelle période d'intervention armée.

Il est absolument évident que, plus le mouvement révolutionnaire prolétarien mondial se ralentit, et plus les contradictions de la situation internationale économique et politique stimulent inévitablement la bourgeoisie à tenter de nouveau de provoquer un dénouement par les armes à l'échelle mondiale. En ce cas, le « rétablissement de l'équilibre capitaliste » après la nouvelle guerre se baserait sur un épuisement économique et sur un recul de la civilisation tels qu'en comparaison la situation actuelle de l'Europe semblerait le comble du bien-être.

33. Quoique l'expérience de la dernière guerre ait confirmé avec une certitude terrifiante que la « guerre est un calcul trompeur » — vérité reconnue aussi bien par la bourgeoisie que par les socialistes pacifistes — la préparation de la nouvelle guerre, préparation économique, politique, idéologique et technique, se poursuit à vive allure dans tout le monde politique. Le pacifisme humanitaire anti-révolutionnaire est devenu une force auxiliaire du militarisme.

Les social-démocrates de toutes nuances et les syndicalistes d'Amsterdam insufflent au prolétariat international la conviction de la nécessité de s'adapter aux règles économiques et au droit international des Etats, tels qu'ils ont été établis par suite de la guerre, et sont devenus ainsi des auxiliaires insignes de la bourgeoisie impérialiste dans la préparation du nouveau massacre qui menace de détruire définitivement la civilisation humaine.

VI. — LA CLASSE OUVRIERE APRES LA GUERRE

34. Au fond, la question du rétablissement du capitalisme sur les bases tracées plus haut se résume ainsi: la classe ouvrière est-elle disposée à faire, dans des conditions nouvelles incomparablement plus difficiles, les sacrifices indispensables pour rétablir les conditions stables de son propre esclavage, plus étroit et plus dur qu'avant la guerre?

Pour restaurer l'économie européenne, le remplacement de l'appareil de production détruit pendant la guerre, une forte création nouvelle de capital serait nécessaire. Cela ne serait possible que si le prolétariat était prêt à travailler davantage dans des conditions d'existence très inférieures. C'est ce que les capitalistes demandent, c'est ce que

lui conseillent les chefs traîtres des Internationales jaunes: d'abord aider à la restauration du capitalisme, ensuite lutter pour l'amélioration de la situation des ouvriers. Mais le prolétariat d'Europe n'est pas prêt à ce sacrifice, il réclame une amélioration de ses conditions d'existence, ce qui, actuellement, est en contradiction absolue avec les possibilités objectives du capitalisme. D'où les grèves et les insurrections sans fin et l'impossibilité de restaurer l'économie européenne. Rétablir le cours du change, c'est pour divers Etats européens (Allemagne, France, Italie, Autriche, Hongrie, Pologne, Balkans...) avant tout se débarrasser de charges dépassant la mesure de leurs forces, c'est-à-dire se déclarer en faillite; c'est aussi donner une puissante impulsion à la lutte de toutes les classes pour une nouvelle répartition du revenu national. Rétablir le cours du change, c'est encore diminuer les dépenses de l'Etat au détriment des masses (renoncer à fixer le salaire minimum, le prix des articles de consommation générale), c'est empêcher l'arrivée des articles de première nécessité à meilleur marché provenant de l'étranger et relever l'exportation en diminuant les frais de la production, c'est-à-dire, encore une fois, au premier chef, renforcer l'exploitation de la masse ouvrière. Toute mesure sérieuse, tendant à rétablir l'équilibre capitaliste, ébranle plus encore l'équilibre déjà rompu des classes et donne un nouvel élan à la lutte révolutionnaire. La question de savoir si le capitalisme peut se régénérer devient par conséquent une question de lutte entre forces vivantes: celles des classes et des partis. Si, des deux classes fondamentales, la bourgeoisie et le prolétariat, l'une, la dernière, renonçait à la lutte révolutionnaire, l'autre, la bourgeoisie, retrouverait en fin de compte, indubitablement, un nouvel équilibre capitaliste — équilibre de décomposition matérielle et morale — au moyen de nouvelles crises, de nouvelles guerres, de l'appauvrissement poursuivi de pays entiers et de la mort de dizaines de millions de travailleurs.

Mais la situation actuelle du prolétariat international ne donne guère de raisons de pronostiquer de cette façon.

35. Les éléments sociaux de stabilité, de conservatisme, de tradition, ont perdu la plus grande partie de leur autorité sur l'esprit des masses laborieuses. Si la social-démocratie et les trade-unions conservent encore quelque influence sur une partie considérable du prolétariat, grâce à l'héritage de l'appareil d'organisation, du passé, cette influence est tout à fait inconsistante. La guerre a modifié non seulement l'état d'esprit, mais la composition même du prolétariat, et ces modifications sont tout à fait incompatibles avec l'organisation graduelle d'avant la guerre.

Au sommet du prolétariat, dans la plupart des pays domine encore la bureaucratie ouvrière extrêmement développée, étroitement unie, qui élabore ses propres méthodes et ses procédés de domination, et se rattache par des milliers de liens aux institutions et aux organes de l'Etat capitaliste.

Vient ensuite un groupe d'ouvriers, le mieux placé dans la production, occupant ou comptant occuper des postes d'administration, et qui sont l'appui le plus sûr de la bureaucratie ouvrière.

Puis la vieille génération des social-démocrates et des syndicalistes ouvriers, qualifiés pour la plupart, rattachés à leur organisation

par des dizaines d'années de lutte et qui ne peuvent se décider à rompre avec elle, malgré ses trahisons et ses faillites. Toutefois, dans bien des branches de production, les ouvriers qualifiés sont mélangés à des ouvriers non qualifiés, des femmes surtout.

Viennent encore des millions d'ouvriers qui ont fait l'apprentissage de la guerre, familiarisés avec le maniement des armes et prêts pour la plupart à s'en servir contre l'ennemi de classe, à la condition toutefois d'une préparation sérieuse, préalable, d'une ferme direction, choses indispensables au succès.

Puis des millions de nouveaux ouvriers, d'ouvrières en particulier, attirés dans l'industrie pendant la guerre et communiquant au prolétariat non seulement leurs préjugés petits-bourgeois, mais encore leurs aspirations impatientes vers de meilleures conditions d'existence.

Enfin des millions de jeunes ouvriers et ouvrières, élevés pendant la tempête de la guerre et de la révolution, plus accessibles à la parole communiste, brûlent du désir d'agir.

En dernier lieu, une gigantesque armée de chômeurs, pour la plupart déclassés et mi-déclassés, reflétant le plus vivement dans ses fluctuations le cours de la décadence de l'économie capitaliste et tenant l'ordre bourgeois sous sa constante menace.

Ces éléments du prolétariat, si divers par leur origine et leur caractère, n'ont été, ne sont entraînés dans le mouvement après la guerre, ni simultanément, ni de la même manière. De là les hésitations, les fluctuations, les progrès et les reculs dans la lutte révolutionnaire. Mais dans son écrasante majorité, la masse prolétarienne serre promptement les rangs parmi la ruine de toutes ses anciennes illusions, l'effrayante incertitude de la vie quotidienne, devant la toute-puissance du capital concentré, devant les méthodes de brigandage de l'Etat militarisé. Cette masse, qui compte de nombreux millions d'hommes, cherche une direction ferme et claire, un programme net d'action et crée par là même une base au rôle décisif que le Parti Communiste cohérent et centralisé est appelé à jouer.

36. La situation de la classe ouvrière s'est évidemment aggravée pendant la guerre. Certains groupes d'ouvriers ont prospéré. Les familles dans lesquelles quelques membres ont pu travailler dans les usines pendant la guerre ont même réussi à maintenir et à élever leur niveau d'existence. Mais, d'une façon générale, le salaire n'a pas augmenté proportionnellement à la cherté de la vie.

Dans l'Europe Centrale, le prolétariat a, pendant la guerre, été voué à des privations toujours croissantes. Dans les pays continentaux de l'Entente, la chute du niveau d'existence fut moins brutale jusqu'à ces temps derniers. En Angleterre, le prolétariat a arrêté, pendant la dernière période de la guerre, au moyen d'une lutte énergique, le processus d'aggravation des conditions de son existence.

La crise s'abattit sur le prolétarit du monde entier avec une force terrifiante. La réduction des salaires dépassa la baisse des prix. Le nombre des chômeurs et des demi-chômeurs devient énorme, sans précédent dans l'histoire du capitalisme. Les fréquents changements dans les conditions de l'existence personnelle influent très défavorablement sur le rendement du travail; mais ils excluent la possibilité d'établir l'équilibre des classes sur le terrain fondamental, c'est-à-dire sur celui

de la production. L'incertitude des conditions d'existence, reflétant l'inconsistance générale des conditions économiques nationales et mondiales, constitue à présent le facteur le plus révolutionnaire.

VII. — PERSPECTIVES ET TACHES

37. La guerre n'a pas déterminé immédiatement la révolution prolétarienne. La bourgeoisie note ce fait, avec une certaine apparence de raison, comme sa plus grande victoire.

Il n'y a qu'un esprit borné petit-bourgeois qui puisse voir la faillite du programme de l'Internationale Communiste dans le fait que le prolétariat européen n'a pas renversé la bourgeoisie pendant la guerre ou immédiatement après. Le développement de l'Internationale Communiste dans la révolution prolétarienne n'implique pas la fixation dogmatique d'une date déterminée au calendrier de la révolution, ni l'obligation d'amener mécaniquement la révolution à la date fixée. La révolution était et reste une lutte de forces vivantes sur des bases historiques données. La destruction de l'équilibre capitaliste par la guerre à l'échelle mondiale a créé des conditions favorables pour les forces fondamentales de la révolution, pour le prolétariat. Tous les efforts de l'Internationale Communiste étaient et restent dirigés vers l'utilisation complète de cette situation.

Les divergences entre l'Internationale Communiste et les social-démocrates des deux groupes ne consistent pas en ce que nous aurions déterminé une date fixe pour la révolution, alors que les social-démocrates nient la valeur de l'utopie et du « putschisme » (tentatives insurrectionnelles) : ces divergences résident en ce que les social-démocrates réagissent contre le développement révolutionnaire effectif, en aidant de toutes leurs forces, au gouvernement aussi bien que dans l'opposition, au rétablissement de l'équilibre de l'Etat bourgeois, tandis que les communistes profitent de toutes les occasions, de tous les moyens et de toutes les méthodes pour renverser et écraser l'Etat bourgeois par la dictature du prolétariat.

Au cours des deux années et demie écoulées depuis la guerre, le prolétariat des différents pays a manifesté tant d'énergie, tant de disposition à la lutte, tant d'esprit de sacrifice, qu'il aurait pu suffire largement à sa tâche et accomplir une révolution triomphante s'il s'était trouvé à la tête de la classe ouvrière un parti communiste réellement international, préparé et fortement centralisé. Mais diverses causes historiques et les influences du passé ont placé à la tête du prolétariat européen, pendant la guerre et depuis, l'organisation de la IIe Internationale, qui est devenue et qui reste un instrument politique inappréciable aux mains de la bourgeoisie.

38. En Allemagne, vers la fin de l'année 1918 et au commencement de 1919, le pouvoir appartenant en fait à la classe ouvrière, la social-démocratie — majoritaires et indépendants —, les syndicats firent agir toute leur influence traditionnelle et tout leur appareil pour remettre ce pouvoir entre les mains de la bourgeoisie.

En Italie, le mouvement révolutionnaire impétueux du prolétariat a crû de plus en plus pendant les derniers dix-huit mois et seuls le manque de caractère d'un parti socialiste petit-bourgeois, la politique

de trahison de la fraction parlementaire, l'opportunisme lâche des organisations syndicales ont pu permettre à la bourgeoisie de rétablir son appareil, de mobiliser sa garde blanche, de passer à l'attaque contre le prolétariat momentanément découragé par la faillite de ses vieux organes dirigeants.

Le puissant mouvement gréviste des dernières années en Angleterre s'est constamment brisé contre la force armée de l'Etat qui intimidait les chefs des trade-unions. Si ces chefs étaient restés fidèles à la cause de la classe ouvrière, on aurait quand même pu, malgré tous ses défauts, faire servir aux combats révolutionnaires le mécanisme des trade-unions. Lors de la dernière crise de la « Triple Alliance » apparut la possibilité d'une collision révolutionnaire avec la bourgeoisie, mais cette collision fut entravée par l'esprit conservateur, la poltronnerie et la traîtrise des chefs syndicaux; si l'organisme des trade-unions anglais fournissait en ce moment, dans l'intérêt du socialisme, seulement la moitié du travail qu'il effectue dans l'intérêt du capital, le prolétariat anglais s'emparerait du pouvoir avec le minimum de sacrifices et pourrait s'atteler à la tâche de réorganisation systématique du pays.

Ce que nous venons de dire s'applique dans une mesure plus ou moins grande à tous les pays capitalistes.

39. Il est absolument incontestable que la lutte révolutionnaire du prolétariat pour le pouvoir manifeste à l'heure actuelle, à l'échelle mondiale, un certain fléchissement, un certain ralentissement. Mais, au fond des choses, il n'était pas permis de s'attendre à ce que l'offensive révolutionnaire d'après-guerre, dans la mesure où elle ne donna pas d'emblée la victoire, se développât suivant une ligne ininterrompue. Le développement politique a aussi ses cycles, ses hauts et ses bas. L'ennemi ne reste pas passif; il combat, lui aussi. Si l'attaque du prolétariat n'est pas couronnée de succès, la bourgeoisie passe à la première occasion à la contre-attaque. La perte par le prolétariat de quelques positions conquises sans difficultés, entraîne une certaine dépression dans ses rangs. Mais s'il reste incontestable qu'à l'époque où nous vivons, la courbe du développement capitaliste est, d'une façon générale, descendante avec des mouvements passagers de relèvement, la courbe de la révolution est montante avec quelques fléchissements.

La restauration du capitalisme a pour conditions *sine qua non* l'intensification de l'exploitation, la perte de millions de vies humaines, l'abaissement pour des millions d'être humains, au de-ssous du niveau minimum (Existenzminimum), des conditions moyennes d'existence, l'insécurité perpétuelle du prolétariat, ce qui est un facteur constant de grève et de révolte. C'est sous la pression de ces causes et dans les combats qu'elles engendrent que croît la volonté des masses de renverser la société capitaliste.

40. La tâche capitale du Parti Communiste dans la crise que nous traversons est de diriger les combats défensifs du prolétariat, de les élargir, de les approfondir, de les grouper et de les transformer — selon le processus du développement — en combats politiques pour le but final. Mais si les événements se développent plus lentement et qu'une période de relèvement succède, dans un nombre plus ou moins grand de pays, à la crise économique actuelle, cela ne saurait en aucune manière être interprété comme l'avènement d'une époque d' « organisa

tion ». Aussi longtemps que le capitalisme existera, les fluctuations du développement seront inévitables. Ces fluctuations accompagneront le capitalisme dans son agonie comme elles l'ont accompagnées dans sa jeunesse et dans sa maturité.

Au cas où le prolétariat serait repoussé par l'attaque du Capital dans la crise actuelle, il passera à l'offensive dès qu'il se manifestera quelque amélioration dans la situation. Son offensive économique qui, dans ce dernier cas, serait inévitablement menée sous les mots d'ordre de revanche contre toutes les mystifications du temps de guerre, contre tout le pillage et tous les outrages infligés pendant la crise, aura, pour cette même raison, la même tendance à se transformer en guerre civile ouverte que la lutte défensive actuelle.

41. Que le mouvement révolutionnaire au cours de la prochaine période suive un cours plus animé ou plus ralenti, le Parti Communiste doit, dans les deux cas, devenir *un parti d'action*. Il est à la tête des masses combattantes, il formule fermement et clairement des mots d'ordre de combat, il dénonce les mots d'ordre équivoques de la social-démocratie, basés toujours sur le compromis. Le Parti Communiste doit s'efforcer au cours de toutes les alternatives du combat, de renforcer par des moyens d'organisation ses nouveaux points d'appui; il doit former les masses aux manœuvres actives, les armer de nouvelles méthodes et de nouveaux procédés, basés sur le choc direct et ouvert avec les forces de l'ennemi. En profitant de chaque répit pour s'assimiler l'expérience de la phase précédente de la lutte, le Parti Communiste doit s'efforcer d'approfondir et d'élargir les conflits de classe et de les relier sur une échelle nationale et internationale, par l'unité du but et de l'action pratique et, de cette façon, à la tête du prolétariat révolutionnaire, briser toutes les résistances dans la voie de sa dictature et de la Révolution sociale.

Thèses sur la Tactique

(Adoptées dans la XXIVe Séance, le 12 juillet 1921)

I. — DELIMITATION DES QUESTIONS

« La nouvelle Association internationale des Ouvriers est fondée pour organiser des actions communes des prolétaires des différents pays, actions dont le but commun est: le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République internationale des Soviets, en vue de la suppression complète des classes et de la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste. »

Cette définition des buts de l'Internationale communiste, posée dans ses statuts, délimite clairement toutes les questions de tactique qui sont à résoudre.

Il s'agit de la tactique à employer dans notre lutte pour la dictature du prolétariat. Il s'agit des moyens à employer pour conquérir aux principes du Communisme la plus grande partie de la classe ouvrière, des moyens à employer pour organiser les éléments socialement déterminants du prolétariat dans la lutte pour la réalisation du Communisme, il s'agit des relations avec les couches petites-bourgeoises prolétarisées, des moyens et procédés à prendre pour décomposer le plus rapidement possible les organes du pouvoir bourgeois, les réduire en ruines et engager la lutte finale internationale pour la dictature.

Les questions de la dictature elle-même, comme unique voie menant à la victoire, sont hors de discussion. Le développement de la révolution mondiale a montré nettement qu'il n'y a qu'une alternative offerte dans la situation historique actuelle: dictature capitaliste ou dictature prolétarienne.

Le IIIe Congrès de l'Internationale communiste reprend l'examen des questions de tactique dans un moment où, dans bien des pays, la situation objective a pris une acuité révolutionnaire et que plusieurs grands partis communistes se sont formés, qui cependant ne possèdent encore nulle part la direction effective du gros de la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire réelle.

II. — A LA VEILLE DE NOUVEAUX COMBATS

La révolution mondiale, c'est-à-dire la destruction du capitalisme, le rassemblement des énergies révolutionnaires du prolétariat et l'organisation du prolétariat en une puissance agressive et victorieuse, exigera une période assez longue de combats révolutionnaires.

L'acuité diverse des antagonismes, la différence de la structure

sociale et des obstacles à surmonter selon les pays, le haut degré d'organisation de la bourgeoisie dans les pays de haut développement capitaliste de l'Europe Occidentale et de l'Amérique du Nord, étaient des raisons suffisantes pour que la guerre mondiale n'aboutît pas immédiatement à la victoire de la révolution mondiale. Les communistes ont donc eu raison de déclarer, déjà pendant la guerre, que la période de l'impérialisme aboutirait à l'époque de la révolution sociale, c'est-à-dire à une longue suite de guerres civiles à l'intérieur des divers Etats capitalistes et de guerres entre les Etats capitalistes, d'une part; les Etats prolétariens et les peuples coloniaux, d'autre part.

La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne droite; mais au contraire, les périodes de la dissolution lente du capitalisme, la sape révolutionnaire quotidienne s'intensifient de temps à autre et se concentrent en crises aiguës.

Le cours de la révolution mondiale a été rendu encore plus traînant du fait que de puissantes organisations et partis ouvriers, à savoir les partis ainsi que les syndicats social-démocrates, fondés par le prolétariat pour guider sa lutte contre la bourgeoisie, se sont transformés pendant la guerre en instruments d'influence contre-révolutionnaire et d'immobilisation du prolétariat et sont restés tels après la fin de la guerre. C'est ce qui a permis à la bourgeoisie mondiale de surmonter facilement la crise de la démobilisation; c'est ce qui lui a permis pendant la période de prospérité apparente de 1919-1920 d'éveiller dans la classe ouvrière un nouvel espoir d'améliorer sa situation dans le cadre du capitalisme, cause essentielle de la défaite des soulèvements de 1919 et du ralentissement des mouvements révolutionnaires en 1919-1920.

La crise économique mondiale, qui apparut au milieu de 1920 et qui s'est étendue aujourd'hui sur tout l'univers, augmentant partout le chômage, prouve au prolétariat international que la bourgeoisie n'est pas en mesure de reconstruire le monde. L'exaspération de tous les antagonismes politiques mondiaux, la campagne rapace de la France contre l'Allemagne, les rivalités anglo-américaine et américo-japonaise avec la course aux armements qui s'ensuit, montrent que le monde capitaliste à l'agonie titube de nouveau vers la guerre mondiale. La Société des Nations, trust international des Etats vainqueurs pour l'exploitation des concurrents vaincus et des peuples coloniaux, est minée pour le moment par la concurrence américaine. L'illusion avec laquelle la social-démocratie internationale et la bureaucratie syndicale ont détourné les masses ouvrières de la lutte révolutionnaire, l'illusion qu'elles pourraient, en renonçant à la conquête du pouvoir politique par la lutte révolutionnaire, obtenir graduellement et pacifiquement le pouvoir économique et le droit de s'administrer elles-mêmes, cette illusion est en train de mourir.

En Allemagne, les comédies de socialisation avec lesquelles le gouvernement Scheidemann-Noske, en mars 1919, chercha à retenir le prolétariat de l'assaut décisif, touchent à leur fin. Les phrases sur la socialisation ont fait place au système bien réel de Stinnes, c'est-à-dire à la soumission de l'industrie allemande à un dictateur capitaliste et à sa clique. L'attaque du gouvernement prussien sous la direction du social-démocrate Severing contre les mineurs de l'Allemagne Centrale forme l'introduction à l'offensive générale de la bourgeoisie allemande en vue de la réduction des salaires du prolétariat allemand.

En Angleterre, tous les plans de nationalisation sont tombés à l'eau. Au lieu de réaliser les projets de nationalisation de la commission Sankey, le gouvernement appuie d'une levée de troupes le lock-out contre les mineurs anglais.

Le gouvernement français n'arrive à ajourner sa banqueroute économique que par une expédition de rapine en Allemagne. Il ne pense à aucune reconstruction systématique de son économie nationale. Même la reconstruction des contrées dévastées du Nord de la France, dans la mesure où elle est entreprise, ne sert qu'à l'enrichissement des capitalistes privés.

En Italie, la bourgeoisie est montée à l'attaque de la classe ouvrière avec l'aide des bandes blanches des fascistes.

Partout la démocratie bourgeoise a dû se démasquer, plus complètement dans les vieux Etats démocratiques bourgeois que dans les nouveaux, issus de l'écroulement impérialiste. Gardes-blancs, arbitraire dictatorial du gouvernement contre les mineurs grévistes en Angleterre, fascistes et Guarda Regia en Italie; Pinkertons, exclusion des députés socialistes des parlements, loi de lynch aux Etats-Unis; terreur blanche en Pologne, en Yougo-Slavie, en Roumanie, Lettonie, Esthonie, législation de la terreur blanche en Finlande, en Hongrie et dans les pays balkaniques, « lois communistes » en Suisse, France, etc... Partout la bourgeoisie cherche à faire retomber sur la classe ouvrière les conséquences de l'anarchie économique croissante, à allonger la journée de travail et à faire tomber les salaires. Partout la bourgeoisie trouve des auxiliaires dans les chefs de la social-démocratie et de l'Intenationale syndicale d'Amsterdam. Cependant ces derniers peuvent retarder l'éveil des masses ouvrières pour un nouveau combat et l'approche de nouvelles vagues révolutionnaires, ils ne peuvent pas les empêcher.

Déjà on voit le prolétariat allemand se préparer à la contre-attaque; on voit les mineurs anglais, malgré la trahison des chefs trade-unionistes, tenir bon héroïquement, pendant de longues semaines, dans la lutte contre le capital minier. Nous voyons comment la volonté de combat s'accroît dans les rangs avancés du prolétariat italien après l'expérience qu'il a faite de la politique d'hésitation du groupe Serrati, volonté de combat qui s'exprime par la formation du Parti Communiste d'Italie. Nous voyons comment, en France, après la scission, après la séparation des social-patriotes et des centristes, le parti socialiste commence à passer de l'agitation et de la propagande du communisme à des manifestations de masses contre les appétits rapaces de l'impérialisme français. En Tchéco-Slovaquie, nous assistons à la grève politique de décembre, entraînant malgré son manque complet d'une direction unique, un million d'ouvriers, et, comme conséquence, à la formation d'un Parti communiste tchèque, parti des masses. En février, nous avons eu en Pologne une grève des cheminots, dirigées par le Parti Communiste, et une grève générale en est résultée et nous avons assisté à la décomposition progressive du Parti Soc. Polon. social-patriote.

Ce qu'il nous faut attendre, ce n'est pas le fléchissement de la révolution mondiale ni le reflux de ses vagues, mais tout le contraire: dans les circonstances données, une exaspération immédiate des antagonismes sociaux et des combats sociaux est ce qu'il y a de plus vraisemblable.

III. — LA TACHE LA PLUS IMPORTANTE DU MOMENT

La conquête de l'influence prépondérante sur la plus grande partie de la classe ouvrière, l'introduction dans le combat des fractions déterminantes de cette classe, voilà à l'heure actuelle le problème le plus important de l'Internationale Communiste.

Car nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire, dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire, etc...), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du Communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capital financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple, en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer.

Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale Communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part, à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires.

Déjà au cours de sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a répudié les tendances sectaristes en prescrivant aux partis affiliés, si petits fussent-ils, de collaborer aux syndicats, de participer à vaincre leur bureaucratie réactionnaire de l'intérieur même des syndicats et de les transformer en organisations révolutionnaires des masses prolétariennes, en instruments de combat. Dès sa première année d'existence, l'Internationale Communiste a prescrit aux Partis Communistes de ne pas se renfermer dans des cercles de propagande, mais de faire servir à l'éducation et à l'organisation du prolétariat toutes les possibilités que la constitution de l'Etat bourgeois est obligée de leur laisser ouvertes: liberté de la presse, liberté de réunion et d'association et toutes les institutions parlementaires bourgeoises, si lamentables soient-elles, pour en faire des armes, des tribunes, des places d'armes du Communisme. A son deuxième Congrès, l'Internationale Communiste, dans ses résolutions sur la question syndicale et sur l'utilisation du parlementarisme, a répudié ouvertement toutes les tendances sectaristes.

Les expériences de ces deux ans de lutte des Partis Communistes ont confirmé en tous points la justesse du point de vue de l'Internationale Communiste. Celle-ci, par sa politique, a amené les ouvriers révolutionnaires, dans bien des Etats, à se séparer non seulement des réformistes déclarés, mais aussi des centristes. Dès lors que les centristes ont formé une Internationale 2 ½, qui s'allie publiquement aux Scheidemann, aux Jouhaux et aux Henderson sur le terrain de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, le champ de bataille est devenu beaucoup plus clair pour les masses prolétariennes, ce qui facilitera les combats à venir.

Le Communisme allemand, grâce à la tactique de l'Internationale Communiste (action révolutionnaire dans les syndicats, lettre ouverte, etc...), d'une simple tendance politique qu'il était dans les combats de janvier et mars 1919, s'est changé en un grand parti des masses révolutionnaires. Il a acquis dans les syndicats une influence telle que la bureaucratie syndicale a été forcée d'exclure de nombreux communistes des syndicats, par crainte de l'influence révolutionnaire de leur action syndicale, et de prendre sur elle l'odieux de la scission.

En Tchéco-Slovaquie, les Communistes ont réussi à gagner à leur cause la majorité des ouvriers organisés.

En Pologne, le Parti Communiste, grâce surtout à son travail de sape dans les syndicats, a su non seulement entrer en contact avec les masses, mais devenir leur guide dans la lutte, malgré les persécutions monstrueuses qui contraignent les organisations communistes à une existence absolument clandestine.

En France, les Communistes ont conquis la majorité au sein du Parti socialiste.

En Angleterre, le processus de consolidation des groupes communistes sur le terrain des directives tactiques de l'Internationale Communiste se termine et l'influence croissante des Communistes oblige les social-traîtres à essayer de rendre impossible aux Communistes l'entrée dans le Labour Party.

Les groupes communistes sectaristes, par contre (comme le K. A. P. D., etc.), n'ont pas rencontré sur leur voie un seul succès. La théorie du renforcement du Communisme par la propagande et l'agitation seules, par la fondation de syndicats communistes distincts, a fait complètement faillite. Nulle part, aucun Parti communiste de quelque influence n'a pu être fondé de cette façon.

IV. — LA SITUATION AU SEIN DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Dans cette voie menant à la formation de partis communistes de masses, l'Internationale Communiste n'est pas encore avancée assez loin partout. Et même dans deux des pays les plus importants du capitalisme victorieux, elle a encore tout à faire dans ce domaine.

Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, dans lesquels, déjà avant la guerre, pour des raisons historiques, il n'existait aucun mouvement révolutionnaire de quelque ampleur, les Communistes ont toujours devant eux les tâches primordiales les plus simples: la formation d'un noyau communiste et son rattachement aux masses ouvrières. La crise économique, qui a fait 5 millions d'ouvriers sans travail, fournit pour cela un terrain très favorable. Conscient du danger qui le menace d'une radicalisation du mouvement ouvrier subissant l'influence du Communisme, le capital américain essaie de briser le jeune mouvement communiste par des persécutions barbares, de l'anéantir et de le contraindre à l'illégalité, dans laquelle, pense-t-il, ce mouvement, sans contact avec les masses, dégénérerait en une secte de propagande et se dessècherait.

L'Internationale Communiste attire l'attention du Parti Communiste Unifié d'Amérique sur le fait que l'organisation illégale ne doit constituer qu'un terrain de rassemblement, de clarification, pour les

forces communistes les plus actives, mais que le Parti Unifié a le devoir de tenter tous les moyens et toutes les voies pour sortir de ses organisations illégales et atteindre les grandes masses ouvrières en fermentation; qu'il a le devoir de trouver les formes et les voies propres à concentrer politiquement ces masses dans leur vie publique en vue de la lutte contre le capital américain.

Le mouvement communiste anglais, lui non plus, n'a pas encore réussi, malgré la concentration de ses forces en un Parti Communiste uni, à devenir un parti de masses.

La désorganisation durable de l'économie anglaise, l'aggravation inouïe du mouvement gréviste, le mécontentement croissant des grandes masses populaires à l'égard du régime de Lloyd George, la possibilité d'une victoire du Labour Party et du Parti libéral aux prochaines élections parlementaires, tout cela ouvre dans le développement politique de l'Angleterre de nouvelles perspectives révolutionnaires et pose devant les Communistes anglais des questions d'une importance extrême.

La première et principale tâche du Parti Communiste d'Angleterre est de devenir un parti de masses. Les Communistes anglais doivent se placer de plus en plus fermement sur le terrain du mouvement de masses existant en fait et se développant sans cesse; ils doivent pénétrer dans toutes les particularités concrètes de ce mouvement et faire des revendications isolées ou partielles des ouvriers le point de départ de leur propre agitation et de leur propagande inlassable et énergique.

Le puissant mouvement gréviste met à l'épreuve, aux yeux de centaines de milliers et de millions d'ouvriers le degré de capacité, de fidélité, de constance et de conscience des trade-unions et de leurs chefs. Dans ces conditions, l'action des Communistes au sein des syndicats acquiert une importance décisive. Aucune critique du Parti, venant du dehors, ne saurait, même dans une mesure éloignée, exercer sur les masses une influence semblable à celle qui peut être exercée par le travail quotidien et constant des noyaux communistes dans les syndicats, par le travail tendant à démasquer et à discréditer les traîtres et les bourgeois du trade-unionisme, qui, en Angleterre plus encore que dans tout autre pays, sont le jouet politique du capital.

Si, dans d'autres pays, la tâche des partis communistes devenus partis de masses consiste dans une importante mesure à prendre l'initiative d'actions de masses, en Angleterre la tâche du Parti Communiste consiste avant tout, sur la base des actions de masses qui se développent en effet, à démontrer et prouver aux masses avec leurs propres expériences que les Communistes sont capables d'exprimer justement et courageusement les intérêts, les besoins et les sentiments de ces masses.

Les Partis communistes de masses de l'Europe Centrale et Occidentale se trouvent en pleine formation de leurs méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaires, en pleine formation de méthodes d'organisation répondant à leur caractère de combat, enfin en pleine transition de la propagande et de l'agitation communistes à l'action. Ce processus est entravé par le fait que, dans bien des pays, l'entrée des ouvriers devenus révolutionnaires, dans le camp du Communisme s'est accomplie sous la direction de chefs qui n'ont pas encore surmonté leurs tendances centristes et qui ne sont pas en état de mener

une efficace agitation et une propagande communistes dans le peuple, qui craignent même cette propagande parce qu'ils savent qu'elle conduirait les partis aux combats révolutionnaires.

Ces tendances centristes ont mené, en *Italie,* à la scission du Parti. Les chefs du Parti et les syndicats groupés autour de Serrati, au lieu de transformer les mouvements spontanés de la masse ouvrière et son activité croissante en une lutte consciente pour le pouvoir, lutte pour laquelle la situation était mûre en Italie, laissèrent ces mouvements s'enliser. Le Communisme n'était pas pour eux un moyen de secouer et de concentrer les masses ouvrières en vue du combat. Et parce qu'ils craignaient le combat, ils durent délayer la propagande et l'agitation communistes et la conduire dans les eaux centristes. Ils renforcèrent de la sorte l'influence des réformistes comme Turati et Trèves dans le Parti et comme D'Aragona dans les syndicats. Comme ils ne se distinguaient des réformistes, ni par la parole ni par les actes, ils ne voulurent pas non plus se séparer d'eux. Ils préférèrent se séparer des Communistes. La politique de la tendance Serrati, en renforçant d'une part l'influence des réformistes, créa, d'autre part, le double danger de renforcer les anarchistes et les syndicalistes et d'engendrer des tendances anti-parlementaires radicales, uniquement en paroles, dans le Parti même.

La scission de Livourne, la formation du Parti Communiste d'Italie, la concentration de tous les éléments réellement communistes, sur le terrain des décisions du deuxième Congrès de l'Internationale Communiste, en un parti communiste feront du Communisme, dans ce pays, une force de masses, pourvu que le Parti Communiste d'Italie combatte sans relâche et sans faiblesse la politique opportuniste du Serratisme et se donne ainsi la possibilité de rester lié aux masses du prolétariat dans les syndicats, dans les grèves, dans les luttes avec les organisations contre-révolutionnaires des fascistes, de fondre ensemble les mouvements de ces masses et de transformer en combats soigneusement préparés leurs actions spontanées.

En France, où le poison chauvin de la « défense nationale » et ensuite l'ivresse de la victoire ont été plus forts que partout ailleurs, la réaction contre la guerre s'est développée plus lentement que dans les autres pays. Grâce à l'influence de la Révolution russe, aux luttes révolutionnaires dans les pays capitalistes et à l'expérience des premières luttes du prolétariat français trahi par ses chefs, le Parti socialiste a évolué dans sa majorité vers le Communisme, avant même d'avoir été placé par le cours des événements devant les questions décisives de l'action révolutionnaire. Cette situation sera d'autant mieux et d'autant plus largement utilisée par le Parti Communiste français qu'il liquidera plus catégoriquement dans son propre sein, surtout dans les milieux dirigeants, les survivances de l'idéologie du pacifisme nationaliste et du réformisme parlementaire. Le Parti doit, dans une mesure bien plus grande, non seulement par rapport au passé, mais encore par rapport au présent, se rapprocher des masses et de leurs couches opprimées et donner l'expression claire, complète et inflexible de leurs souffrances et de leurs besoins. Dans sa lutte parlementaire, le Parti doit rompre catégoriquement avec les formes repoussantes et pénétrées de mensonge du parlementarisme français, consciemment forgées par la bourgeoisie pour hypnotiser et intimider les représentants de la classe

ouvrière. Les parlementaires français doivent s'efforcer, dans toutes leurs interventions, d'arracher le voile national-démocrate, républicain et traditionnellement révolutionnariste, et de présenter nettement toute question comme une question d'intérêt et d'impitoyable lutte de classes.

L'agitation pratique doit prendre un caractère beaucoup plus concentré, plus tendu et plus énergique. Elle ne doit pas se disperser à travers les situations et les combinaisons changeantes et variables de la politique quotidienne. De tous les événements, petits ou grands, elle doit toujours tirer les mêmes conclusions fondamentales révolutionnaires et les inculquer aux masses ouvrières, même les plus arriérées. Ce n'est qu'à la condition d'observer cette attitude véritablement révolutionnaire que le Parti Communiste cessera de paraître — et d'être en réalité — une simple aile gauche de ce bloc radical longuettiste qui offre avec une insistance et un succès de plus en plus grand ses services à la société bourgeoisie pour la protéger des ébranlements qui s'annoncent en France avec une inflexible logique. Abstraction faite de la question de savoir si ces événements révolutionnaires décisifs arriveront plus ou moins tôt, un Parti Communiste moralement éduqué, entièrement pénétré de volonté révolutionnaire, trouvera la possibilité, même dans l'époque actuelle de préparation, de mobiliser les masses ouvrières sur le terrain politique et économique et de donner à leur lutte un caractère plus clair et plus vaste.

Les tentatives faites par des éléments révolutionnaires impatients et politiquement inexpérimentés, voulant employer dans des questions et pour des buts isolés les méthodes extrêmes qui par leur essence constituent les méthodes du soulèvement révolutionnaire décisif du prolétariat (ainsi la proposition d'inviter la classe 19 à ne pas répondre à la mobilisation), ces tentatives peuvent, en cas d'application, réduire à néant pour longtemps la préparation réellement révolutionnaire du prolétariat à la conquête du pouvoir. C'est un devoir pour le Parti Communiste français, ainsi que pour les partis de tous les autres pays, de repousser ces méthodes extrêmement dangereuses. Mais ce devoir ne doit en aucun cas donner lieu à l'inactivité du Parti. Bien au contraire.

Renforcer la liaison du Parti avec les masses, c'est avant tout le rattacher plus étroitement aux syndicats. Le but ne consiste point du tout à ce que les syndicats soient soumis mécaniquement et extérieurement au Parti et renoncent à l'autonomie découlant nécessairement du caractère de leur action : il consiste en ce que les éléments véritablement révolutionnaires réunis dans le Parti Communiste donnent, dans le cadre même des syndicats, une tendance correspondant aux intérêts communs du prolétariat, luttant pour la conquête du pouvoir.

En considération de ce fait, le Parti Communiste Français doit faire la critique sous une forme amicale, mais décisive et claire, de toutes les tendances anarchistes-syndicalistes qui repoussent la dictature du prolétariat et la nécessité d'une union de son avant-garde en une organisation dirigeante, centralisée, c'est-à-dire en un Parti Communiste, ainsi que toutes les tendances syndicalistes transitoires, sous le manteau de la charte d'Amiens, élaborée huit ans avant la guerre, qui ne sauraient plus donner aujourd'hui une réponse claire et nette aux questions essentielles de l'époque nouvelle d'après-guerre.

La haine qui se manifeste dans le syndicalisme français contre l'esprit du politicien-arriviste est, avant tout, une haine bien justifiée contre les parlementaires « socialistes-traditionnels ». Mais le caractère purement révolutionnaire du Parti Communiste lui donne la possibilité de faire comprendre à tous les éléments révolutionnaires la nécessité du groupement politique dans le but de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière.

La fusion du groupement syndicaliste révolutionnaire avec l'organisation communiste dans son ensemble, est une condition nécessaire et indispensable de toute lutte sérieuse du prolétariat français.

L'on ne parviendra à surmonter et à écarter les tendances vers l'action prématurée et à vaincre l'infériorité de principe et le séparatisme d'organisation des syndicalistes-révolutionnaires que lorsque le Parti lui-même, comme nous l'avons dit plus haut, sera devenu — en traitant de façon vraiment révolutionnaire toute question de la vie et de la lutte quotidienne des masses ouvrières françaises — un centre d'attraction pour elles.

En *Tchéco-Slovaquie,* les masses laborieuses, au cours de ces deux ans et demi se sont, en grande partie, affranchies des illusions réformistes et nationalistes. En septembre dernier, la majorité des ouvriers social-démocrates s'est séparée de ses chefs réformistes. En décembre, un million d'ouvriers environ, sur les 3 millions et demi de travailleurs industriels que compte la Tchéco-Slovaquie, s'opposa en une action révolutionnaire de masses au gouvernement capitaliste tchéco-slovaque. Au mois de mai de cette année, le Parti Communiste Tchéco-Slovaque s'est constitué avec environ 350,000 membres à côté du Parti Communiste de la Bohême allemande, précédemment formé et comptant environ 60,000 membres. Les Communistes constituent ainsi une grande partie, non seulement du prolétariat de la Tchéco-Slovaquie, mais aussi de toute sa population. Le Parti Tchéco-Slovaque se trouve placé maintenant devant ce problème d'attirer, au moyen d'une agitation véritablement communiste, des masses ouvrières encore plus étendues, d'instruire des membres, anciens ou nouvellement acquis, par une propagande communiste claire et sans timidité, d'unir les ouvriers de toutes les nationalités de Tchéco-Slovaquie pour former un front ininterrompu de prolétaires contre le nationalisme, cette citadelle de la bourgeoisie en Tchéco-Slovaquie, et de transformer la force ainsi créée du prolétariat, au cours des combats à venir contre les tendances oppressives du capitalisme et contre le gouvernement, en une puissance invincible. Le Parti Communiste de Tchéco-Slovaquie sera d'autant plus promptement à la hauteur de cette mission qu'il saura avec clarté et décision vaincre toutes les traditions centristes, qu'il mènera une politique éduquant révolutionnairement et concentrant les plus grandes masses du prolétariat et qu'il sera ainsi en mesure de préparer ces actions des masses et de les exécuter victorieusement. Le Congrès décide que les Partis Communistes Tchéco-Slovaque et Allemand-Bohémien doivent fusionner leurs organisations et former un parti unique dans un délai à déterminer par le Comité Exécutif.

Le Parti Communiste unifié d'Allemagne, né de l'union du groupe Spartacus avec les masses ouvrières des Indépendants de gauche, quoique étant déjà un grand Parti de masses, a la grande tâche d'aug-

menter et de renforcer son influence sur les grandes masses, de conquérir les organisations de masses prolétariennes, les syndicats; de briser l'influence du Parti social-démocrate et de la bureaucratie syndicale et de devenir, dans les luttes futures du prolétariat, conducteur des mouvements de masses. Cette tâche principale du Parti exige qu'il y applique tous ses efforts d'adaptation, de propagande et d'organisation, qu'il tâche de conquérir les sympathies de la majorité du prolétariat, sans laquelle, étant donnée la puissance du capital allemand, aucune victoire du Communisme n'est possible en Allemagne.

Le Parti Unifié d'Allemagne ne s'est pas encore montré à la hauteur de cette tâche, en ce qui concerne l'ampleur et le contenu de l'agitation. Il n'a pas encore su suivre avec logique la voie qu'il a prise par sa « Lettre Ouverte », la voie sur laquelle s'opposent les intérêts pratiques du prolétariat à la politique traîtresse des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale. La presse et l'organisation du Parti portent encore trop le cachet de sociétés et non d'instruments et d'organisations de lutte. Les tendances centristes qui s'expriment encore dans ce Parti et qui n'y ont pas encore été surmontées ont mené, d'une part, à cette situation que le Parti, placé devant la nécessité du combat, dut y entrer sans préparation suffisante et, d'autre part, ne sut pas garder suffisamment la liaison morale avec les masses non communistes. Les exigences d'action qui seront bientôt imposées au Parti Communiste unifié d'Allemagne par le processus de destruction de l'économie allemande, par l'offensive du capital contre l'existence des masses ouvrières, ne sauraient être satisfaites que si le Parti, loin d'opposer à son but d'action ses buts d'agitation et d'organisation, tient toujours éveillé l'esprit de combativité dans son organisation, donne à son agitation un caractère réellement populaire, revêt son organisation d'une forme qui la mette en mesure, en développant sa liaison avec les masses, de poser de la façon la plus soigneuse la situation de la lutte et de préparer non moins soigneusement cette lutte.

Les Partis de l'Internationale Communiste deviendront des Partis de masses révolutionnaires s'ils savent vaincre l'opportunisme, ses survivances et ses traditions, dans leurs propres rangs, en cherchant à se lier étroitement aux masses ouvrières combattantes, en puisant leurs buts dans les luttes pratiques du prolétariat, en repoussant au cours de ces luttes aussi bien la politique opportuniste de l'aplanissement et de l'effacement des antagonismes insurmontables et les phrases révolutionnaires qui empêchent de voir le rapport réel des forces et les véritables difficultés du combat. Les partis communistes sont nés de la scission des anciens partis social-démocrates. Cette scission résulte du fait que ces partis ont trahi pendant la guerre les intérêts du prolétariat par une alliance avec la bourgeoisie ou par une politique hésitante, cherchant à éviter toute lutte. Les principes des partis communistes forment le seul terrain sur lequel les masses ouvrières pourraient à nouveau se réunir; car ces principes expriment les besoins de la lutte du prolétariat. Et puisqu'il en est donc ainsi, ce sont actuellement les partis et les tendances social-démocrates et centristes qui représentent la division et le morcellement du prolétariat, tandis que les partis communistes constituent un élément d'union.

En Allemagne, ce sont les centristes qui se sont séparés de la

majorité de leur parti, lorsque celle-ci suivit le drapeau du Communisme. Par crainte de l'influence unificatrice du Communisme, les social-démocrates et les Indépendants d'Allemagne, ainsi que la bureaucratie syndicale social-démocrate refusèrent de collaborer en des actions communes avec les Communistes à la défense des intérêts les plus simples du prolétariat. En Tchéco-Slovaquie, ce furent les social-démocrates qui firent sauter l'ancien parti lorsqu'ils se rendirent compte du triomphe du Communisme. En France, ce furent les longuettistes qui se séparèrent de la majorité des ouvriers socialistes, tandis que le Parti Communiste s'efforça d'unir les ouvriers socialistes et syndicalistes. En Angleterre, ce furent les réformistes et les centristes qui, par crainte de leur influence, chassèrent les Communistes du Labour Party et sabotèrent la concentration des ouvriers dans leur lutte contre les capitalistes. Les partis communistes deviennent ainsi des facteurs d'union du prolétariat dans sa lutte pour ses intérêts et, dans la conscience de leur rôle, ils amasseront de nouvelles forces.

V. — COMBATS ET REVENDICATIONS PARTIELS

Les Partis communistes ne peuvent se développer que dans la lutte. Même les plus petits des partis communistes ne doivent pas se borner à la simple propagande et à l'agitation. Ils doivent constituer, dans toutes les organisations de masses du prolétariat, l'avant-garde qui montre aux masses retardataires, hésitantes, en formulant pour elles des buts concrets de combat, en les incitant à lutter pour réclamer leurs besoins vitaux, comment il faut mener la bataille, et qui par là leur révèle la traîtrise de tous les partis non communistes. C'est seulement à condition de savoir se mettre à la tête du prolétariat dans tous ses combats et de provoquer ces combats, que les partis communistes peuvent gagner effectivement les grandes masses prolétariennes à la lutte pour la dictature.

Toute l'agitation et la propagande, toute l'action du Parti Communiste doivent être pénétrées de ce sentiment que, sur le terrain du capitalisme, aucune amélioration durable de la situation de la masse du prolétariat n'est possible; que seul le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'Etat capitaliste permettront de travailler à améliorer la situation de la classe ouvrière et à restaurer l'économie nationale ruinée par le capitalisme.

Mais ce sentiment ne doit pas nous faire renoncer à combattre pour les revendications vitales actuelles et immédiates du prolétariat, en attendant qu'il soit en état de les défendre par sa dictature. La social-démocratie, qui maintenant, au moment où le capitalisme n'est plus en état d'assurer aux ouvriers même une existence d'esclaves rassasiés, présente le vieux programme social-démocrate des réformes pacifiques, réformes qui doivent être réalisées par la voie pacifique sur le terrain et dans le cadre du capitalisme en faillite, cette social- démocratie trompe sciemment les masses ouvrières. Non seulement le capitalisme, pendant la période de sa dislocation, n'est pas capable d'assurer aux ouvriers des conditions d'existence quelque peu humaines, mais encore les social-démocrates, les réformistes de tous les pays prouvent chaque jour qu'ils n'ont pas la moindre intention de mener le moindre combat pour la plus modeste des revendications contenues dans leur propre programme.

Revendiquer la socialisation ou la nationalisation des plus importantes branches d'industrie, comme le font les partis centristes, c'est encore tromper les masses populaires. Les centristes n'ont pas seulement induit les masses en erreur en cherchant à les persuader que la socialisation peut arracher des mains du capital les principales branches d'industrie sans que la bourgeoisie soit vaincue, ils cherchent encore à détourner les ouvriers de la lutte vitale réelle pour leurs besoins les plus immédiats, en leur faisant espérer une mainmise progressive sur les diverses industries les unes après les autres, après quoi commencera la construction « systématique » de l'édifice économique. Ils reviennent ainsi au programme minimum de la social-démocratie, c'est-à-dire à la réforme du capitalisme, qui est aujourd'hui une véritable duperie contre-révolutionnaire.

Si dans ce programme de nationalisation, par exemple de l'industrie du charbon, joue encore un rôle l'idée lassalienne de fixer toutes les énergies du prolétariat sur une revendication unique pour en faire un levier d'action révolutionnaire conduisant par son développement à la lutte pour le pouvoir, dans ce cas nous avons affaire à une rêverie de songe creux: la classe ouvrière souffre aujourd'hui dans tous les Etats capitalistes de fléaux si nombreux et si effroyables qu'il est impossible de combattre toutes ces charges écrasantes et ces coups en poursuivant un objet trop subtil, tout à fait imaginaire. Il faut au contraire prendre chaque besoin des masses comme point de départ de luttes révolutionnaires qui, dans leur ensemble seulement, pourront constituer le courant puissant de la révolution sociale. Les Partis communistes ne mettent en avant pour ce combat aucun programme minimum tendant à fortifier et à améliorer l'édifice vacillant du capitalisme. La ruine de cet édifice reste leur but directeur, leur tâche actuelle. Mais pour remplir cette tâche, les Partis communistes doivent émettre des revendications dont la réalisation constitue une nécessité immédiate et urgente pour la classe ouvrière et ils doivent défendre ces revendications dans la lutte des masses, sans s'inquiéter de savoir si elles sont compatibles ou non avec l'exploitation usuraire de la classe capitaliste.

Les Partis communistes doivent prendre en considération non pas les capacités d'existence et de concurrence de l'industrie capitaliste, non pas la force de résistance des finances capitalistes, mais l'étendue de la misère que le prolétariat ne peut pas et ne doit pas supporter. Si ces revendications répondent aux besoins vitaux des larges masses prolétariennes, si ces masses sont pénétrées du sentiment que sans la réalisation de ces revendications leur existence est impossible, alors la lutte pour ces revendications deviendra le point de départ de la lutte pour le pouvoir. A la place du programme minimum des réformistes et des centristes, l'Internationale Communiste met la lutte pour les besoins concrets du prolétariat, pour un système de revendications qui dans leur ensemble démolissent la puissance de la bourgeoisie, organisent le prolétariat et constituent des étapes de la lutte pour la dictature prolétarienne et dont chacune en particulier donne son expression à un besoin des larges masses, même si ces masses ne se placent pas encore consciemment sur le terrain de la dictature du prolétariat.

Dans la mesure où la lutte pour ces revendications embrasse et mobilise des masses de plus en plus grandes, dans la mesure où cette

lutte oppose les besoins vitaux des masses aux besoins vitaux de la société capitaliste, la classe ouvrière prendra conscience de cette vérité que si elle veut vivre, le capitalisme doit mourir. Cette constatation fera naître en elle la volonté de combattre pour la dictature. C'est la tâche des Partis communistes d'élargir les luttes qui se développent au nom de ces revendications concrètes, de les approfondir et de les relier entre elles. Toute action partielle entreprise par les masses ouvrières pour des revendications partielles, toute grève économique sérieuse, provoque immédiatement la mobilisation de toute la bourgeoisie pour protéger ceux des entrepreneurs qui sont menacés, et pour rendre impossible toute victoire, même partielle du prolétariat. (Secours technique des briseurs de grèves bourgeois pendant la grève des cheminots anglais, fascistes). La bourgeoisie mobilise également tout le mécanisme de l'Etat pour combattre les ouvriers (militarisation des ouvriers en France et en Pologne, lois d'exception pendant la grève des mineurs en Angleterre). Les ouvriers qui luttent pour leurs revendications partielles sont entraînés automatiquement à combattre toute la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Dans la mesure où les luttes pour des revendications partielles, où les luttes partielles des divers groupes d'ouvriers grandissent en une lutte générale de la classe ouvrière contre le capitalisme, le Parti Communiste a le devoir de proposer des mots d'ordre plus élevés et plus généraux, jusqu'à celui du renversement direct de l'adversaire.

En établissant leurs revendications partielles, les partis communistes doivent veiller à ce que ces revendications, ayant leur attache dans les besoins des larges masses, ne se bornent pas à entraîner ces masses dans la lutte, mais par elles-mêmes soient de nature à les organiser.

Tous ces mots d'ordre concrets ayant leur source dans les besoins économiques des masses ouvrières doivent être introduits dans le plan de la lutte pour le contrôle ouvrier, qui ne sera pas un système d'organisation bureaucratique de l'économie nationale sous le régime du capitalisme, mais la lutte contre le capitalisme menée par les soviets industriels et les syndicats révolutionnaires. Ce n'est que par la construction d'organisations industrielles de cette sorte, ce n'est que par leur liaison en branches d'industrie et en centres industriels, que la lutte des masses ouvrières pourra acquérir une unité organique, qu'opposition pourra être faite à la division des masses par la social-démocratie et par les chefs syndicaux. Les soviets industriels accompliront cette tâche seulement s'ils prennent naissance dans la lutte pour des buts économiques communs aux plus larges masses des ouvriers; seulement s'ils créent la liaison entre toutes les parties révolutionnaires du prolétariat: le Parti Communiste, les ouvriers révolutionnaires et les syndicats en voie de développement révolutionnaire.

Toute objection contre l'élévation de revendications partielles de ce genre, toute accusation de réformisme sous prétexte de ces luttes partielles découlent de cette même incapacité à comprendre les conditions vivantes de l'action révolutionnaire qui s'est manifestée déjà dans l'opposition de certains groupes communistes à la participation aux syndicats et à l'utilisation du parlementarisme. Il ne s'agit point de se borner à prêcher toujours au prolétariat les buts finaux, mais de faire

progresser une lutte concrète, qui seule peut le conduire à lutter pour ces buts finaux. A quel point les objections contre les revendications partielles sont dénuées de base et étrangères aux exigences de la vie révolutionnaire, cela ressort surtout du fait que même les petites organisations fondées par les Communistes dits de gauche, comme asiles de la pure doctrine, ont été obligées de mettre en avant des revendications partielles, quand elles ont essayé d'entraîner dans la lutte des masses ouvrières plus nombreuses que celles qui se groupent autour d'elles ou quand elles veulent prendre part aux luttes des grandes masses populaires pour pouvoir y exercer leur influence.

La nature révolutionnaire de l'époque actuelle consiste précisément en ceci que les conditions d'existence les plus modestes des masses ouvrières sont incompatibles avec l'existence de la société capitaliste, et que, pour cette raison, la lutte même pour les revendications les plus modestes prend les proportions d'une lutte pour le Communisme.

Tandis que les capitalistes profitent de l'armée toujours croissante des sans-travail pour exercer une pression sur le travail organisé en vue d'une réduction des salaires, les social-démocrates, les Indépendants et les chefs officiels des syndicats se détournent lâchement des sans-travail, les considèrent simplement comme sujets de la bienfaisance gouvernementale et syndicale et les caractérisent politiquement comme un « Lumpenproletariaat », les Communistes doivent se rendre clairement compte que dans les conditions actuelles, l'armée des sans-travail constitue un facteur révolutionnaire d'une valeur colossale. La direction de cette armée doit être prise par les Communistes. Par la pression exercée par les sans-travail sur les syndicats, les Communistes doivent hâter le renouvellement des syndicats, en premier lieu leur libération de l'influence des chefs traîtres. Le Parti Communiste, en unissant les sans-travail à l'avant-garde du prolétariat dans la lutte pour la révolution socialiste, retiendra les éléments les plus révolutionnaires et les plus impatients des sans-travail d'actes désespérés isolés et rendra capable toute la masse d'appuyer, dans des conditions favorables, l'attaque commencée par un groupe de prolétaires, de développer ce conflit au delà des cadres donnés, d'en faire le point de départ d'une offensive décidée; en un mot, il transformera toute cette masse et, d'une armée de réserve de l'industrie, il en fera une armée active de la révolution.

En prenant avec la plus grande énergie la défense de cette catégorie d'ouvriers, en descendant dans les profondeurs de la classe ouvrière, les partis communistes ne représentent pas les intérêts d'une couche ouvrière contre une autre, ils représentent ainsi l'intérêt commun de la classe ouvrière, trahie par les chefs contre-révolutionnaires, au profit des intérêts momentanés de l'aristocratie ouvrière: plus large est la couche de sans-travail et des travailleurs à temps réduit, et plus son intérêt se transforme en l'intérêt commun de la classe ouvrière, plus les intérêts passagers de l'aristocratie ouvrière doivent être subordonnés à ces intérêts communs. Le point de vue qui s'appuie sur les intérêts de l'aristocratie ouvrière pour les retourner comme une arme contre les sans-travail ou pour abandonner ces derniers à leur sort déchire la classe ouvrière et est, en fait, contre-révolutionnaire. Le Parti Communiste, comme représentant de l'intérêt général de la classe ouvrière, ne saurait se borner à reconnaître et à faire valoir par la

propagande cet intérêt commun. Il ne peut représenter efficacement cet intérêt général qu'en menant, dans certaines circonstances, le gros même de la masse ouvrière la plus opprimée et la plus appauvrie au combat contre la résistance de l'aristocratie ouvrière.

VI. — LA PREPARATION DE LA LUTTE

Le caractère de la période de transition fait un devoir à tous les partis communistes d'élever au plus haut point leur esprit de combativité. Chaque combat isolé peut aboutir à un combat pour le pouvoir. Le Parti ne peut acquérir ce mordant nécessaire que s'il donne à l'ensemble de sa propagande le caractère d'une attaque passionnée contre la société capitaliste, s'il sait dans cette agitation se lier aux plus larges masses du peuple, s'il sait leur parler de façon qu'elles puissent acquérir la conviction d'être sous la direction d'une avant-garde luttant effectivement pour le pouvoir. Les organes et les manifestes du Parti Communiste ne doivent pas être des publications académiques qui cherchent à prouver théoriquement la justesse du Communisme; ils doivent être des cris d'appel à la révolution prolétarienne. L'action des Communistes dans les parlements ne doit pas tendre à discuter avec l'ennemi ou à le persuader, mais à le démasquer sans réserve et sans merci, à démasquer les agents de la bourgeoisie, à secouer la volonté de combat des masses ouvrières et à amener les couches petites-bourgeoises, semi-prolétariennes du peuple à se joindre au prolétariat. Notre travail d'organisation dans les syndicats comme dans les partis ne doit pas viser à une construction mécanique, à une augmentation numérique de nos rangs; il doit être pénétré du sentiment des luttes prochaines. Ce n'est que lorsque le Parti, dans toutes ses manifestations de vie et dans toutes ses formes d'organisation, sera la volonté de combat faite corps, qu'il sera en mesure d'accomplir sa mission dans les moments où les conditions nécessaires à de plus grandes actions combatives seront réunies.

Là où le Parti Communiste représente une force massive, où son influence s'étend au delà des cadres de ses organisations propres de Parti, sur les larges masses ouvrières, il a le devoir d'inciter par l'action les masses ouvrières au combat. De grands partis de masses ne sauraient se contenter de critiquer la carence d'autres partis et d'opposer les revendications communistes aux leurs. C'est sur eux, en tant que partis de masses, que repose la responsabilité du développement de la révolution. Là où la situation des masses ouvrières devient de plus en plus intolérable, les Partis Communistes doivent tout essayer pour porter les masses ouvrières à défendre leurs intérêts par la lutte. En présence de ce fait qu'en Europe Occidentale et en Amérique, où les masses ouvrières sont organisées en syndicats et en partis politiques, où, par conséquent, on ne saurait compter jusqu'à nouvel ordre sur des mouvements spontanés que dans des cas très rares, les Partis Communistes ont le devoir, en usant de toute leur influence dans les syndicats, en augmentant leur pression sur les autres partis qui s'appuient sur les masses ouvrières, de chercher à obtenir un déclanchement général du combat pour les intérêts immédiats du prolétariat, et si les partis non communistes sont contraints de participer à ce combat, la tâche

des Communistes consiste à préparer d'avance les masses ouvrières à une trahison possible de la part des partis non communistes pendant l'une des phases ultérieures du combat, à tendre le plus possible la situation et à l'aggraver afin d'être capables de continuer le combat, le cas échéant, sans les autres partis (voir la Lettre Ouverte du V. K. P. D., qui peut servir de point de départ exemplaire pour d'autres actions). Si la pression du Parti Communiste dans les syndicats et dans la presse ne suffit pas pour entraîner le prolétariat au combat sur un front unique, c'est alors le devoir du Parti Communiste d'essayer d'entraîner tout seul de grandes fractions des masses ouvrières. Cette politique indépendante consistant à faire défendre les intérêts vitaux du prolétariat par sa fraction la plus consciente et la plus active ne sera couronnée de succès, ne réussira à secouer les masses retardataires que si les buts du combat découlant de la situation concrète, sont compréhensibles aux larges masses, et si ces masses voient dans ces buts leurs buts propres, tout en n'étant pas encore capables de combattre pour eux.

Le Parti Communiste ne doit cependant pas se borner à défendre le prolétariat contre les dangers qui le menacent, à parer les coups destinés aux masses ouvrières. Le Parti Communiste est, dans la période de la révolution mondiale, de par son essence même, un parti d'attaque, un parti d'assaut contre la société capitaliste; il a pour devoir, dès qu'une lutte défensive prend de la profondeur et de l'ampleur de l'agrandir en une offensive contre la société capitaliste. Le Parti a, de plus, le devoir de tout faire pour conduire d'emblée les masses ouvrières à cette offensive, là où les conditions favorables sont données.

Celui qui s'oppose en principe à la politique de l'offensive contre la société capitaliste viole les directives du Communisme.

Ces conditions consistent premièrement dans l'exaspération des combats dans le camp de la bourgeoisie elle-même, dans le cadre national et international. Si les luttes intestines au sein de la bourgeoisie ont pris une proportion telle qu'on peut prévoir que la classe ouvrière aura affaire à des forces adverses fractionnées et coupées, le Parti doit prendre l'initiative — après une minutieuse préparation dans le domaine politique et si possible dans celui de l'organisation intérieure — de conduire les masses au combat.

La deuxième condition pour des sorties, des attaques offensives sur un large front, c'est la grande fermentation existant dans les catégories déterminantes de la classe ouvrière, fermentation qui permet de prévoir que la classe ouvrière sera prête à lutter sur tout le front contre le gouvernement capitaliste. S'il est indispensable, lorsque le mouvement s'accroît en étendue, d'accentuer les mots d'ordre du combat, c'est également un devoir pour les directeurs communistes du combat, au cas où le mouvement prendrait une allure rétrograde, de retirer de la bataille les masses combattantes avec le maximum d'ordre et de cohésion.

La question de savoir si le Parti Communiste doit employer l'offensive ou la défensive dépend des circonstances concrètes. L'essentiel est qu'il soit pénétré d'un esprit combatif, qu'il triomphe de cette passivité centriste, qui fait nécessairement échouer même la propagande du parti dans la routine semi-réformiste. Cette disposition constante au combat doit constituer la caractéristique des grands partis communistes,

non seulement parce que sur eux, en tant que partis de masses, repose la charge du combat, mais encore en raison de l'ensemble de la situation actuelle: désagrégation du capitalisme et paupérisation croissante des masses. Il faut réduire cette période de désagrégation, si l'on ne veut pas que toutes les bases matérielles du Communisme soient anéanties et que toute l'énergie des masses ouvrières soit détruite pendant cette période.

VII. — LES ENSEIGNEMENTS DE L'ACTION DE MARS

L'action de mars fut une lutte imposée au Parti Communiste Unifié d'Allemagne par l'attaque du gouvernement contre le prolétariat de l'Allemagne Centrale.

Au cours de ce premier grand combat que le Parti Communiste Unifié eut à soutenir après sa formation, il commit une série de fautes dont la principale consista en ce que — au lieu de faire clairement ressortir le caractère défensif de cette lutte — par son cri d'offensive, il fournit aux ennemis sans scrupules du prolétariat, à la bourgeoisie, au parti social-démocrate et au parti indépendant, un prétexte pour dénoncer le Parti Unifié au prolétariat comme un fauteur de putsch. Cette faute fut encore exagérée par un certain nombre de camarades du parti, représentant l'offensive comme la méthode essentielle de lutte du Parti Communiste Unifié d'Allemagne dans la situation actuelle. Les organes officiels du parti, comme son président, le camarade Brandler, se sont déjà élevés contre ces fautes.

Le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste considère l'action de mars du Parti Communiste Unifié d'Allemagne comme un pas en avant. Le Congrès est d'avis que le Parti Communiste Unifié sera d'autant plus en mesure d'exécuter avec succès ses actions de masses qu'il saura mieux adapter, à l'avenir, ses mots d'ordre de combat à la situation réelle, qu'il étudiera plus soigneusement cette situation et qu'il agira avec plus d'unité.

Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, dans l'intérêt d'une appréciation minutieuse des possibilités de lutte, devra prendre attentivement en considération les faits et les réflexions et peser soigneusement le bien-fondé des opinions qui indiquent les difficultés de l'action. Mais dès l'instant où une action a été décidée par les autorités du parti, tous les camarades doivent se soumettre aux décisions du parti et exécuter ces actions. La critique de ces actions ne peut commencer qu'après qu'elles sont terminées et elle ne doit être exercée qu'à l'intérieur du parti et de ses organes et en prenant en considération la situation dans laquelle se trouve le parti par rapport à l'ennemi de classe.

Du fait que Lévi a méconnu ces exigences évidentes de la discipline et des conditions posées à la critique du parti, le Congrès approuve son exclusion du parti et considère comme inadmissible toute collaboration politique des membres de l'Internationale Communiste avec lui.

VIII. — FORMES ET MOYENS DU COMBAT DIRECT

Les formes et moyens du combat, ses proportions, de même que la question de l'offensive ou de la défensive, dépendent de certaines conditions que l'on ne saurait arbitrairement créer. Les expériences précé-

dentes de la révolution ont montré différentes formes d'actions partielles:

1. Actions partielles de couches isolées du prolétariat (action des mineurs, des cheminots, etc. en Allemagne, en Angleterre, des ouvriers agricoles, etc...).

2. Actions partielles de l'ensemble des ouvriers pour des buts limités (l'action pendant les journées de Kapp, l'action des mineurs anglais contre l'intervention militaire du gouvernement anglais pendant la guerre russo-polonaise).

Au point de vue territorial, ces luttes partielles peuvent embrasser des régions isolées, des pays entiers ou plusieurs pays à la fois.

L'action de mars fut une lutte héroïque menée par des centaines de milliers de prolétaires contre la bourgeoisie. Et en se mettant vigoureusement à la tête de la défense des ouvriers de l'Allemagne Centrale, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne prouve qu'il est réellement le parti du prolétariat révolutionnaire allemand.

Toutes ces formes de combat sont destinées, au cours de la révolution dans chaque pays, à se succéder les unes aux autres à plusieurs reprises. Le Parti Communiste ne peut évidemment pas se refuser à des actions partielles territorialement limitées, mais ses efforts doivent tendre à transformer tout combat local plus important en une lutte générale du prolétariat. De même qu'il a le devoir, pour défendre les ouvriers combattants d'une branche d'industrie, d'appeler à la rescousse, si possible la classe ouvrière tout entière, de même il est obligé, pour défendre les ouvriers combattant sur un point donné, de mettre sur pied, autant que possible, les ouvriers des autres centres industriels. L'expérience de la révolution montre que plus le champ de bataille est grand, et plus grandes sont les perspectives de victoire. La bourgeoisie, dans sa lutte contre la révolution mondiale qui se développe, s'appuie d'une part sur les organisations de gardes-blancs, d'autre part sur l'émiettement effectif de la classe ouvrière, sur la lenteur de la formation du front prolétarien. Plus grandes sont les masses du prolétariat qui entrent dans la lice, plus grand est le champ de bataille — et plus l'ennemi devra diviser et disséminer ses forces. Même si les autres parties de la classe ouvrière accourant au secours d'une partie du prolétariat en mauvaise posture ne sont pas capables pour le moment d'engager tout l'ensemble de leurs forces pour la soutenir, leur seule intervention oblige les capitalistes à diviser leurs forces militaires, car ils ne peuvent pas savoir quelle étendue et quel mordant prendra la participation au combat du reste du prolétariat.

Au cours de l'année passée, pendant laquelle nous remarquons une offensive de plus en plus arrogante du capital contre le travail, nous voyons en même temps, dans tous les pays bourgeois, non contents du travail de leurs organes politiques, se créer des organisations de gardes-blancs, légales ou semi-légales, mais toujours sous la protection de l'Etat et qui jouent un rôle déterminant dans tout grand choc économique et politique.

En Allemagne, c'est l'Orgesch, soutenue par le gouvernement et comprenant les partis de toutes nuances, depuis Stinnes jusqu'à Scheidemann.

En Italie, ce sont les fascistes, dont les prouesses héroïques de bandits ont modifié l'état d'esprit de la bourgeoisie et créé l'illusion d'une transformation complète du rapport entre les forces politiques.

En Angleterre, le gouvernement de Lloyd George, pour s'opposer au danger gréviste, s'adressa aux volontaires, dont la tâche consiste à « protéger la propriété et la liberté du travail », tantôt par le remplacement des grévistes et tantôt par la destruction de leurs organisations.

En France, le journal semi-officiel « Le Temps », inspiré par la clique Millerand, mène une propagande énergique en faveur du développement des « ligues civiques » déjà existantes et de l'implantation des méthodes fascistes sur le sol français.

Les organisations de briseurs de grèves et d'assassins qui ont, de tout temps, complété le régime de liberté américaine, ont un organe dirigeant sous la forme de la Légion Américaine qui subsiste après la guerre.

La bourgeoisie, qui compte sur sa force et qui se vante de sa solidité, sait parfaitement, dans la personne de ses gouvernants, qu'elle n'obtient ainsi qu'un moment de répit et que, dans les conditions actuelles, toute grande grève a tendance à se transformer en guerre civile et en lutte immédiate pour le pouvoir.

Dans la lutte du prolétariat contre l'offensive du capital, c'est le devoir des Communistes non seulement de prendre les premières places et d'instruire les combattants à comprendre les buts essentiels à réaliser par la révolution, mais encore de s'appuyer sur les éléments les meilleurs et les plus actifs dans les entreprises et les syndicats pour créer leur propre troupe ouvrière et leurs propres organisations de combat afin d'opposer aux fascistes la résistance nécessaire et faire perdre à la jeunesse dorée de la bourgeoisie l'habitude d'insulter les grévistes.

En raison de l'importance exceptionnelle des troupes d'attaque contre-révolutionnaires, le Parti Communiste, les noyaux communistes dans les syndicats, doivent attacher la plus grande attention à la question du service de liaison et d'instruction, de la surveillance constante à exercer sur les organes de lutte, sur les forces des gardes-blancs, états-majors, ses dépôts d'armes, la liaison de ses cadres avec la police, avec la presse et les partis politiques, et de la préparation préalable de toutes les particularités nécessaires de la défense et de la contre-attaque.

Le Parti Communiste doit, de cette façon, inculquer aux plus larges couches du prolétariat, par le fait et par la parole, l'idée que tout conflit économique ou politique peut, en cas d'un concours favorable de circonstances, se transformer en guerre civile, au cours de laquelle ce sera la tâche du prolétariat de s'emparer du pouvoir politique.

Le Parti Communiste, en présence des actes de la terreur blanche et du déchaînement de la scandaleuse justice blanche, doit maintenir constamment dans le prolétariat cette idée qu'il ne doit pas, au moment du soulèvement, se laisser tromper par les appels de l'adversaire à la douceur; mais, au contraire, par des actes de juridiction populaire organisée, fournir une expression à la justice prolétarienne et régler ses comptes avec les bourreaux de sa classe. Mais, dans les moments où le prolétariat n'est encore qu'au début de sa tâche, quand il s'agit

encore de le mobiliser par l'agitation, par les campagnes politiques, par les grèves, l'usage des armes et les actes de sabotage ne sont utiles que lorsqu'ils servent à empêcher des transports de troupes contre les masses prolétariennes combattantes ou à arracher à l'adversaire une position importante dans la lutte directe. Des actes de terrorisme individuel, quoiqu'ils doivent être grandement appréciés comme preuve, comme symptôme de l'émeute révolutionnaire, et si défendables qu'ils soient en regard de la loi de lynch de la bourgeoisie et de ses laquais social-démocrates, ne sont cependant susceptibles en aucune façon d'élever le degré d'organisation et les dispositions combatives du prolétariat, car ils éveillent dans les masses l'illusion que des actes héroïques isolés peuvent suppléer à la lutte révolutionnaire du prolétariat.

IX. — L'ATTITUDE A L'EGARD DES COUCHES MOYENNES DU PROLETARIAT

En Europe Occidentale, il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat, puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre, à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière.

Mais en Europe Occidentale, il y a des parties de paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-Etat, comprenant les employés, etc... qui sont placées dans des conditions d'existence de plus en plus insupportables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution. La banqueroute de l'impérialisme dans les Etats vaincus, la banqueroute du pacifisme et des tendances social-réformistes dans le camp de la contre-révolution déclarée, dans les pays victorieux, poussent une partie de ces couches moyennes dans celui de la révolution. Le Parti Communiste doit accorder à ces couches son attention de tous les instants.

Conquérir le petit paysan aux idées du Communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole, voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés du commerce et de l'industrie, de fonctionnaires inférieurs et moyens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le Communisme, la solution des questions de technique et d'organisation de l'industrie, d'administration économique et politique. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les Partis Communistes doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites-bourgeoises, ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions petites-bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés affranchis de ces illusions au front prolétarien et les faire servir à l'entraînement de masses petites-bourgeoises en fermentation.

La ruine économique et l'ébranlement des finances publiques qui en est résulté, contraignent la bourgeoisie elle-même à livrer la base de son propre appareil gouvernemental, les fonctionnaires inférieurs et moyens, à une paupérisation croissante. Les mouvements économiques qui se produisent dans ces couches atteignent directement la charpente de l'Etat bourgeois, et même si celui-ci est raffermi chaque fois pour un temps, il sera tout aussi impossible à l'Etat bourgeois de maintenir longtemps ce fondement de son organisation, qu'il est impossible au capital d'assurer l'existence matérielle du salariat tout en maintenant son système d'exploitation. En prenant la défense des besoins économiques des fonctionnaires moyens et inférieurs avec toute leur force d'action et sans égards pour l'état des finances publiques, les Partis Communistes accomplissent le travail préliminaire efficace pour la destruction des institutions gouvernementales bourgeoises et préparent les éléments de l'édifice gouvernemental prolétarien.

X. — LA COORDINATION INTERNATIONALE DE L'ACTION

Pour que toutes les forces de l'Internationale Communiste puissent être mises en œuvre afin de rompre le front de la contre-révolution internationale, pour hâter la victoire de la révolution, il faut s'efforcer avec la dernière énergie de donner à la lutte révolutionnaire une direction internationale unique.

L'Internationale Communiste impose à tous les Partis Communistes le devoir de se prêter réciproquement au combat, l'appui le plus énergique. Les luttes économiques qui se développent exigent, partout où cela est possible, l'intervention du prolétariat des autres pays. Les Communistes doivent agir dans les syndicats pour que ces derniers empêchent par tous les moyens, non seulement l'introduction de briseurs de grèves, mais aussi boycottent l'exportation pour les pays dans lesquels une partie importante du prolétariat est en lutte. Dans les cas où les gouvernants capitalistes d'un pays prennent des mesures de violence contre un autre pays pour le piller ou le subjuguer, c'est le devoir des Partis Communistes de ne point se contenter de protestations, mais de faire tout pour empêcher l'expédition de brigandage de leur gouvernement.

Le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste félicite les Communistes français de leurs manifestations, comme d'un commencement d'accentuation de leur action contre le rôle contre-révolutionnaire rapace du capital français. Il leur rappelle leur devoir de travailler de toutes leurs forces pour que les soldats français des pays occupés apprennent à comprendre leur rôle de bourreaux au service du capital français et à se soulever contre la mission honteuse qui leur est attribuée. C'est la tâche du Parti Communiste français de faire entrer dans la conscience

du peuple français qu'en tolérant la formation d'une armée d'occupation française, imbue d'esprit nationaliste, il nourrit son propre ennemi. Dans les régions occupées, des troupes sont exercées qui, ensuite, seront prêtes à noyer dans le sang le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française. La présence des troupes noires sur le sol de la France et des régions occupées impose au Parti Communiste Français des tâches particulières. Cette présence donne au Parti français la possibilité d'atteindre ces esclaves coloniaux, de leur expliquer qu'ils servent leurs exploiteurs et leurs bourreaux et de les inciter à la lutte contre le régime des colonisateurs, et de se mettre par leur intermédiaire en rapport avec les populations des colonies françaises.

Le Parti Communiste allemand doit, par son action, faire comprendre au prolétariat allemand qu'aucune lutte n'est possible contre son exploitation par le capital ententiste, sans renverser le gouvernement allemand, qui, malgré ses criailleries contre l'Entente, se constitue l'huissier et l'exécuteur du capital de l'Entente. Ce n'est qu'en prouvant par une lutte violente et sans réserves contre le gouvernement allemand qu'il ne cherche pas une issue pour l'impérialisme allemand en banqueroute, mais qu'il s'applique à déblayer le terrain des ruines de l'impérialisme allemand que le V. K. P. D. sera en état d'augmenter dans les masses prolétariennes de France la volonté de lutte contre l'impérialisme français.

L'Internationale Communiste, qui a dénoncé au prolétariat international les prétentions du capital de l'Entente aux réparations de guerre, comme une campagne de pillage contre les masses laborieuses des pays vaincus; qui flétrit les tentatives des longuettistes et des indépendants allemands de donner une certaine forme à ce pillage qui est pour le moins très douloureux pour les masses ouvrières; qui les flétrit comme une lâche capitulation devant les requins de la Bourse de l'Entente, l'Internationale Communiste montre en même temps aux prolétariats français et allemand la seule voie menant à la reconstruction des régions détruites, à l'indemnisation des veuves et des orphelins, en invitant les prolétaires des deux pays à la lutte commune contre leurs exploiteurs.

La classe ouvrière allemande ne peut aider le prolétariat russe dans sa lutte difficile que si, par sa lutte victorieuse, elle hâte l'union de la Russie agricole avec l'Allemagne industrielle.

C'est le devoir des partis communistes de tous les pays dont les troupes participent à l'asservissement et au dépècement de la Turquie de mettre en œuvre tous les moyens pour révolutionner ces troupes.

Les partis communistes des pays balkaniques ont le devoir de tendre toutes les forces des masses qu'ils encadrent en vue de maîtriser le nationalisme par la création d'une confédération balkanique communiste, de ne rien omettre pour rapprocher le moment de leur victoire. Le triomphe des Partis Communistes en Bulgarie et en Serbie, qui amènera la chute de l'ignoble régime de Horthy et la liquidation de la féodalité des boyards roumains, étendra dans la plupart des pays voisins développés la base agricole nécessaire à la révolution italienne.

Soutenir sans réserves la Russie des Soviets demeure comme précédemment le devoir dominant des Communistes de tous les pays. Ils ne doivent pas seulement s'élever de la manière la plus énergique con-

tre toute attaque contre la Russie Soviétiste; ils doivent encore s'employer avec toute leur énergie à supprimer les obstacles que les Etats capitalistes mettent aux rapports de la Russie Soviétiste avec le marché mondial et avec tous les peuples. Il faut que la Russie Soviétiste réussisse à rétablir sa situation économique, à atténuer l'immense misère causée par trois ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile, il faut qu'elle réussisse à relever la capacité de travail de ses masses populaires, pour qu'elle soit en état d'aider à l'avenir les Etats prolétariens victorieux de l'Occident en leur fournissant des vivres et des matières premières et en les protégeant contre l'étranglement par le capital américain.

Ce n'est pas seulement en des manifestations à l'occasion d'événements particuliers, mais en un perfectionnement de la liaison internationale entre les Communistes dans leur lutte commune constante sur un front ininterrompu, que consiste le rôle en politique universelle de l'Internationale Communiste. Sur quel secteur de ce front aura lieu la percée victorieuse du prolétariat, sera-ce dans l'Allemagne capitaliste avec son prolétariat soumis à une oppression extrême de la bourgeoisie allemande et ententiste et placé devant l'alternative de mourir ou de vaincre; sera-ce dans les pays agricoles du sud-est, ou bien en Italie, où la démolition de la bourgeoisie est si avancée, cela ne peut être dit d'avance. C'est donc le devoir de l'Internationale Communiste d'intensifier à l'extrême l'effort sur tous les secteurs du front mondial du prolétariat et c'est le devoir des Partis Communistes de tout faire pour appuyer les luttes décisives de chaque section de l'Internationale Communiste avec tous les moyens à leur disposition. Cette liaison doit se marquer avant tout en ceci que lorsqu'une grande crise commence dans un pays, les autres Partis Communistes s'efforcent d'aiguiser et de faire déborder tous les conflits intérieurs.

XI. — L'ECROULEMENT DES INTERNATIONALES II et II ½

La troisième année d'existence de l'Internationale Communiste a été témoin d'une chute plus complète des partis social-démocrates et des leaders syndicaux réformistes, qui ont été démasqués et mis à nu.

Mais cette année a vu aussi leur tentative pour se grouper en une organisation et pour prendre l'offensive contre l'Internationale Communiste.

En Angleterre, les chefs du Labour Party et des trade-unions ont montré pendant la grève des mineurs que leur but ne consiste en rien d'autre qu'à bouleverser consciemment le front prolétarien en formation et à défendre consciemment les capitalistes contre les ouvri rs. L'écroulement de la Triple-Alliance fournit la preuve que les leaders syndicaux réformistes ne sont même pas disposés à lutter pour l'amélioration du sort du prolétariat dans le cadre du capitalisme.

En Allemagne, le Parti social-démocrate, sorti du gouvernement, a prouvé qu'il est incapable de mener même une opposition de propagande, telle que l'avait faite l'ancienne social-démocratie d'avant la guerre. A chaque geste d'opposition, ce parti était préoccupé unique-

ment de ne déchaîner aucun combat de la classe ouvrière. Bien que se trouvant soi-disant dans l'opposition dans le Reich, le parti social-démocrate a organisé en Prusse l'expédition des gardes-blancs contre les mineurs de l'Allemagne Centrale, afin de les provoquer à la lutte armée, ainsi qu'il l'a avoué lui-même, avant que les rangs communistes fussent en ordre pour le combat. Devant la capitulation de la bourgeoisie allemande en face de l'Entente, devant ce fait évident que cette bourgeoisie ne saurait exécuter les conditions dictées par l'Entente qu'en rendant l'existence du prolétariat allemand complètement intolérable, la social-démocratie allemande est rentrée dans le gouvernement pour aider la bourgeoisie à transformer le prolétariat allemand en troupeau d'îlotes.

En Tchéco-Slovaquie, la social-démocratie mobilise l'armée et la police pour arracher aux ouvriers communistes la possession de leurs maisons et de leurs institutions.

Le Parti Socialiste Polonais aide par sa tactique mensongère Pilsudski à organiser son expédition de brigandage contre la Russie Soviétiste. Il aide son gouvernement à jeter dans les prisons des milliers de Communistes en cherchant à les chasser des syndicats, où malgré toutes les persécutions, ils réunissent autour d'eux des masses de plus en plus grandes.

Les social-démocrates belges restent dans un gouvernement qui prend part à la réduction complète en esclavage du peuple allemand.

Les partis et les groupes centristes de l'Internationale 2 ½ ne se montrent pas moins hideux que les partis de la contre-révolution.

Les Indépendants d'Allemagne repoussent brutalement l'invitation du Parti Communiste à mener en commun la lutte contre l'aggravation du sort de la classe ouvrière, malgré les divergences de principe. Au cours des journées de mars, ils ont pris délibérément le parti du gouvernement des gardes-blancs contre les ouvriers de l'Allemagne Centrale pour ensuite, après avoir aidé à la victoire de la terreur blanche, après avoir dénoncé à l'opinion publique bourgeoise les rangs avancés du prolétariat comme un prolétariat de voleurs et de brigands, se lamenter hypocritement sur cette même terreur blanche. Quoique ayant pris l'engagement au Congrès de Halle de soutenir la Russie Soviétiste, les Indépendants mènent dans leur presse une campagne de calomnies contre la République des Soviets de Russie. Ils entrent dans les rangs de toute la contre-révolution russe avec Wrangel, Milioukov et Bourtsev, en soutenant le soulèvement de Cronstadt contre la République des Soviets, soulèvement qui manifeste les débuts d'une nouvelle tactique de la contre-révolution internationale à l'égard de la Russie Soviétiste: par la chute du Parti Communiste de Russie détruire l'âme, le cœur, la colonne vertébrale et le système nerveux de la République Soviétiste, pour n'avoir plus ensuite qu'à balayer son cadavre.

Aux côtés des indépendants allemands, les longuettistes français s'associent à cette campagne et se rallient ainsi publiquement à la contre-révolution française, qui, comme on le sait, a inauguré cette nouvelle tactique à l'égard de la Russie.

En Italie, la politique des groupes du Centre, de Serrati et de D'Aragona, la politique de recul devant toute lutte a rempli la bourgeoisie d'un nouveau courage et lui a donné la possibilité, au moyen des bandes blanches des fascistes, de dominer toute la vie de l'Italie.

Quoique les partis du Centre et de la social-démocratie ne diffèrent entre eux que par des phrases, l'union des deux groupes en une Internationale unique n'est pas encore réalisée pour le moment.

Les partis centristes se sont unis en février en une association internationale séparée, avec une plateforme politique et des statuts spéciaux. Cette Internationale 2 ½ essaie d'osciller sur le papier entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique, elle n'aide pas seulement la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'esprit d'indécision dans la classe ouvrière, mais encore et même en présence des ruines accumulées par la bourgeoisie internationale, en présence de la soumission d'une partie du monde à la volonté des Etats capitalistes victorieux de l'Entente, elle offre ses conseils à la bourgeoisie pour réaliser son plan de pillage sans déchaîner les forces révolutionnaires des masses populaires. L'Internationale 2 ½ se distingue de la IIe Internationale uniquement en ce qu'elle joint, à la peur commune de la puissance du capital qui unit les réformistes avec les centristes, la peur de perdre, en formulant clairement son point de vue, ce qui lui reste d'influence sur les masses encore indécises, mais de sentiment révolutionnaire. L'identité politique essentielle des réformistes et des centristes trouve son expression dans la défense qu'ils font en commun de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, ce dernier bastion de la bourgeoisie mondiale. En s'unissant, partout où ils possèdent de l'influence sur les syndicats, aux réformistes et à la bureaucratie syndicale pour combattre les Communistes, en répondant aux tentatives pour révolutionner les syndicats, par l'exclusion des Communistes et par la scission des syndicats, les centristes prouvent que, tout comme les social-démocrates, ils sont les adversaires décidés de la lutte du prolétariat et les aides de la contre-révolution.

L'Internationale Communiste doit, comme elle l'a fait jusqu'à présent, mener la lutte la plus décidée non seulement contre la IIe Internationale et contre l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, mais aussi contre l'Internationale 2 ½. Ce n'est que par cette lutte sans merci, qui montre quotidiennement aux masses que les social-démocrates et les centristes, loin d'avoir la moindre intention de lutter pour vaincre le capitalisme, n'ont pas même celle de lutter pour les besoins les plus simples et les plus immédiats de la classe ouvrière, que l'Internationale Communiste peut enlever à ces agents de la bourgeoisie leur influence sur la classe ouvrière.

Pour mener cette lutte jusqu'à la victoire, elle doit étouffer dans le germe toute tendance et tout accès centriste dans ses propres rangs et prouver par son action quotidienne qu'elle est l'Internationale de l'action communiste et non de la phrase et de la théorie communistes. L'Internationale Communiste est la seule organisation du prolétariat international susceptible, de par ses principes, de diriger la lutte contre le capitalisme. Elle doit si bien fortifier sa cohésion intérieure, sa direction internationale, son action, qu'elle puisse atteindre les buts qu'elle s'est proposée dans ses statuts: « l'organisation d'actions communes des prolétaires des différents pays qui poursuivent le but commun: renversement du capitalisme, établissement de la dictature du prolétariat et d'une République Soviétiste Internationale ».

Résolution sur le rapport du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

(Adoptée à l'unanimité dans la IX[e] Séance, le 29 juin 1921)

Le Congrès prend avec satisfaction connaissance du rapport du C. E. et constate que la politique et l'activité du Comité Exécutif pendant l'année écoulée, avaient pour objet la réalisation des décisions du II[e] Congrès. Le Congrès approuve en particulier l'application par le Comité Exécutif aux différents pays des 21 conditions formulées par le Deuxième Congrès. Il approuve également l'activité du Comité Exécutif dans le but de favoriser la formation de grands partis communistes des masses et la lutte décidée contre les tendances opportunistes qui s'étaient manifestées dans ces partis.

1. En Italie,l'attitude prise par le groupe de chefs autour de Serrati, immédiatement après le Deuxième Congrès mondial, montra qu'il n'avait pas sérieusement la volonté de réaliser les décisions du Congrès mondial et de l'Internationale Communiste. Mais c'est surtout le rôle joué par ce groupe de chefs lors des luttes de septembre, son attitude à Livourne et plus encore la politique qu'il a suivie depuis, qui ont démontré clairement qu'ils voulaient se servir du Communisme comme d'une enseigne cachant leur politique opportuniste. Dans ces conditions, la scission est inévitable. Le Congrès approuve l'intervention décidée et ferme de l'Exécutif dans ce cas, qui a pour l'Internationale Communiste une portée de principe. Il approuve la décision du C. E. qui alors a immédiatement reconnu le Parti Communiste d'Italie comme seule section communiste de ce pays.

Confirmant les décisions en vertu desquelles le Parti socialiste Italien a adhéré à la III[e] Internationale, dont il a accepté sans réserve les principes fondamentaux, le XVIII[e] Congrès proteste contre l'exclusion de ce parti de l'Internationale Communiste — exclusion qui lui a été notifiée par le représentant de l'Exécutif, à la suite de divergences de vues dans l'appréciation de questions locales et de détails qu'on pouvait et qu'on devait aplanir au moyen d'explications amicales et d'une entente fraternelle.

Après la sortie des Communistes du Congrès de Livourne, le Congrès a adopté la résolution suivante, présentée par Bentivoglio:

Confirmant son adhésion pleine et entière à la III[e] Internationale, il déclare s'en remettre au prochain Congrès de celle-ci pour solutionner le conflit et s'engage d'ores et déjà à se soumettre à sa décision et à l'appliquer.

Le III[e] Congrès mondial de l'Internationale Communiste est perpersuadé que cette résolution est imposée au groupe des chefs serratistes

par les ouvriers révolutionnaires. Le Congrès attend que les éléments révolutionnaires et prolétariens fassent tout leur possible après les décisions du III[e] Congrès mondial pour mettre en exécution ces décisions.

Le Congrès mondial, en réponse à l'appel du Congrès de Livourne, déclare catégoriquement:

Aussi longtemps que le P. S. I. n'aura pas exclu ceux qui ont participé à la Conférence de Reggio Emilia et ceux qui les soutiennent, le Parti Socialiste Italien ne peut appartenir à l'Internationale Communiste.

Si cette condition préalable et ultimative est remplie, le Congrès mondial charge le C. E. d'entreprendre les démarches utiles pour unir le P. S. I. purifié des éléments réformistes et centristes et le P. C. I. en une section unifiée à l'Internationale Communiste.

2. En Allemagne, le Congrès du Parti Socialiste Indépendant, tenu à Halle, a été la suite des décisions du II[e] Congrès mondial qui ont dressé le bilan de l'évolution du mouvement ouvrier. L'intervention de l'Exécutif tendait à la formation d'un fort parti communiste en Allemagne, et l'expérience a montré que cette politique était juste.

Le Congrès approuve entièrement l'attitude de l'Exécutif dans les événements ultérieurs qui se sont déroulés au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Le Congrès attend du Comité Exécutif qu'il applique aussi à l'avenir les principes de la discipline révolutionnaire internationale.

3. L'admission du Parti Communiste ouvrier d'Allemagne en qualité de parti sympathisant de l'Internationale Communiste avait pour but de s'assurer, par cette épreuve, si ce parti se développerait dans le sens de l'Internationale Communiste. La période écoulée est suffisamment concluante à cet égard. Il est temps de demander au P. C. O. d'Allemagne l'affiliation, dans un délai déterminé, au Parti Communiste, ou bien, dans le cas contraire, de décider son exclusion de l'Internationale Communiste en tant que parti sympathisant.

4. Le Congrès approuve la façon dont le Comité Exécutif a appliqué les 21 conditions au Parti français, ce qui a permis de soustraire de grandes masses ouvrières se trouvant en marche vers le Communisme, à l'influence des opportunistes longuettistes et des centristes et d'accélérer cette évolution. Le Congrès attend de l'Exécutif qu'il contribue aussi à l'avenir au développement du Parti, afin de fortifier la clarté de ses principes et sa force combative.

5. En Tchéco-Slovaquie, le Comité Exécutif a suivi avec patience et en tenant compte de toute la situation, le développement révolutionnaire d'un prolétariat qui a déjà fourni des preuves de sa volonté et de sa faculté de combattre. Le Congrès approuve la résolution du C. E. sur l'admission du P. C. de la Tchéco-Slovaquie dans l'I. C. Qu'il veille à l'application intégrale, également au Parti Tchéco-Slovaque, des 21 conditions et qu'il s'emploie à la formation, dans un bref délai, d'un parti communiste ferme et unique des ouvriers de toutes les nations de la Tchéco-Slovaquie avec un programme communiste clair et avec une direction communiste ferme, sur une base centraliste. Qu'il veille aussi que l'on réalise le plus rapidement possible la lutte systématique pour la conquête des syndicats et pour leur unification internationale.

Le Congrès approuve l'activité de l'Exécutif dans le Proche et l'Extrême-Orient et salue le début de la propagande énergique de l'Exécutif dans ces pays. Le Congrès estime qu'il est nécessaire d'y intensifier également le travail d'organisation.

Enfin, le Congrès repousse les arguments opposés par des adversaires ouverts ou masqués du Communisme contre une forte centralisation internationale du mouvement communiste. Il est, au contraire, d'avis que les partis communistes, indissolublement liés, ont besoin d'une direction politique centrale douée de plus d'initiative et d'énergie encore, ce qui peut être assuré par l'envoi au C. E. de leurs meilleures forces. Ainsi, par exemple, l'intervention de l'Exécutif dans la question des chômeurs et des réparations n'a été ni assez rapide, ni assez efficace. Le Congrès attend que l'Exécutif, soutenu par une collaboration renforcée des partis affiliés, améliore le système de liaison avec les partis. La participation renforcée des délégués des partis à l'Exécutif lui permettra de remplir mieux encore que jusqu'ici les tâches croissantes qui lui incombent.

Thèses sur l'Organisation des Partis Communistes, sur les formes et le contenu de leur activité et sur leurs méthodes de travail

(Adoptées dans la XXIVe Séance, le 12 juillet 1921)

I. — GENERALITES

1. L'organisation du Parti doit être adaptée aux conditions et aux buts de son activité. Le Parti Communiste doit être l'avant-garde, l'armée dirigeante du prolétariat pendant toutes les phases de sa lutte de classe révolutionnaire, et pendant la période de transition ultérieure vers la réalisation du socialisme, ce premier degré de la société communiste.

2. Il ne peut pas y avoir une forme d'organisation immuable et absolument convenable pour les partis communistes. Les conditions de la lutte prolétarienne se transforment sans cesse et conformément à ces transformations les organisations d'avant-garde du prolétariat doivent aussi chercher constamment les nouvelles formes convenables. Les particularités historiques de chaque pays déterminent aussi des formes spéciales d'organisation pour les différents partis.

Mais ces différenciations ont une certaine limite. La similitude des conditions de la lutte prolétarienne dans les différents pays et dans les différentes phases de la révolution prolétarienne constitue, malgré toutes les particularités existantes, un fait d'une importance essentielle pour le mouvement communiste. C'est cette similitude qui donne la base commune de l'organisation des partis communistes de tous les pays.

C'est sur cette base qu'il faut développer l'organisation des partis communistes et non tendre à la fondation de quelque nouveau parti modèle à la place de celui qui existe déjà ou chercher une forme d'organisation absolument correcte ou des statuts idéaux.

3. La plupart des partis communistes, ainsi que l'Internationale Communiste, comme ensemble du prolétariat révolutionnaire du monde entier, ont ceci de commun dans les conditions de leur lutte, qu'ils doivent lutter contre la bourgeoisie encore régnante. La victoire sur celle-ci, la conquête du pouvoir arraché à la bourgeoisie, constitue pour ces partis et pour cette Internationale le but principal déterminant.

L'essentiel donc, pour tout le travail d'organisation des partis communistes dans les pays capitalistes, est d'édifier une organisation qui rende possible la victoire de la révolution prolétarienne sur les classes possédantes et qui l'affermisse.

4. Dans les actions communes, il est indispensable pour le succès

d'avoir une direction; celle-ci est nécessaire surtout en vue du plus grand combat de l'histoire mondiale. L'organisation des partis communistes, c'est l'organisation de la direction communiste dans la révolution prolétarienne.

Pour bien guider les masses, le Parti a besoin lui-même d'une bonne direction. La tâche essentielle d'organisation qui s'impose à nous est donc la suivante: formation, organisation et éducation d'un parti communiste actif sous des organes dirigeants bien qualifiés comme guide distinctif du mouvement révolutionnaire prolétarien.

5. La direction de la lutte sociale révolutionnaire suppose chez les partis communistes et dans leurs organes dirigeants la combinaison organique de la plus grande puissance d'attaque et de la plus parfaite adaptation aux conditions changeantes de la lutte.

Une bonne direction suppose, en outre, de la manière la plus absolue la liaison la plus étroite avec les masses prolétari nnes. Sans cette liaison, le comité directeur ne guidera jamais les masses, il ne pourra, dans le meilleur cas, que les suivre.

Ces relations organiques doivent être obtenues dans les organisations du Parti Communiste au moyen de la centralisation démocratique.

II. — LA CENTRALISATION DEMOCRATIQUE

6. La centralisation démocratique dans l'organisation du Parti Communiste doit être une véritable synthèse, une fusion de la centralisation et de la démocratie prolétarienne. Cette fusion ne peut être obtenue que par une activité permanente commune, par une lutte également commune et permanente de l'ensemble du Parti.

La centralisation dans le Parti Communiste ne doit pas être formelle et mécanique; ce doit être une centralisation de l'activité communiste, c'est-à-dire la formation d'une direction puissante, prête à l'attaque et en même temps capable d'adaptation.

Une centralisation formelle ou mécanique ne serait que la centralisation du « pouvoir » entre les mains d'une bureaucratie en vue de dominer les autres membres du parti ou les masses du prolétariat révolutionnaire extérieures au parti. Mais seuls les ennemis du Communisme peuvent prétendre que, par ces fonctions de direction de la lutte prolétarienne et par la centralisation de cette direction communiste, le Parti Communiste veut dominer le prolétariat révolutionnaire. C'est là un mensonge et, de plus, à l'intérieur du Parti, la lutte pour la domination ou un antagonisme d'autorités est incompatible avec les principes adoptés par l'Internationale Communiste relativement à la centralisation démocratique.

Dans les organisations du vieux mouvement ouvrier non révolutionnaire se développa un dualisme de même nature que dans l'organisation de l'Etat bourgeois. Nous voulons parler du dualisme entre la bureaucratie et le « peuple ». Sous l'influence desséchante de l'atmosphère bourgeoise, les fonctionnaires s'isolèrent en quelque sorte, et la communauté du travail fut remplacée par une démocratie purement formelle, et l'organisation elle-même se divisa en fonctionnaires actifs et en une masse passive. Le mouvement ouvrier révolutionnaire hérite

jusqu'à un certain point, inévitablement, du milieu bourgeois, cette tendance du formalisme et du dualisme.

Le Parti Communiste doit surmonter radicalement ces antagonismes par un travail systématique permanent, politique et d'organisation, et par des améliorations et des revisions répétées.

7. Un grand parti socialiste en se transformant en Parti Communiste ne doit pas se borner à concentrer dans sa direction centrale la fonction d'autorité en laissant subsister pour le reste l'ancien ordre des choses. Si la centralisation ne doit pas rester lettre morte, mais devenir un fait réel, il faut que sa réalisation s'accomplisse de telle sorte qu'elle soit pour les membres du Parti un renforcement et un développement réellement justifiés de leur activité et de leur combativité commune. Autrement elle apparaîtrait aux masses comme une simple bureaucratisation du Parti et provoquerait ainsi une opposition contre toute centralisation, toute direction et toute discipline stricte. L'anarchisme est l'antipode du bureaucratisme.

Une démocratie purement formelle dans le Parti ne peut écarter ni les tendances bureaucratiques, ni les tendances anarchiques, car c'est précisément sur la base de cette démocratie que l'anarchie et le bureaucratisme, dans le mouvement ouvrier, ont pu se développer. Pour cette raison, la centralisation, c'est-à-dire l'effort pour obtenir une direction forte, ne peut avoir de succès si on essaie de l'obtenir rien que sur le terrain de la démocratie formelle. Il est donc indispensable avant tout de développer et de maintenir le contact vivant et des rapports mutuels aussi bien au sein du Parti, entre les organes dirigeants et les membres, qu'entre le Parti et les masses du prolétariat qui ne lui appartiennent pas.

III. — LE DEVOIR DE TRAVAIL DES COMMUNISTES

8. Le Parti Communiste doit être une école de travail du marxisme révolutionnaire. C'est par le travail quotidien commun dans les organisations du Parti que se resserrent les liens entre les différents groupements et entre les différents membres.

Dans les partis communistes légaux, il manque encore aujourd'hui la participation régulière de la plupart des membres au travail politique quotidien. C'est leur plus grand défaut et la cause d'une incertitude perpétuelle de leur développement.

9. Le danger qui menace toujours un parti ouvrier qui fait ses premiers pas vers sa transformation communiste est de se contenter de l'acceptation d'un programme communiste, de remplacer dans sa propagande sa doctrine précédente par celle du Communisme et de substituer seulement aux fonctionnaires hostiles à cette doctrine, des communistes. Mais l'adoption d'un programme communiste n'est qu'une manifestation de la volonté de devenir communiste. S'il ne s'y ajoute point d'actions communistes et si, dans l'organisation du travail politique, la passivité de la masse des membres est maintenue, le Parti n'accomplit pas la moindre partie de ce qu'il a promis au prolétariat par l'acceptation du programme communiste. Car la première condition d'une sérieuse réalisation de ce programme, c'est l'entraînement de tous les membres au travail quotidien permanent.

L'art de l'organisation communiste consiste à utiliser tout et tous pour la lutte prolétarienne des classes, à répartir rationnellement parmi tous les membres du Parti le travail politique et à entraîner par leur intermédiaire de plus grandes masses du prolétariat dans le mouvement révolutionnaire, à maintenir fermement dans ses mains la direction de l'ensemble du mouvement non pas par la force du pouvoir, mais par la force de l'autorité, c'est-à-dire celle de l'énergie, de l'expérience, de la capacité et de la souplesse.

10. Tout parti communiste doit donc, dans ses efforts pour n'avoir que des membres véritablement actifs, exiger de chacun de ceux qui figurent dans ses rangs qu'il mette à la disposition de son parti sa force et son temps dans la mesure où il peut en disposer dans les circonstances données et de consacrer toujours au parti le meilleur de soi. Pour être membre du Parti Communiste, il faut, d'une façon générale, outre la possession d'une conviction communiste, cela va sans dire, l'accomplissement aussi des formalités de l'inscription tout d'abord éventuellement comme candidat, ensuite comme membre. Il faut payer régulièrement les cotisations établies, l'abonnement au journal du Parti, etc. Mais le plus important, c'est la participation de chaque membre au travail politique quotidien.

11. Tout membre du Parti doit, d'une façon générale, en vue du travail politique quotidien, être incorporé dans un petit groupe de travail: dans un comité, une commission, un bureau, un collège, une fraction ou un noyau. Ce n'est que de cette manière que le travail politique peut être réparti, dirigé et accompli régulièrement.

Il va sans dire qu'il faut aussi prendre part aux réunions générales des membres des organisations locales. Il est mauvais, dans des conditions légales, de chercher à remplacer ces réunions périodiques par des délégations locales; il faut au contraire que tous les membres soient obligés d'assister régulièrement à ces réunions. Mais cela n'est point du tout suffisant. La seule préparation régulière de ces réunions demande un travail fait dans de petits groupes ou par des camarades spécialement chargés, de même que la préparation de l'utilisation efficace des réunions générales des ouvriers, manifestations et actions de masses du prolétariat. Les tâches multiples de cette activité ne peuvent être tentées et réalisées avec intensité que par de petits groupes. Sans ce travail, constant, quoique médiocre, de l'ensemble des membres, répartis dans le grand nombre des petits groupes de travail, les efforts les plus zélés dans la lutte de classe du prolétariat ne peuvent que rendre vaines toutes les tentatives pour influencer ces luttes; elles ne peuvent pas entraîner la concentration nécessaire de toutes les forces vivantes révolutionnaires en un Parti Communiste uni et capable d'agir.

12. Il faut fonder des noyaux communistes pour le travail quotidien dans les différents domaines de l'activité politique du Parti, pour l'agitation à domicile, pour les études du Parti, pour le service de la presse, pour la distribution de la littérature, pour le service des nouvelles, pour celui de liaison, etc.

Les noyaux communistes sont des groupes pour le travail communiste quotidien dans les entreprises et dans les ateliers, dans les syndicats, dans les coopératives, dans les unités militaires, etc., partout où

il y a quelques candidats du Parti Communiste. S'il y en a plusieurs dans la même entreprise ou dans le même syndicat, etc., le noyau devient une fraction dont le travail est dirigé par le groupe du noyau.

S'il faut former tout d'abord une fraction plus vaste et d'opposition générale, ou s'il faut simplement prendre part à une telle organisation existant déjà, les Communistes doivent s'efforcer d'en obtenir la direction par leur noyau.

La fondation d'un noyau communiste, sa transformation ou son action publique en qualité de communiste sont subordonnées à l'observation scrupuleuse et à l'analyse des dangers et des avantages que présente la situation particulière envisagée.

13. C'est une tâche particulièrement difficile pour un Parti de masses communiste que d'établir le devoir général de travail dans le Parti et l'organisation de ces petits groupes de travail. Et certes, on ne saurait accomplir cette tâche en une nuit, car elle exige une persévérance infatigable, une réflexion mûre et beaucoup d'énergie.

Ce qui est particulièrement important, c'est que cette organisation soit accomplie dès le début avec le plus grand soin et après mûre réflexion. Il serait trop facile de répartir dans chaque organisation tous les membres suivant un schéma formel en petits noyaux et d'inviter ces noyaux à agir dans la vie quotidienne du Parti. Un tel début serait pire que l'inaction. Il provoquerait aussitôt la méfiance et l'éloignement des membres du Parti contre cette importante transformation.

Il faut recommander que les dirigeants du parti élaborent d'abord, après consultation approfondie avec des organisateurs assidus, les premières lignes directrices de cette transformation. Les organisateurs doivent être en même temps des Communistes absolument convaincus et zélés et être exactement renseignés sur l'état du mouvement dans les différents centres principaux du pays. Après quoi les organisateurs ou les comités d'organisation, qui ont reçu les instructions nécessaires, doivent se mettre à préparer régulièrement le travail sur le lieu même, ils doivent choisir et désigner les chefs de groupes et prendre les premières mesures immédiates en vue de cette transformation. L'on doit ensuite poser des tâches tout à fait définies et concrètes devant les organisations, les groupes d'ouvriers, les noyaux et les différents membres, et l'on doit le faire de telle façon que ces tâches leur apparaissent utiles, désirables et pratiques. S'il est nécessaire on peut encore leur montrer par des exemples pratiques comment il faut s'y prendre pour exécuter les tâches. Et ce faisant, on doit surtout leur faire comprendre contre quelles erreurs ils doivent se garder tout spécialement.

14. Ce nouveau mode d'organisation, il faut le réaliser pas à pas dans la vie. C'est pourquoi il ne faut pas fonder trop de nouveaux noyaux ou de groupes d'ouvriers dans les organisations locales. Il faut d'abord s'assurer, en se basant sur les résultats d'une courte pratique, que les noyaux formés dans différentes usines et ateliers importants fonctionnent régulièrement et que les groupes ouvriers indispensables soient créés dans les autres domaines de l'activité de militant et qu'ils se consolident à un certain degré (par exemple, dans le service d'information, de liaison, dans l'agitation à domicile, le mouvement des femmes, la distribution d'écrits, le service de la presse, le mouvement des

chômeurs, etc.). En tout cas, on ne doit pas aveuglément détruire la base de l'ancienne organisation avant que la nouvelle ne se soit, pour ainsi dire, stabilisée.

Mais durant tout ce travail, la tâche fondamentale du travail d'organisation communiste doit être partout poursuivie le plus énergiquement possible. Cela exige de grands efforts non seulement de la part des organisations légales, mais aussi de la part des organisations illégales. Jusqu'à ce qu'il y ait, en réalité, un large réseau de noyaux, de fractions et de groupes ouvriers à tous les points vitaux de la lutte de classe prolétarienne; jusqu'à ce que chaque membre de ce parti — puissant et conscient de ses buts — prenne part au travail quotidien révolutionnaire et que cet acte de participation devienne pour les membres une question d'habitude naturelle, jusqu'à ce moment-là le parti ne doit se permettre aucun repos dans ses efforts en vue de l'exécution de cette tâche.

15. Cette tâche fondamentale d'organisation oblige les organes dirigeants du parti à guider continuellement et à influencer systématiquement le travail du parti et à le faire d'une façon complète et sans intermédiaire. Il en résulte pour les camarades qui sont à la tête des organisations du parti l'obligation d'entreprendre les labeurs les plus divers. La direction centrale du travail communiste doit non seulement veiller à ce que tous les camarades en général soient occupés, mais elle doit encore leur venir en aide, diriger leur travail selon un plan ordonné et en connaissance pratique de cause, en les orientant dans la bonne voie, à travers toutes les conditions et circonstances spéciales. Dans sa propre activité, le centre doit également tâcher de trouver les erreurs commises et, en se basant sur l'expérience acquise, toujours chercher à améliorer ses méthodes de travail, en ne perdant en même temps jamais de vue le but de la lutte.

16. Notre travail politique général, c'est la lutte pratique ou théorique ou la préparation de cette lutte. La spécialisation de ce travail a été très défectueuse jusqu'à présent. Il y a des domaines très importants sur lesquels le Parti n'a guère fait jusqu'à présent que des efforts tout à fait accidentels, ainsi par exemple presque rien n'a été fait par les partis légaux dans la lutte spéciale contre la police politique. L'instruction des camarades du Parti ne s'accomplit en général que d'une manière tout à fait accidentelle et secondaire et cela d'une manière tellement superficielle que la plus grande partie des décisions les plus importantes du Parti, que même le programme et les résolutions de l'Internationale Communiste sont encore tout à fait inconnus des grandes couches des membres du Parti. Le travail d'instruction doit être ordonné et approfondi sans cesse dans tout le système des organisations du Parti par tous les groupements de travail, afin d'obtenir par ces efforts systématiques, un degré toujours plus élevé de spécialisation.

17. Il s'impose aussi bien à toutes les organisations et à tous les organes du Parti qu'à chaque membre individuellement. Un des devoirs les plus indispensables des organisations communistes est de faire rapport aux organismes intéressés. Les rapports doivent être accomplis régulièrement, à de courts intervalles. Il faut, à cette occasion, faire des rapports sur l'accomplissement des missions spéciales confiées par le

Parti. Il importe d'accomplir ce devoir d'information d'une façon tellement systématique qu'elle s'enracine dans le mouvement communiste comme une de ses meilleures traditions.

18. Le Parti doit faire régulièrement un rapport à la direction de l'Internationale Communiste. Les différentes organisations du Parti doivent faire leur rapport au Comité immédiatement supérieur (par exemple rapport mensuel de l'organisation locale au Comité du Parti respectif).

Chaque noyau, fraction et groupe de travail doit faire un rapport à l'organe du Parti sous la direction effective duquel il se trouve. Les membres individuellement en font un, mettons hebdomadaire, au noyau ou au groupe de travail (et même à son chef hiérarchique) auquel il appartient, relativement à l'accomplissement des missions spéciales dont il a été chargé par l'organe du Parti auquel il adresse le rapport.

Cette sorte de reddition de comptes doit avoir lieu, à la première occasion, oralement si le Parti ou le mandant n'exige pas un rapport écrit. Les rapports doivent être concis et contenir des faits. L'organe qui le reçoit porte la responsabilité de la conservation de ces communications qui ne sauraient être publiées sans danger. Il est également responsable de la communication des rapports importants à l'organe dirigeant du Parti et cela sans aucun retard.

19. Il va sans dire que ces rapports du Parti ne doivent pas se borner à faire connaître ce que le rapporteur a fait, mais aussi contenir des communications au sujet des circonstances remarquées pendant son activité et qui peuvent être importantes pour notre lutte. Ils doivent mentionner particulièrement, les observations qui peuvent occasionner un changement ou une amélioration de notre activité future. Il faut aussi y proposer les améliorations dont le besoin s'est fait sentir au cours de l'activité.

Dans tous les noyaux, fractions et groupes de travail communistes, les rapports reçus par ces organisations ou à faire par celles-ci doivent devenir une habitude.

Dans les noyaux et groupes de travail, on doit veiller à ce que les membres, individuellement ou en groupes, reçoivent régulièrement la mission spéciale d'observer et de rapporter ce qui se passe dans les organisations de l'adversaire et particulièrement dans les organisations ouvrières petites-bourgeoises et des partis « socialistes ».

IV. — PROPAGANDE ET AGITATION

20. Notre tâche la plus importante avant le soulèvement révolutionnaire déclaré, est la propagande de l'agitation révolutionnaire. Cette activité et son organisation sont menées, souvent encore, pour la plus grande partie, à l'ancienne manière formaliste, par des manifestations occasionnelles, par des réunions de masses et sans souci particulier du contenu révolutionnaire concret des discours et des écrits.

La propagande et l'agitation communistes doivent avant tout prendre racine dans les milieux les plus profonds du prolétariat. Elles doivent être engendrées par la vie concrète des ouvriers, par leurs intérêts communs, particulièrement par leurs luttes et leurs efforts.

Ce qui donne le plus de force à la propagande communiste est son contenu révolutionnant. A ce point de vue, il faut toujours considérer le plus attentivement possible les mots d'ordre et l'attitude à prendre à l'endroit de questions concrètes dans des situations diverses. Afin que le parti puisse toujours prendre une juste position, il faut donner un cours d'instruction prolongé et complet non seulement aux propagandistes et agitateurs de profession, mais encore à tous les autres membres.

21. Les formes principales de propagande et d'agitation communistes sont: entretiens personnels verbaux, participation aux combats des mouvements ouvriers syndicaux et politiques, action par la presse et la littérature du parti. Chaque membre d'un Parti légal ou illégal doit, d'une façon ou d'une autre, prendre part régulièrement à cette activité.

La propagande personnelle verbale doit être menée en premier lieu sous forme d'agitation à domicile organisée systématiquement et confiée à des groupes institués spécialement dans ce but. Pas une seule maison, située dans la sphère d'influence de l'organisation locale du parti ne doit rester en dehors de cette agitation. Dans les villes plus importantes, une agitation de rue, spécialement organisée au moyen de placards et de feuilles, peut souvent avoir de bons résultats. En outre, dans les usines et les ateliers, on doit organiser une agitation personnelle régulière, menée par les noyaux ou fractions du parti et accompagnée de distribution de littérature.

Dans les pays dont la population contient des minorités nationales, le devoir du Parti est d'accorder toute l'attention nécessaire à la propagande et à l'agitation dans les couches prolétariennes de ces minorités. L'agitation et la propagande devront naturellement être menées dans la langue des minorités nationales respectives; il faudra dans ce but que le Parti crée des organes appropriés.

22. Quand la propagande communiste se fait dans les pays capitalistes où la majorité du prolétariat n'a encore aucun penchant révolutionnaire conscient, il faut chercher des méthodes d'action toujours plus parfaites pour aller au devant de la compréhension de l'ouvrier non encore révolutionnaire, mais commençant à le devenir, afin de le préparer pour l'entrée dans le mouvement révolutionnaire. La propagande communiste doit se servir de ses mots d'ordre dans les différentes situations, pour soutenir dans l'esprit de l'ouvrier, pendant sa lutte intérieure contre les traditions et les tendances bourgeoises, les tendances révolutionnaires qui y prennent seulement naissance, encore inconscientes, incomplètes, hésitantes et à moitié bourgeoises.

En même temps, la propagande communiste ne doit pas se borner aux revendications ou espérances des masses prolétariennes telles qu'elles sont aujourd'hui, c'est-à-dire restreintes et indécises. Les germes révolutionnaires de ces revendications et espérances ne forment que le point de départ qui nous est nécessaire pour les influencer. Car c'est ainsi seulement qu'on peut expliquer au prolétariat, d'une façon plus compréhensible, le Communisme.

23. Il faut mener l'agitation communiste parmi les masses prolétariennes de telle manière que les prolétaires militants reconnaissent

notre organisation communiste comme celle qui doit diriger loyalement et courageusement, avec prévoyance et énergie, leur propre mouvement vers un but commun.

A cette fin, les Communistes doivent prendre part à tous les combats spontanés et tous les mouvements de la classe ouvrière et prendre sur eux de sauvegarder les intérêts des ouvriers dans tous leurs conflits avec les capitalistes au sujet de la journée de travail, des salaires, des conditions de travail, etc. Les Communistes doivent, ce faisant, s'occuper énergiquement des questions concrètes de la vie des ouvriers, les aider à se débrouiller dans ces questions, attirer leur attention sur les cas d'abus les plus importants, les aider à formuler exactement et sous une forme pratique leurs revendications aux capitalistes et, en même temps, développer chez eux l'esprit de solidarité et la conscience de la communauté de leurs intérêts et de la cause commune de tous les ouvriers du pays comme d'une classe unie et qui constitue une partie de l'armée mondiale du prolétariat.

Ce n'est qu'en prenant constamment part à ce menu travail quotidien absolument nécessaire, en apportant tout son esprit de sacrifice dans tous les combats du prolétariat, que le Parti Communiste peut se développer en vrai parti communiste. Ce n'est que par ce travail que les Communistes se distingueront de ces partis socialistes de pure propagande et d'enrôlement qui ont fait leur temps et dont l'activité ne consiste qu'en réunions de membres, en discours sur les réformes et en exploitation des illusions parlementaires. La participation consciente et dévouée de toute la masse des membres d'un parti à l'école des luttes et débats quotidiens entre les exploités et les exploiteurs est la pierre d'achoppement non seulement de la conquête, mais dans une mesure encore plus large, de la réalisation de la dictature du prolétariat. Ce n'est qu'en se plaçant à la tête des masses ouvrières dans leurs escarmouches constantes contre les attaques du capital que le Parti Communiste peut devenir capable de devenir cette avant-garde de la classe ouvrière, d'apprendre systématiquement à diriger de fait le prolétariat et d'acquérir les moyens de préparer consciemment l'isolement de la bourgeoisie.

24. Les Communistes doivent être mobilisés en grand nombre pour prendre part au mouvement des ouvriers, surtout pendant les grèves et les lock-outs et les autres renvois en masses.

Les Communistes commettent une faute très grave s'ils s'en rapportent au programme communiste et à la bataille révolutionnaire finale pour prendre une attitude passive et négligente ou même hostile à l'égard des combats quotidiens que les ouvriers livrent aujourd'hui pour des améliorations même peu importantes de leurs conditions de travail. Si menues et modestes que soient les revendications pour la satisfaction desquelles l'ouvrier est déjà prêt aujourd'hui à entrer en ligne contre les capitalistes, les Communistes ne doivent jamais en prendre prétexte pour se tenir à l'écart du combat. Notre activité d'agitation ne doit pas donner lieu à croire que les Communistes sont des instigateurs aveugles de grèves stupides et autres actions insensées, mais nous devons mériter partout parmi les ouvriers militants la renommée des meilleurs camarades de combat.

25. La pratique du mouvement syndical a montré que les noyaux

et fractions communistes sont assez souvent confus et ne savent que faire lorsqu'ils sont mis en présence des plus simples questions du jour. Il est facile, quoique bien stérile de ne faire toujours que prêcher les principes généraux du Communisme pour tomber dans la voie tout à fait négative d'un syndicalisme vulgaire dans les premières questions concrètes venues. Par de pareilles actions, on ne fait que faciliter le jeu des dirigeants de l'Internationale jaune d'Amsterdam.

Les Communistes doivent, au contraire, déterminer leur attitude selon les données matérielles de chaque question qui se pose. Par exemple, au lieu de s'opposer par principe à tout contrat de tarif ouvrier, ils devraient avant tout mener directement la lutte pour des modifications matérielles du texte de ces contrats, recommandés par les chefs d'Amsterdam. Il est vrai qu'il faut condamner et combattre résolument toutes les entraves qui empêchent les ouvriers d'être prêts aux combats. Il ne faut pas oublier que c'est justement le but des capitalistes et de leurs complices d'Amsterdam de lier les mains aux ouvriers au moyen de chaque contrat de tarif. C'est pourquoi il est évident que le devoir du communiste est d'exposer ce but aux ouvriers. Mais, en règle générale, le meilleur moyen pour les Communistes d'arriver à contrecarrer ce but est de proposer un tarif qui ne lie pas les ouvriers.

Cette même attitude est, par exemple, très utile par rapport aux caisses d'assistance et aux institutions de secours des syndicats ouvriers. La collection de moyens de combat et la distribution de subventions en temps de grève par les caisses mutuelles ne sont pas des actions mauvaises en elles-mêmes, et s'opposer en principe à ce genre d'activité serait mal placé. Seulement il faut dire que ces collectes d'argent et ce moyen de le dépenser, qui sont d'accord avec les recommandations des chefs d'Amsterdam, sont en contradiction avec les intérêts des classes révolutionnaires. Par rapport aux caisses syndicales d'hôpital, etc., il siérait que les Communistes réclament la suppression des cotisations spéciales et également la suppression de toutes les conditions de contraintes dans les caisses volontaires. Mais si nous défendons aux membres d'apporter leur argent pour venir en aide aux organisations de secours aux malades, la partie de ces membres qui veut toujours continuer à assurer par leurs dons l'aide accordée à ces institutions ne nous comprendra pas si nous le leur défendons sans autre explication. Il faut d'abord délivrer ces membres, par le moyen d'une propagande personnelle intensive, de leur tendance petite-bourgeoise.

26. Il n'y a rien à espérer d'aucune espèce d'entretiens avec les chefs des syndicats, de même qu'avec ceux des différents partis ouvriers social-démocrates et petits-bourgeois. Contre ceux-là on doit organiser la lutte de toute son énergie. Mais le seul moyen sûr et victorieux de les combattre consiste à détacher d'eux leurs adeptes et à montrer aux ouvriers l'aveugle service d'esclaves que leurs chefs social-traîtres rendent au capitalisme. On doit donc, autant que possible, mettre d'abord ces chefs dans une situation où ils seront obligés de se démasquer, et les attaquer, après ces préparatifs, de la façon la plus énergique.

Il ne suffit nullement de jeter simplement à la face des chefs d'Amsterdam l'injure de « jaune ». Leur caractère de « jaune » doit être montré en détail et par des exemples pratiques. Leur activité dans les unions d'ouvriers, au Bureau International du Travail de la Ligue

des Nations, dans les ministères et les administrations bourgeoises, leurs paroles trompeuses dans les discours prononcés aux conférences et aux parlements, les passages essentiels de leurs nombreux articles pacificateurs dans des centaines de journaux et de revues, mais surtout, leur manière hésitante et oscillante de se conduire quand il s'agit de préparer et de mener à bien même les moindres mouvements de salaire et les combats d'ouvriers — tout cela offre chaque jour l'occasion d'exposer la conduite déloyale et de traîtrise des chefs d'Amsterdam et de les marquer du nom de « jaunes ». On peut le faire en soumettant des propositions, des motions et par des discours formulés tout à fait simplement.

Il faut que les noyaux et fractions du parti fassent les attaques pratiques systématiquement. Les Communistes ne doivent pas se laisser arrêter par les explications de la bureaucratie syndicale inférieure, qui cherche à se défendre de sa faiblesse — qui apparaît parfois, malgré toute leur bonne volonté — en en rejetant le blâme sur les statuts, les décisions des conférences et les ordres reçus de leurs comités centraux. Les Communistes doivent constamment réclamer de cette bureaucratie inférieure des réponses claires et lui demander ce qu'elle a fait pour écarter les obstacles qu'elle allègue et si elle est prête à combattre avec les ouvriers pour leur destruction.

27. Les fractions et les groupes d'ouvriers doivent soigneusement se préparer d'avance à la participation des Communistes aux assemblées et aux conférences des organisations syndicales. On doit, par exemple, élaborer ses propres propositions, choisir ses rapporteurs et les orateurs pour les défendre, proposer comme candidats des camarades capables, expérimentés et énergiques, etc.

Les organisations communistes doivent également, au moyen de leurs groupes ouvriers, se préparer avec soin à toutes les assemblées générales, aux assemblées électorales, aux démonstrations, aux fêtes politiques ouvrières, etc., montées par les partis ennemis. Lorsqu'il s'agit d'assemblées ouvrières générales arrangées par les Communistes mêmes, les groupes de travail communistes doivent, en aussi grand nombre que possible, tant avant qu'au cours des assemblées, agir d'après un plan unique,afin d'être sûrs de profiter amplement de ces assemblées au point de vue organisation.

28, Les Communistes doivent aussi, toujours de mieux en mieux, apprendre à attirer pour toujours dans la sphère d'influence du parti les ouvriers non-organisés et inconscients. Nos noyaux et fractions doivent tout faire pour faire naître le mouvement parmi ces ouvriers, pour les faire entrer dans les syndicats et pour leur faire lire notre journal. On peut se servir également d'autres unions ouvrières en qualité d'intermédiaires pour propager notre influence (comme, par exemple, les sociétés d'instruction et les cercles d'études, les sociétés sportives, théâtrales, les unions de consommateurs, les organisations des victimes de la guerre, etc.).

Là où le Parti Communiste est obligé de travailler illégalement, de telles unions ouvrières peuvent, avec l'approbation et sous le contrôle de l'organe dirigeant du parti, être formées en dehors du parti par l'initiative de ses membres (Unions de Sympathisants). Les organisa-

tions communistes de la Jeunesse et des Femmes peuvent, elles aussi, grâce à leurs cours, aux soirées, de conférences, aux excursions, aux fêtes, aux pique-niques des dimanches, etc., éveiller d'abord, chez beaucoup de prolétaires restés encore indifférents aux questions politiques, l'intérêt pour une vie d'organisation commune et, ensuite, les attirer pour toujours et leur faire prendre part, de cette façon, à un travail utile à notre parti (par exemple, la distribution des feuilles, proclamations et autres, la répartition des journaux de parti, des brochures, etc.). C'est par une participation active aux mouvements communs que ces ouvriers seront le plus facilement délivrés de leurs tendances petites-bourgeoises.

29. Pour conquérir les couches semi-prolétariennes de la masse ouvrière et en faire des sympathisants au prolétariat révolutionnaire, les Communistes doivent surtout utiliser la contradiction de leurs intérêts, socialement opposés aux grands propriétaires de biens fonciers, aux capitalistes et à l'état capitaliste. Ils doivent, au moyen d'entretiens continuels, débarrasser ces couches intermédiaires de leur défiance envers la révolution prolétarienne. Pour arriver à ce résultat, il faudra parfois mener sa propagande pendant passablement de temps. Il faut témoigner un intérêt sensible pour leurs exigences de vie, il faut arranger des bureaux de renseignements gratuits pour eux et leur venir en aide pour surmonter de petites difficultés dont ils ne peuvent se tirer eux-mêmes. Il faut les attirer dans des institutions spéciales qui serviront à les instruire gratuitement, etc. Toutes ces mesures pourront augmenter la confiance dans le mouvement communiste. Il faut en même temps être très prudent et agir infatigablement contre les organisations et les personnes hostiles qui ont de l'autorité en un endroit donné ou qui possèdent une influence sur les petits paysans travailleurs, sur les artisans à domicile et les autres éléments demi-prolétaires. Il faut caractériser les ennemis les plus proches, ceux que les exploités connaissent, comme leurs oppresseurs, par leur propre expérience; il faut les caractériser comme les représentants personnifiant le crime du capitalisme tout entier. Les propagandistes et agitateurs communistes doivent utiliser à l'extrême et d'une façon compréhensible pour tous, tous les éléments et faits quotidiens qui mettent la bureaucratie d'Etat en conflit direct avec l'idéal de la démocratie petite-bourgeoise et de « l'Etat du droit ».

Toutes les organisations locales à la campagne doivent partager exactement entre leurs membres les tâches de l'agitation à domicile qu'elles doivent développer dans la sphère de leur activité dans tous les villages, dans toutes les grandes et petites fermes.

30. Pour la propagande dans l'armée et dans la flotte de l'Etat capitaliste, il faudra rechercher dans chaque pays les méthodes les mieux appropriées. L'agitation antimilitariste dans le sens pacifiste est tout à fait mauvaise, car elle ne peut qu'encourager la bourgeoisie dans son désir de désarmer le prolétariat. Le prolétariat repousse en principe et combat de la façon la plus énergique toutes les institutions militaristes de l'Etat bourgeois et de la classe bourgeoise en général. D'autre part, le prolétariat profite de ces institutions (armée, sociétés de préparation militaire, milice pour la défense des habitants, etc.) pour exer-

cer militairement les ouvriers en vue des luttes révolutionnaires. L'agitation intensive ne doit donc pas être dirigée contre la formation militaire de la jeunesse et des ouvriers, mais contre l'ordre militariste et contre l'arbitraire des officiers. Le prolétariat doit utiliser de la façon la plus énergique toute possibilité de se procurer des armes.

L'antithèse de classes qui se manifeste dans les privilèges matériels des officiers et dans les mauvais traitements infligés aux soldats doit être rendue consciente pour ces derniers. En outre,dans l'agitation parmi les soldats, il faut nettement faire ressortir comment tout leur avenir est lié étroitement au sort de la classe exploitée. Dans la période avancée de la fermentation révolutionnaire, l'agitation en faveur de l'élection démocratique du commandement par les soldats et par les matelots, et en faveur de la formation de soviets de soldats peut être très efficace pour saper les bases de la domination de la classe capitaliste.

Le maximum d'attention et d'énergie est constamment nécessaire dans l'agitation contre les troupes spéciales que la bourgeoisie arme pour la guerre de classes, et en particulier contre ses bandes de volontaires armés. La décomposition sociale doit être portée systématiquement et en temps voulu dans leurs rangs, là où la composition sociale et son milieu corrompu le permettent. Quand ces bandes ou ces troupes portent un caractère de classe uniformément bourgeois, comme, par exemple, dans les troupes composées exclusivement d'officiers, il faut les démasquer devant l'ensemble de la population, les rendre méprisables et odieuses, de façon à provoquer leur dissolution intérieure par suite de l'isolement qui en découlera.

V. — ORGANISATION DES LUTTES POLITIQUES

31. Pour un Parti Communiste, il n'y a pas de moment où l'organisation du Parti puisse rester politiquement inactive. L'utilisation organique de toute situation politique et économique et de toute modification de cette situation doit être élevée au degré d'une stratégie et d'une tactique organisées.

Si le Parti est encore faible, il est cependant en mesure de profiter d'événements politiques ou de grandes grèves, qui ébranlent toute la vie économique, pour mener une action de propagande radicale, systématiquement et méthodiquement organisées. Une fois qu'un Parti a pris sa décision dans une situation de ce genre, il doit mettre en mouvement pour cette campagne, avec la dernière énergie, tous ses membres et toutes les branches de son mouvement.

En premier lieu, il faudra utiliser toutes les liaisons que le Parti s'est créé par le travail de ses noyaux et de ses groupes de propagande pour organiser des réunions dans les principaux centres politiques ou grévistes, réunions dans lesquelles les orateurs du Parti devront montrer aux assistants que les mots d'ordre communistes sont le moyen de sortir des difficultés de la lutte. Des groupes de travail spéciaux devront préparer jusque dans leurs moindres détails toutes ces réunions. S'il n'est pas possible d'organiser des réunions à soi, des camarades convenables devront se présenter comme principaux orateurs dans les réunions générales des grévistes ou, en général, des prolétaires menant un combat sous quelque forme que ce soit.

S'il y a espoir de gagner la majorité, ou tout au moins une grande partie de la réunion, à nos principes, ceux-ci devront être formulés dans des propositions et résolutions bien rédigées et adroitement motivées. Une fois de semblables propositions ou résolutions composées, il faut s'appliquer à ce que des propositions ou résolutions identiques ou analogues, soient de plus en plus admises dans des réunions tenues sur le même sujet, dans la localité en question et dans d'autres, ou y obtiennent tout au moins de fortes minorités. Ainsi nous obtiendrons la concentration des couches prolétariennes en mouvement, qui, à ce moment, subissent seulement notre influence morale, et nous leur ferons reconnaître la nouvelle direction.

Après toutes ces réunions, les groupes de travail ayant participé à leur préparation et à leur utilisation devront se rencontrer non seulement pour faire un rapport au Comité directeur du Parti, mais aussi pour tirer des expériences faites ou des fautes éventuellement commises les enseignements nécessaires à l'activité ultérieure.

Selon les situations, les mots d'ordre pratiques devront être portés à la connaissance des masses ouvrières intéressées, au moyen d'affiches et de petites feuilles volantes, ou encore, au moyen de tracts bien conçus, remis directement aux travailleurs en lutte, éclairant ceux-ci sur le Communisme, grâce aux mots d'ordre d'actualité, adaptés à la situation. Pour répandre adroitement les tracts, des groupes spécialement organisés sont nécessaires; ces groupes auront à trouver les endroits où les affiches devront être collées et à choisir le moment opportun pour cette opération.

La distribution des feuilles volantes dans et devant les lieux de travail, dans les établissements publics, dans les maisons communes des ouvriers participant au mouvement, aux carrefours, dans les bureaux de placement et dans les gares, devra être accompagnée autant que possible d'une discussion en termes frappants, susceptible d'être transportée dans les masses ouvrières en mouvement. Les tracts détaillés devront être répandus autant que possible, non seulement dans les lieux ouverts, mais dans les ateliers, dans les habitations et, d'une façon générale, partout où on peut atteindre une attention soutenue.

Cette propagande intense doit être appuyée par une action parallèle dans toutes les assemblées de syndicats ou d'entreprises entraînés dans le mouvement, soit que nos camarades y aient été invités, soit qu'ils aient organisé eux-mêmes ces assemblées, qu'ils devront alors munir de rapporteurs ou d'orateurs appropriés. Les journaux du Parti doivent constamment mettre à la disposition de ce mouvement la majeure portion de leurs colonnes et leurs meilleurs arguments; l'ensemble de l'appareil du parti devra d'ailleurs, pendant tout le temps que durera le mouvement, être entièrement et sans relâche au service de l'idée générale qui l'anime.

32. Les manifestations et les actions démonstratives exigent une direction très dévouée et très mobile, qui ait constamment en vue le but de ces actions et soit à tout moment en mesure de se rendre compte si la manifestation a obtenu son plus grand effet ou si, dans la situation donnée, il est possible de l'intensifier encore en l'élargissant, pour en faire une action de masses sous la forme, tout d'abord, de grèves démonstratives et, ensuite, de grèves de masses. Les manifestations paci-

fistes pendant la guerre nous ont enseigné que, même après l'écrasement de ces sortes de manifestations, un vrai parti prolétarien de lutte, même illégal, ne doit ni hésiter, ni s'arrêter quand il s'agit d'un grand but actuel important, éveillant nécessairement dans les masses un intérêt toujours croissant.

Les manifestations dans la rue trouvent leur meilleur appui dans les grandes entreprises. Lorsqu'on est arrivé à créer un certain état d'esprit commun, au moyen du travail préparatoire méthodique de nos noyaux et de nos fractions, à la suite d'une propagande orale ou par tracts, les hommes de confiance de notre parti dans les entreprises, les chefs des noyaux et des fractions, devront être convoqués par le Comité directeur à une conférence, où seront discutés pour le jour suivant l'opération convenable, le moment exact de la rencontre, le caractère des mots d'ordre, les perspectives de l'action, son intensification et le moment de sa cessation et de sa dissolution. Un groupe de fonctionnaires, munis de bonnes instructions et experts dans les questions d'organisation, devra constituer l'axe de la manifestation depuis le départ du lieu du travail jusqu'à la dislocation du mouvement de masses. Afin que ces fonctionnaires maintiennent le contact vivant entre eux et puissent recevoir constamment les directions politiques nécessaires à chaque moment, des travailleurs responsables du Parti doivent participer méthodiquement, parmi les masses, à la manifestation. Cette direction politico-organisatrice mobile de la manifestation constitue la condition la plus favorable pour le renouvellement et, éventuellement, pour l'intensification de l'action et sa transformation en grandes actions de masses.

33. Les Partis Communistes qui jouissent déjà d'une certaine solidité intérieure, qui disposent d'un groupe de fonctionnaires éprouvés et d'un nombre de partisans considérable dans les masses, doivent tout faire pour détruire, au moyen de grandes campagnes l'influence des chefs socialistes-traîtres et pour amener la majorité des ouvriers sous la direction communiste. Les campagnes doivent être organisées différemment selon que les luttes actuelles permettent au Parti Communiste d'agir comme guide du prolétariat et de se mettre à la tête du mouvement ou que règne une stagnation momentanée. La composition du Parti sera aussi un élément déterminant pour les méthodes d'organisation des actions.

C'est ainsi que, pour gagner, plus que cela n'était possible dans les différentes circonscriptions, les couches socialement décisives du prolétariat, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne, comme jeune parti de masses, recourut au moyen dit de la « Lettre Ouverte ». Afin de démasquer les chefs socialistes-traîtres, le Parti Communiste s'adressa, à un moment où la misère et les antagonismes de classe s'aggravaient, aux autres organisations du prolétariat, pour exiger d'elles une réponse nette devant le prolétariat à la question de savoir si elles étaient disposées, avec leurs organisations apparemment si puissantes, à entreprendre, d'accord avec le Parti Communiste, la lutte commune contre l'aggravation évidente de la misère du prolétariat, en faveur de revendications minima, pour la conquête d'un misérable morceau de pain.

Lorsque le Parti Communiste commence une campagne semblable, il doit prendre toutes mesures pour provoquer un écho à son action dans

les plus larges masses ouvrières. Toutes les fractions professionnelles et tous les fonctionnaires syndicaux du Parti doivent, dans toutes les réunions des ouvriers, par entreprises ou par syndicats, et dans toutes les réunions publiques en général, mettre en discussion les revendications vitales du prolétariat.

Partout où nos fractions et nos noyaux veulent préparer à nos revendications l'approbation des masses, des feuilles volantes, des tracts et des affiches devront être répandus avec adresse, afin d'émouvoir l'opinion. La presse de notre Parti, pendant les semaines que dure cette campagne, doit éclairer le mouvement tantôt brièvement, tantôt avec plus de détails, mais sous des aspects toujours nouveaux. Les organisations devront pourvoir la presse d'informations courantes relatives au mouvement et veiller énergiquement à ce que les rédacteurs ne se relâchent jamais dans cette campagne du Parti. Les fractions du Parti au Parlement et dans les institutions municipales devront aussi se mettre systématiquement au service de ces luttes. Elles devront provoquer la discussion par des propositions correspondantes dans les assemblées délibérantes, suivant les directions du Parti. Les députés devront agir et se sentir comme des membres conscients des masses combattantes, comme leurs porte-parole dans le camp de leurs ennemis de classe, comme des fonctionnaires responsables et comme des travailleurs du Parti.

Lorsque l'action concentrée, organisée et cohérente de tous les membres du Parti aura provoqué un nombre d'ordres du jour d'approbation toujours plus grand et augmentant sans cesse au cours de quelques semaines, le Parti se trouvera placé devant cette grave question: organiser, concentrer organiquement les masses adhérant à nos mots d'ordre.

Si le mouvement a pris surtout un caractère syndical, il faut avant tout s'appliquer à augmenter notre influence dans les syndicats, en prescrivant à nos fractions communistes de s'attaquer, après bonne préparation, directement à la direction syndicale locale pour, ou bien la renverser ou bien la contraindre à mener la lutte organisée sur la base des mots d'ordre de notre Parti.

Là où il y a des comités d'usines, des conseils d'industrie ou autres institutions analogues, il faut que nos fractions agissent en sorte que ces institutions participent à cette lutte. Une fois qu'un certain nombre d'organisations locales ont été acquises à cette lutte sous la direction communiste pour les intérêts vitaux les plus élémentaires du prolétariat, ces organisations doivent être convoquées en conférences auxquelles les réunions générales d'entreprises, qui se sont décidées dans le même sens, enverront leurs délégués. La nouvelle direction, ainsi consolidée sous l'influence communiste, gagne, par cette concentration des groupes actifs du prolétariat organisé, une nouvelle force d'attaque, qui doit être utilisée, à son tour, pour pousser en avant la direction des partis socialistes et des syndicats ou pour l'écarter aussi organiquement.

Dans les régions économiques où notre Parti dispose de ses meilleures organisations et où il a trouvé les plus nombreuses approbations pour ses mots d'ordre, il faut, par une pression organisée sur les syndicats et les soviets d'entreprises locaux, concentrer toutes les luttes économiques isolées éclatant dans cette région, ainsi que les mouvements développés par d'autres groupes et les transformer en une vaste lutte

unique dépassant désormais le cadre des intérêts professionnels particuliers, et poursuivant quelques revendications élémentaires communes, afin de réaliser ces revendications à l'aide des forces réunies de toutes les organisations de la région.

Dans un pareil mouvement, le Parti Communiste sera le vrai guide du prolétariat prêt à la lutte, tandis que la bureaucratie syndicale et les partis socialistes qui s'opposeraient à un mouvement organisé avec un tel accord seraient brisés non seulement par la perte de toute autorité politique et morale, mais aussi par la destruction effective de leur organisation.

34. Si le Parti Communiste est obligé d'essayer de prendre en main la direction des masses à un moment où les antagonismes politiques et économiques sont surexcités et provoquent de nouveaux mouvements et de nouvelles luttes, on peut renoncer à établir des revendications particulières et adresser des appels simples et concis, directement aux membres des partis socialistes et des syndicats, les invitant à ne point éviter les luttes nécessaires contre les entrepreneurs, même en dépit des conseils de leurs chefs bureaucrates, étant donnée la grande misère et l'oppression croissante et afin de n'être pas poussés à la perte et à la ruine complète. Les organes du Parti et surtout les quotidiens doivent, chaque jour, démontrer et souligner pendant ce mouvement que les Communistes sont prêts à participer en chefs aux luttes actuelles ou proches des prolétaires réduits à la misère, et qu'ils accourront au secours de tous les opprimés dès que cela sera possible dans la situation tendue actuelle. Il faudra prouver quotidiennement que le prolétariat ne saurait plus continuer à subsister sans ces luttes et que, néanmoins, les anciennes organisations cherchent à les éviter et à les empêcher.

Les fractions syndicales et professionnelles doivent sans cesse faire appel dans les réunions à l'esprit de combat de leurs camarades communistes en leur faisant comprendre clairement qu'on ne saurait plus hésiter. Mais l'essentiel pendant une campagne de ce genre est la concentration et l'unification organique des luttes et des mouvemnts provoqués par la situation. Non seulement les noyaux et les fractions communistes des entreprises et des syndicats entraînés dans la lutte doivent constamment garder entre eux le contact le plus étroit, mais encore les directions doivent mettre immédiatement à la disposition des mouvements qui se produisent, des fonctionnaires et des militants actifs du Parti, chargés, d'accord avec les combattants, de généraliser, d'élargir et d'intensifier, en même temps que les diriger, tous ces mouvements. La tâche principale de l'organisation consiste à faire ressortir partout ce qu'il y a de commun entre toutes ces différentes luttes pour pouvoir ainsi arriver, en cas de besoin, à une lutte générale par des moyens politiques.

Pendant la généralisation et l'intensification des luttes, il sera nécessaire de créer des organes uniques de direction. Au cas où dans certains syndicats, le comité de grève bureaucratique viendrait à manquer à sa tâche, il faudra que les Communistes obtiennent à temps, en exerçant la pression nécessaire, le remplacement de ces bureaucrates par des Communistes, qui assureront la direction ferme et décidée de cette lutte. Dès qu'on aura réussi à combiner plusieurs combats, il faudra

instituer une direction commune pour l'ensemble de l'action, et là les Communistes devront, autant que possible, dominer. Cette unité de direction peut facilement être obtenue si une préparation appropriée est faite par la fraction communiste dans les syndicats ou dans les entreprises, par les soviets d'usines, par les assemblées plénières de ces soviets, mais plus particulièrement par les assemblées générales des grévistes.

Si le mouvement, par suite de sa généralisation et de l'entrée en action des organisations patronales et des autorités publiques, prend un caractère politique, il faut aussitôt commencer la propagande et la préparation administrative en vue de l'élection vraisemblablement possible et nécessaire de soviets ouvriers; au cours de ce travail, tous sortis directement des luttes ouvrières en dehors de la bureaucratie syndicale et ses alliés du parti socialiste et sans se préoccuper de ceux-ci, que le véritable affranchissement du prolétariat peut être obtenu.

35. Les partis communistes déjà suffisamment forts et, en particulier, les grands partis de masses, doivent, par des mesures à prendre à l'avance, être toujours prêts à de grandes actions politiques. Au cours des actions démonstratives et des mouvements économiques aussi bien qu'au cours des actions partielles, il faut toujours penser à utiliser de la manière la plus énergique les expériences d'organisation fournies par ces mouvements en vue d'un contact de plus en plus ferme avec les grandes masses. (Les leçons de tous les nouveaux grands mouvements doivent être discutées et étudiées avec soin dans des conférences élargies de fonctionnaires dirigeants et de militants responsables du parti avec les délégués d'usines, grandes et moyennes, afin d'établir des relations de plus en plus étroites et de plus en plus sûres par l'intermédiaire des délégués d'usines.) Le meilleur gage que des actions politiques de masses ne seront pas entreprises prématurément et ne le seront que dans la mesure permise par les circonstances et par l'influence actuelle du Parti, consiste dans des rapports de confiance entre fonctionnaires et militants responsables du parti et les délégués d'usines.

Sans ce contact le plus étroit possible entre le Parti et les masses prolétariennes travaillant dans les grandes et les moyennes entreprises, le Parti Communiste ne saurait réaliser de grandes actions de masses et et des mouvements véritablement révolutionnaires. Si, en Italie, le soulèvement incontestablement révolutionnaire de l'année passée, qui trouva sa plus forte expression dans l'occupation des usines, échoua avant terme, c'est certainement pour une part à cause de la trahison de la bureaucratie syndicale et de l'insuffisance de la direction politique du Parti, mais c'est aussi parce qu'il n'y avait pas entre le Parti et les usines une liaison intimement organisée au moyen de délégués d'usines politiquement informés et s'intéressant à la vie du Parti. Le mouvement des mineurs anglais, cette année, a, lui aussi, sans nul doute, extraordinairement souffert de ce défaut, qui lui a enlevé sa valeur politique.

VI. — LA PRESSE DU PARTI

36. La presse communiste doit être développée et améliorée par le Parti avec une infatigable énergie.

Aucun journal ne doit être reconnu comme organe communiste s'il

ne se soumet aux directives du Parti. Ce principe doit être appliqué aussi pour les productions littéraires, telles que livres, brochures, écrits périodiques, etc., en prenant en considération leur caractère scientifique, de propagande ou autre.

Le Parti doit s'efforcer bien plus d'avoir de bons journaux que d'en avoir beaucoup. Tout parti communiste doit, avant tout, avoir un organe central, autant que possible quotidien.

37. Un journal communiste ne doit jamais devenir une entreprise capitaliste comme le sont les journaux bourgeois et souvent aussi les journaux soi-disant « socialistes ». Notre journal doit être indépendant des institutions de crédit capitaliste. L'organisation adroite de la publicité par annonces,qui peut améliorer considérablement les moyens d'existence de notre journal, ne doit cependant jamais le faire tomber dans la dépendance de quelques grandes entreprises de publicité. Bien plutôt, une attitude inflexible dans toutes les questions sociales prolétariennes procurera aux journaux de nos partis de masses une force et une considération absolues. Notre journal ne doit pas servir à satisfaire le goût du sensationnel ni l'amusement d'un public varié. Il ne doit pas concéder à la critique des littérateurs petits-bourgeois ou des virtuoses du journalisme pour se créer une clientèle de salon.

38. Un journal communiste doit, avant tout, défendre les intérêts des ouvriers opprimés combattants. Il doit être notre meilleur propagandiste et agitateur, le propagandiste dirigeant de la révolution prolétarienne.

Notre journal a pour tâche de réunir les expériences acquises au cours de l'activité de tous les membres du Parti et d'en faire comme un guide politique pour la revision et l'amélioration des méthodes d'action communiste. Ces expériences doivent être échangées dans des réunions de rédacteurs de tout le pays, réunions cherchant à créer la plus grande unité de ton et de tendance dans l'ensemble de la presse du Parti. Ainsi cette presse, de même que chaque journal en particulier, sera le meilleur organisateur de notre travail révolutionnaire.

Sans ce travail conscient d'organisation et de coordination des journaux communistes et, en particulier, de l'organe central, la mise en pratique de la centralisation démocratique et d'une sage division du travail à l'intérieur du Parti Communiste et, par conséquent aussi, l'accomplissement de sa mission historique, est impossible.

39. Le journal communiste doit tendre à devenir une entreprise communiste, c'est-à-dire une organisation prolétarienne de combat, une association d'ouvriers révolutionnaires, de tous ceux qui écrivent régulièrement pour le journal, l'administrent, le distribuent, qui réunissent le matériel d'information, qui le discutent et l'élaborent dans les noyaux, enfin qui agissent quotidiennement pour le répandre, etc...,

Pour faire véritablement du journal une organisation de combat, une puissante et vivante association de travailleurs communistes, une série de mesures pratiques s'imposent.

Tout communiste se lie étroitement à son journal en travaillant et en se sacrifiant pour lui. Il est son arme quotidienne qui, pour servir, doit être rendue chaque jour plus forte et plus tranchante. Ce n'est que grâce aux plus grands sacrifices financiers et matériels que le journal

communiste pourra se maintenir. Les membres du parti doivent constamment fournir les moyens nécessaires pour son organisation et pour son amélioration jusqu'à ce qu'il soit assez répandu dans les grands partis légaux et assez solide sous le rapport de l'organisation pour constituer lui-même un appui matériel pour le mouvement communiste.

Il ne suffit pas d'être un agitateur et un recruteur zélé pour le journal, il faut encore en devenir un collaborateur utile. Il faut l'informer au plus vite de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue social et économique, dans la fraction syndicale et dans le noyau, depuis l'accident du travail jusqu'à la réunion professionnelle, depuis les mauvais traitements des jeunes apprentis jusqu'au rapport commercial de l'entreprise. Les fractions syndicales doivent le renseigner sur toutes les réunions, et sur les décisions et mesures les plus importantes prises par ces réunions, par les secrétariats des Unions, ainsi que sur l'activité de nos adversaires. La vie publique des réunions et de la rue offre très souvent aux militants attentifs du Parti l'occasion d'observer avec un sens critique des détails dont l'utilisation dans les journaux rendra claire aux plus indifférents notre attitude par rapport aux exigences de la vie.

La commission de rédaction doit traiter avec le plus grand amour et le plus grand zèle ces informations sur la vie des ouvriers et des organisations ouvrières et les utiliser, ou bien comme brèves communications donnant à notre journal le caractère d'une véritable communauté de travail vivante et puissante, ou bien pour, à la lumière de ces exemples pratiques de la vie quotidienne des ouvriers, rendre compréhensibles les enseignements du Communisme, ce qui constitue la voie la plus rapide pour arriver à rendre vivante et intime l'idée du Communisme aux grandes masses ouvrières. Dans la mesure du possible, la commission de rédaction doit être, aux heures de réception, c'est-à-dire aux heures les plus favorables de la journée, à la disposition des ouvriers visitant notre journal, pour recueillir leurs désirs et leurs plaintes relativement aux misères de leur existence, pour les noter avec soin et s'en servir pour donner de la vie au journal. Certes, dans la société capitaliste, aucun de nos journaux ne peut devenir une véritable association de travail communiste. On peut cependant, même dans les conditions les plus difficiles, organiser un journal révolutionnaire ouvrier, en partant de ce point de vue. Ceci est prouvé par l'exemple de la « Pravda » de nos camarades russes, pendant les années 1912-1913. Ce journal constitua vraiment une organisation permanente active des ouvriers révolutionnaires conscients dans les centres les plus importants de l'Empire russe. Ces camarades rédigeaient, éditaient et répandaient à la fois et ensemble le journal; la plupart d'entre eux économisant l'argent nécessaire pour les frais par leur travail et par le salaire de leur travail. Le journal, de son côté, put leur donner ce qu'ils désiraient, ce dont ils avaient besoin à ce moment-là dans le mouvement et ce qui leur sert aujourd'hui encore dans le travail et dans la lutte. Un tel journal put, en effet, devenir pour les membres du Parti, ainsi que pour tous les ouvriers révolutionnaires, ce qu'ils appelaient « notre journal ».

40. L'élément essentiel de l'activité de la presse de combat communiste, c'est la participation directe aux campagnes menées par le

Parti. Si, à un certain moment, l'activité du Parti est concentrée dans une campagne déterminée, le journal du Parti doit mettre au service de cette campagne toutes ses colonnes, toutes ses rubriques et non seulement les articles de fond politiques. La rédaction doit trouver, dans tous les domaines, du matériel pour entretenir cette campagne et pour en alimenter, sous la forme la plus convenable, tout le journal.

41. Le recrutement pour notre journal doit être poursuivi suivant un système établi. Tout d'abord, il faut utiliser toutes les situations dans lesquelles les ouvriers sont plus vivement entraînés dans le mouvement et dans lesquelles la vie politique et sociale est plus agitée par suite de quelque événement politique et économique. Ainsi, après chaque grève ou lock-out, pendant lesquels le journal a défendu franchement et énergiquement les intérêts des ouvriers combattants, on doit organiser immédiatement, après la fin de la grève, un travail de recrutement d'homme à homme auprès de ceux qui avaient fait la grève. Non seulement les fractions communistes des syndicats et des professions entraînés dans le mouvement gréviste doivent mener la propagande du journal dans leur milieu au moyen de listes et de feuilles d'abonnement, mais encore, dans la mesure du possible, on doit se procurer les listes des ouvriers ayant fait la grève, ainsi que leurs adresses, afin que les groupes spéciaux chargés des intérêts du journal puissent mener une agitation énergique à domicile.

De même, après toute campagne politique électorale par laquelle l'intérêt des masses ouvrières a été éveillé, une agitation systématique à domicile doit être menée de maison en maison, par les groupes de travailleurs chargés spécialement de cette besogne dans les différents quartiers ouvriers.

Pendant les époques de crises politiques ou économiques latentes dont les effets se font sentir aux masses ouvrières sous la forme du renchérissement de la vie, du chômage et d'autres misères, obtenir, si possible, par l'intermédiaire des fractions syndicales, de grandes listes d'ouvriers organisés dans les syndicats, afin que le groupe spécial chargé des intérêts du journal puisse continuer systématiquement l'agitation à domicile. La dernière semaine du mois est la plus convenable pour ce travail permanent de recrutement. Toute organisation locale qui laisse passer cette dernière semaine du mois, ne serait-ce qu'une fois par an, sans poursuivre sa propagande en faveur de la presse, commet un retard coupable dans l'extension du mouvement communiste. Le groupe spécial chargé des intérêts du journal ne doit laisser passer aucune réunion publique d'ouvriers, aucune grande manifestation sans, dès le début, et aussi pendant les intervalles et à la fin, agir de la manière la plus active pour obtenir des abonnements à notre journal. Les fractions syndicales doivent accomplir cette même tâche dans toutes les réunions de leurs syndicats, de même que les noyaux et les fractions, dans les réunions professionnelles.

42. Notre journal doit être constamment défendu par les membres du Parti contre tous ses ennemis.

Tous les membres doivent mener une lutte impitoyable contre la presse capitaliste, révéler à tous et flétrir énergiquement sa vénalité, ses mensonges, ses viles réticences et toutes ses intrigues.

La presse social-démocrate et socialiste indépendante doit être vaincue en démasquant son attitude traître par des exemples de la vie quotidienne, au moyen d'attaques continuelles, mais sans se perdre dans de petites polémiques de fraction. Les fractions syndicales et autres doivent s'appliquer, par des mesures d'organisation, à soustraire à l'influence troublante et paralysante des journaux social-démocrates les membres des syndicats et des autres associations ouvrières. Le travail de recrutement d'abonnés pour notre journal, de même que l'agitation à domicile ou dans les entreprises, doit également être dirigée avec habileté contre la presse des socialistes traîtres.

VII. — LA STRUCTURE D'ENSEMBLE DU PARTI

43. Pour l'extension et la consolidation du Parti, on ne devra pas établir des divisions d'après un schéma formel, géographique, il faudra surtout tenir compte de la structure réelle économique et politique des régions en question et des moyens techniques de communication. La base de ce travail doit être surtout dans les capitales et dans les centres prolétariens de la grande industrie.

Au moment de l'organisation d'un nouveau Parti, on constate souvent, dès le début, des efforts tendant à étendre le réseau des organisations du Parti sur tout le pays. Malgré les forces très limitées à la disposition des organisateurs, on s'applique souvent à les disperser néanmoins aux quatre vents. La force d'attraction et la croissance du Parti sont ainsi affaiblies. Au bout de quelques années, on arrive, il est vrai, à avoir tout un système de bureaux très vastes, mais le plus souvent le Parti n'a réussi à se fixer fermement dans aucune des villes industrielles les plus importantes du pays.

44. Pour donner au Parti une centralisation aussi grande que possible, il ne faut point décomposer sa direction en toute une hiérarchie comportant de nombreux degrés complètement subordonnés les uns aux autres. Il faut s'appliquer à construire, dans tout centre économique, politique ou de communication, un réseau s'étendant sur la large banlieue de cetteville et surla région économique ou politique en dépendant. Le Comité du Parti qui, de cette ville comme de la tête de ce corps, dirige le travail du Parti dans la région et qui exerce sa direction politique, doit se tenir dans le plus étroit contact avec les masses communistes du chef-lieu.

Les oganisateurs nommés par les conférences des régions ou par le congrès régional du Parti et confirmés par la direction centrale doivent participer régulièrement à la vie du Parti du chef-lieu de la région. Le Comité régional du Parti doit constamment être renforcé par des travailleurs choisis parmi les membres du chef-lieu, de sorte que s'établisse un contact vivant et étroit entre le comité politique du Parti dirigeant la région et les masses communistes de son chef-lieu. Lorsqu'on est arrivé à un certain stade d'organisation, il faut que le Comité de la région soit en même temps la direction politique du chef-lieu de cette région. De la sorte, les comités dirigeants du Parti dans les organisations régionales, de concert avec le Comité central, auront le rôle d'organes vraiment dirigeants dans les organisations du Parti. L'étendue d'une circonscription politique du Parti ne doit naturellement pas être

déterminée par l'étendue matérielle de la région. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est la possibilité pour les Comités régionaux du Parti de diriger concentriquement toutes les organisations locales de la région. Quand cela n'est pas possible, il faut partager la région et fonder un nouveau Comité régional du Parti.

Naturellement, dans les grands pays, le Parti a besoin de certains organes de liaison, aussi bien entre la direction centrale et les différentes directions régionales (direction provinciale, direction départementale, etc.) qu'entre la direction régionale et les différentes organisations locales (direction d'arrondissement et de canton). Dans certaines circonstances, il peut même être utile de donner à l'un ou à l'autre de ces organes intermédiaires un rôle dirigeant, par exemple dans une grande ville comptant un nombre assez considérable de membres. D'une façon générale, cette sorte de décentralisation doit être évitée.

45. Les grandes unités du Parti (circonscriptions) sont constituées par les organisations locales du Parti: par les « groupes locaux » des campagnes et des petites villes et par les « districts » ou « rayons » des différents quartiers des grand s villes.

Une organisation locale du Parti qui, dans des conditions légales, n'est plus en mesure de tenir des réunions générales de ses membres, doit être divisée.

Dans les organisations locales du Parti, les membres doivent être répartis en vue du travail quotidien du Parti dans les différents groupes de travail. Dans les organisations plus grandes, il peut être utile de réunir les groupes de travail en différents groupes collectifs. Dans un même groupe collectif, il faut, en règle générale, inclure tous les membres qui, à leur poste de travail ou d'une façon générale, dans leur existence quotidienne, se rencontrent et viennent le plus souvent en contact entre eux. Le groupe collectif a pour tâche de distribuer le travail général du Parti parmi les différents groupes de travail, de recevoir les rapports des préposés, de former des candidats pour le Parti dans leur milieu, etc.

46. Le Parti, dans son ensemble, est sous la direction de l'Internationale Communiste. Les directives et résolutions de la direction internationale dans les questions intéressant les partis adhérents sont adressées: *a*) ou bien à la direction centrale générale du Parti, ou *b*) par l'intermédiaire de la direction centrale, au comité dirigeant telle ou telle action spéciale ou, enfin, *c*) à toutes les organisations du Parti.

Les directives et les décisions de l'Internationale sont obligatoires pour le Parti et aussi, cela va sans dire, pour chacun de ses membres.

Le Comité central du Parti (conseil central ou commission) est responsable devant le congrès du Parti et devant la direction de l'Internationale Communiste. Le Petit Comité central, ainsi que le Comité complet, ou élargi, le conseil ou la commission sont élus, en règle générale, par le Congrès du Parti. Si le congrès du Parti le juge nécessaire, il peut charger la direction centrale d'élire dans son sein une direction étroite composée du Bureau politique et du Bureau d'organisation. La politique et les affaires courantes du Parti sont dirigées, sous la responsabilité de la direction étroite, par ces deux bureaux. La direction étroite convoque régulièrement des réunions générales du

Comité directeur pour prendre des décisions de grande importance et de haute portée. Afin de prendre connaissance de la situation politique générale avec tout le sérieux nécessaire et de connaître exactement la capacité d'action du Parti, d'en avoir une image exacte et claire, il est indispensable, aux élections à la direction centrale du Parti, de prendre en considération les propositions apportées par les différentes régions du pays. Pour la même raison, les opinions tactiques divergentes de caractère sérieux ne doivent pas être opprimées aux élections à la direction centrale. Au contraire, il faut faire en sorte que ces opinions divergentes soient représentées au Comité directeur par leurs meilleurs défenseurs. La direction étroite doit cependant être cohérente dans ces conceptions et, pour être ferme et assurée, elle ne doit pas se baser seulement sur son autorité propre, mais aussi sur une majorité solide, évidente et nombreuse, dans l'ensemble du Comité directeur.

Grâce à une constitution aussi large de sa direction centrale, le grand Parti légal aura bientôt assis son Comité central sur la meilleure des bases: une discipline ferme et la confiance absolue des membres; en outre, il pourra ainsi combattre et guérir les maladies et les faiblesses qui peuvent apparaître parmi les fonctionnaires; il pourra éviter également l'accumulation de ces sortes d'infections dans le Parti et la nécessité d'une opération peut-être catastrophique qui s'imposerait ensuite au congrès.

48. Chaque Comité du Parti doit établir dans son sein une division du travail efficace afin de pouvoir mener effectivement le travail politique dans les différents domaines. Sous ce rapport, il peut apparaître nécessaire d'instituer, pour certains domaines, des directions spéciales (par exemple, pour la propagande, pour le service du journal, pour la lutte syndicale, pour l'agitation dans les campagnes, pour l'agitation parmi les femmes, pour la liaison, pour l'assistance révolutionnaire, etc.). Les différentes directions spéciales sont soumises, ou bien à la direction centrale, ou au Comité régional du Parti. Le contrôle de l'activité ainsi que de la bonne composition de tous les comités subordonnés appartient au comité régional du Parti et, en dernier lieu, à la direction centrale. Les membres employés au travail politique du Parti, ainsi que les parlementaires sont directement soumis au Comité directeur. Il peut apparaître utile de changer de temps à autre les occupations et le travail des camarades fonctionnaires du Parti (par exemple des rédacteurs, des propagandistes, des organisateurs, etc.) sans trop gêner le fonctionnement. Les rédacteurs et les propagandistes doivent participer pendant une période prolongée à l'action politique régulière du Parti dans un des groupes spéciaux de travail.

49. La direction centrale du Parti, ainsi que celle de l'Internationale Communiste sont en droit d'exiger, à tout moment, des informations complètes de toutes les organisations communistes, de leurs comités et de leurs différents membres. Les représentants et les délégués de la direction centrale doivent être admis à toutes les réunions et à toutes les séances, avec voix consultative et avec droit de veto. La direction centrale du Parti doit constamment avoir à sa disposition des délégués (commissaires), afin de pouvoir instruire et informer les différentes directions régionales ou départementales non seulement par circulaires sur la politique et sur l'organisation ou par correspondance, mais aussi

cialement, directement. Une commission de vérification, composée de camarades éprouvés et instruits, doit fonctionner auprès de la direction centrale et aussi auprès de chaque direction régionale; cette commission doit exercer le contrôle sur les caisses et la comptabilité, et faire des rapports réguliers au grand comité (conseils ou commissions).

Toute organisation ou tout organe du Parti, ainsi que tout membre, a le droit de communiquer à tout moment et directement à la direction centrale du Parti ou à l'Internationale, ses désirs, initiatives, observations ou plaintes.

50. Les directives et les décisions des organes dirigeants du Parti sont obligatoires pour les organisations subordonnées et pour les différents membres.

La responsabilité des organes directeurs et leur devoir de se garder de négligences ou d'abus dans leurs fonctions dirigeantes ne peuvent jamais être déterminées que formellement et partiellement. Plus leur responsabilité formelle est petite, par exemple, dans les partis illégaux, et plus ils doivent chercher à connaître l'opinion du reste des membres du Parti, à se procurer des informations solides et régulières et à ne prendre de décisions propres qu'après mûre et sérieuse réflexion.

51. Les membres du Parti doivent, dans leur action publique, agir toujours en membres disciplinés d'une organisation combattante. Lorsque des divergences d'opinion se produisent sur la manière la plus correcte d'agir, on doit décider sur ces divergences autant que possible avant l'action, au sein des organisations du Parti, et n'agir qu'après avoir pris cette décision. Afin que toute décision du Parti soit appliquée avec énergie par toutes les organisations et par tous les membres, il faut appeler autant que possible les masses du Parti à la discussion et à la décision des différentes questions. Les organisations et les instances du Parti ont le devoir de décider si, sous quelle forme et dans quelle mesure, telle ou telle question peut être discutée par les différents camarades devant l'opinion publique du parti (dans la presse, dans des brochures). Mais, même si cette décision de l'organisation ou de la direction du Parti est erronée selon l'avis de certains membres, ceux-ci ne doivent jamais oublier dans leur action publique que la pire infraction disciplinaire et la faute la plus grave qu'on puisse commettre pendant la lutte, c'est de rompre l'unité du front commun ou même de l'affaiblir.

C'est le devoir suprême de tout membre du Parti de défendre contre tous l'Internationale Communiste. Celui qui oublie cela et qui, au contraire, attaque publiquement le Parti ou l'Internationale Communiste doit être traité comme un adversaire du Parti.

52. Les statuts du Parti sont à établir de telle sorte qu'ils ne forment pas d'obstacle aux organes dirigeants du Parti, au cours du développement de l'organisation générale du Parti et dans l'amélioration du travail organisateur, mais qu'ils y apportent plutôt une aide.

Les décisions de l'Internationale Communiste doivent être appliquées sans délai par les partis adhérents, même au cas où des modifications correspondantes devront être faites aux statuts et aux décisions du Parti, conformément aux statuts.

VIII. — LA LIAISON DU TRAVAIL LEGAL AVEC LE TRAVAIL ILLEGAL

53. Des variations fonctionnelles peuvent se produire selon les différentes phases de la révolution dans la vie courante d'un Parti Communiste. Mais au fond, il n'y a pas de différence essentielle dans la structure que doivent s'efforcer d'obtenir un parti légal et un parti illégal.

Le Parti doit être organisé de telle sorte qu'il puisse s'adapter promptement aux modifications des conditions de la lutte.

Le Parti Communiste doit devenir une organisation de combat capable, d'une part, d'éviter, en champ ouvert, un ennemi en forces supérieures concentrées sur un point et, d'autre part, d'utiliser les difficultés de cet ennemi pour l'attaquer là où il s'y attend le moins. Ce serait la plus grande faute de se préparer exclusivement pour les soulèvements et les combats de rues ou pour les périodes de plus grande oppression. Les Communistes doivent accomplir leur travail révolutionnaire préparatoire dans toutes les situations et être toujours prêts à la lutte, car il est souvent presque impossible de prévoir l'alternance des périodes d'éveil et d'accalmie; mais, même au cas où ce serait possible, on ne pourrait profiter de cette prévision pour réorganiser le Parti parce que le changement est d'habitude trop rapide et arrive même souvent tout à fait par surprise.

54. Les Partis Communistes légaux des pays capitalistes n'ont, d'ordinaire, pas encore suffisamment compris qu'ils ont comme tâche cette préparation en vue de soulèvements révolutionnaires, en vue de combats en armes et, en général, en vue de la lutte illégale. On construit trop souvent l'organisation du Parti en vue d'une action légale prolongée et selon les exigences des tâches légales quotidiennes.

Dans les partis illégaux, par contre, souvent on ne comprend pas assez qu'il faut utiliser les possibilités d'action légale et construire le Parti, de telle sorte qu'il soit en liaison vivante avec les masses révolutionnaires. Les efforts du Parti ont tendance à devenir comme un travail de Sisyphe ou une conspiration impuissante.

Ces deux fautes, aussi bien celle du Parti illégal que celle du Parti légal, sont graves. Tout Parti Communiste légal doit savoir se préparer, de la manière la plus énergique, à la nécessité d'une existence clandestine et être particulièrement armé en vue de soulèvements révolutionnaires. Et, d'autre part, chaque Parti Communiste illégal doit pouvoir utiliser toutes les possibilités du mouvement ouvrier légal pour devenir, par un travail politique intensif, l'organisateur et le véritable guide des grandes masses révolutionnaires. La direction du travail légal et du travail illégal doit être constamment unie entre les mains de la même direction centrale du Parti.

55. Dans les partis légaux, comme dans les partis illégaux, le travail illégal est souvent conçu comme la fondation et l'entretien d'une organisation fermée, exclusivement militaire et isolée du reste de la politique et de l'organisation du Parti. Cette conception est parfaitement erronée. Dans la période prérévolutionnaire, la formation de notre organisation de combat doit, au contraire, être principalement le résultat

de l'ensemble de l'action communiste du Parti. Le Parti, dans son ensemble, doit devenir une organisation de combat pour la révolution.

Les organisations révolutionnaires isolées de caractère militaire, nées prématurément avant la révolution, montrent trop facilement une tendance à la dissolution et à la démoralisation, parce qu'elles manquent, dans le parti, de travail immédiatement utile.

56. Pour un Parti illégal, c'est une chose évidemment de la plus grande importance de toujours éviter à ses membres et ses organes d'être découverts; il faut donc éviter qu'ils soient livrés par des listes d'enregistrement, par des imprudences dans la distribution du matériel d'action du Parti et le versement des cotisations. Un Parti illégal ne doit donc pas se servir dans la même mesure qu'un Parti légal de formes ouvertes d'organisation pour des buts conspiratifs; il doit cependant s'appliquer à pouvoir le faire de plus en plus.

Toutes les mesures devront être prises pour empêcher des éléments douteux et peu sûrs de pénétrer dans le Parti. Les moyens à employer dans ce but dépendent fortement du caractère du Parti, légal ou illégal, persécuté ou toléré, en voie de croissance ou dans la stagnation. Un moyen qui, dans certaines circonstances, a pu servir avec efficacité, c'est le système de la candidature. Les personnes cherchant à être admises au Parti le sont d'abord comme candidats, sur présentation de deux membres du Parti et, selon la façon dont elles s'acquittent des tâches qui leur sont confiées, elles sont admises ou non comme membres du Parti.

La bourgeoisie enverra inévitablement des provocateurs et des agents dans les organisations illégales. Il faut mener contre eux une lutte constante et minutieuse: l'une des meilleures méthodes consiste à combiner adroitement l'action légale avec l'illégale. Un travail révolutionnaire légal d'une certaine durée est le meilleur moyen de se rendre compte du degré de confiance que mérite chacun, de sa conscience, de son courage, de son énergie, de sa ponctualité; on saura ainsi qui l'on peut charger d'un travail illégal correspondant le plus à ses capacités.

Un Parti illégal doit se préparer de mieux en mieux contre toute surprise (par exemple en mettant en sûreté les adresses d'intermédiaires, en détruisant en règle générale les lettres, en conservant soigneusement à l'abri les documents nécessaires, en instruisant conspirativement les agents de liaison, etc.).

57. Notre travail politique général doit être réparti de façon que, déjà avant le soulèvement révolutionnaire ouvert, se développent et s'affermissent les racines d'une organisation de combat correspondant aux exigences de cette phase. Il est particulièrement important que, dans son action, la direction du Parti Communiste ait constamment en vue ces exigences; qu'elle essaie, dans la mesure du possible, de se les représenter à l'avance. Elle ne peut certes pas s'en faire une idée exacte et claire, mais ce n'est pas une raison pour négliger le point de vue essentiel de la direction de l'organisation communiste.

Car si un changement fonctionnel survient dans le Parti Communiste au moment du soulèvement révolutionnaire déclaré, le Parti le mieux organisé peut se trouver placé en face de problèmes extrêmement difficiles et compliqués. Il peut arriver qu'on soit obligé, dans un inter-

valle de quelques jours, de mobiliser le Parti pour une lutte armée; de mobiliser non seulement le Parti, mais aussi ses réserves, d'organiser les sympathisants et tout l'arrière-ban, c'est-à-dire les masses révolutionnaires non organisées. Il ne saurait être question à un tel moment de former une armée rouge régulière. Nous devons vaincre sans armée construite à l'avance, seulement avec les masses placées sous la direction du Parti. Si donc notre Parti n'est pas préparé à l'avance par son organisation en vue de ces cas, la lutte la plus héroïque ne servira à rien.

58. Dans des situations révolutionnaires, on a remarqué à plusieurs reprises que les directions centrales révolutionnaires ne se sont pas montrées à la hauteur de leur tâche. Dans l'organisation au degré inférieur, le prolétariat a pu montrer des qualités magnifiques pendant la révolution; mais dans son état-major, le désordre, le chaos et l'impuissance règnent le plus souvent. Il y a même parfois absence de la plus élémentaire division du travail; le service d'information est le plus souvent si mauvais qu'il présente plus d'inconvénients que d'utilité; le service de liaison ne mérite aucune confiance. Lorsqu'on a besoin de poste secrète, de transport, d'abris, d'imprimerie clandestine, on ne les obtient ordinairement que par suite d'un hasard heureux. Toute provocation de la part de l'ennemi organisé a chance de réussir.

Et il n'en saurait être autrement, si le Parti révolutionnaire qui a la direction ne s'est pas organisé à l'avance. Ainsi, par exemple, la surveillance et la découverte de la police politique exigent une expérience spéciale; un appareil pour la liaison secrète ne peut fonctionner avec promptitude et sûreté que s'il a un long entraînement. Dans tous ces domaines de l'activité révolutionnaire spéciale, tout Parti Communiste légal doit faire des préparations secrètes, si minimes soient-elles.

En grande partie, dans ce domaine aussi, l'appareil nécessaire peut être développé par une action tout à fait légale, si l'on veille pendant le fonctionnement de cet appareil à ce qu'on puisse immédiatement le transformer en appareil illégal. Ainsi, par exemple, l'organisation chargée de la distribution, exactement réglée, des tracts légaux, des publications et de lettres peut être transformée en appareil secret de liaison (service de courriers, postes secrètes, logements secrets, transports conspiratifs, etc.).

59. L'organisateur communiste doit voir à l'avance tout membre du Parti et tout militant révolutionnaire dans son rôle historique futur de soldat de notre organisation de combat, pendant l'époque de la révolution. Ainsi il peut l'appliquer à l'avance, dans le noyau dont il fait partie, au travail correspondant le mieux à son poste et à son service futurs. Son action actuelle doit toutefois constituer un service utile en soi et nécessaire à la lutte présente, et non pas seulement un exercice, que l'ouvrier pratique ne comprendrait pas immédiatement; mais cette activité est, en partie, aussi un exercice en vue des exigences les plus essentielles de la lutte finale de demain.

Résolution sur l'organisation de l'Internationale Communiste

(Adoptée dans la XXIV[e] Séance, le 12 juillet 1921)

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit être organisé de telle sorte qu'il puisse prendre position sur toutes les questions d'action du prolétariat. Dépassant les cadres des appels généraux tels qu'ils étaient lancés jusqu'à présent sur telle ou telle question en discussion, le Comité Exécutif doit, de plus en plus, chercher à trouver les voies et moyens pour développer son initiative pratique quant à l'action commune des différentes sections dans les questions internationales d'organisation et de propagande en discussion. L'Internationale Communiste doit devenir une Internationale de fait, une Internationale dirigeant les luttes communes et quotidiennes du prolétariat révolutionnaire de tous les pays. Les conditions indispensables pour cela sont les suivantes:

1. Les partis adhérents à l'Internationale Communiste doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour maintenir le contact le plus étroit et le plus actif avec le Comité Exécutif; ils ne doivent pas seulement envoyer au sein de l'Exécutif les meilleurs représentants de leur pays, mais encore lui faire parvenir de façon permanente les informations les plus prudentes et les plus circonspectes, afin qu'il puisse prendre position en s'appuyant de documents et informations approfondis sur les problèmes politiques qui surgissent. Pour l'élaboration fructueuse de ces matériaux, l'Exécutif doit organiser des sections spéciales pour les différentes branches. En outre, un Institut international d'Economie et de Statistique du mouvement ouvrier et du communisme doit être créé auprès de l'Exécutif.

2. Les partis adhérents doivent entretenir les rapports les plus étroits pour leur information mutuelle et leur liaison organique, en particulier lorsque ces partis sont voisins et, par suite, également intéressés aux conflits politiques engendrés par les antagonismes capitalistes. Le meilleur moyen d'établir actuellement ces relations est l'envoi réciproque des résolutions des plus importantes conférences et l'échange général de militants bien choisis. Cet échange doit devenir un usage permanent et immédiat de toute section capable d'agir.

3. L'Exécutif doit provoquer la fusion nécessaire de toutes les sections nationales en un Parti international cohérent de propagande et d'action prolétariennes communes et, pour cela, publier en Europe Occidentale, dans les langues les plus importantes, une correspondance politique, à l'aide de laquelle l'idée communiste sera mise en valeur d'une manière de plus en plus claire et uniforme et qui, par une information fidèle et régulière, fournira aux différentes sections la base d'une action énergique et simultanée.

4. L'envoi de représentants autorisés dans les sections permettra au Comité Exécutif d'appuyer par le fait la tendance à une véritable Internationale de la lutte quotidienne et commune du prolétariat de tous les pays. Ces représentants auront pour tâche d'informer l'Exécutif des conditions particulières dans lesquelles les Partis Communistes ont à lutter dans les pays capitalistes ou coloniaux. Ils devront veiller ensuite à ce que ces partis conservent le contact le plus intime aussi bien avec l'Exécutif qu'entre eux, afin d'augmenter la puissance d'attaque de l'un et des autres. L'Exécutif, de même que les Partis devront veiller à ce que les rapports mutuels entre l'Exécutif et les différents Partis adhérents, tant les rapports personnels par hommes de confiance que les rapports écrits, deviennent plus fréquents et plus prompts, de façon à pouvoir, dans toutes les grandes questions politiques, prendre une position unanime.

5. Pour être en mesure de déployer une activité aussi considérablement accrue, l'Exécutif doit être fortement élargi. Les sections auxquelles ce congrès a accordé 40 voix, ainsi que le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse Communiste, auront chacune deux voix à l'Exécutif; les sections qui ont eu 30 et 20 voix au congrès en auront une. Le Parti Communiste de Russie dispose, comme par le passé, de 5 voix. Les représentants des autres sections ont voix consultative. Le président de l'Exécutif est élu par le Congrès. L'Exécutif est chargé de désigner trois secrétaires, qui seront choisis, autant que possible, dans des sections différentes. En outre, les membres délégués au Comité Exécutif par les différentes sections sont obligés de prendre part comme rapporteurs à l'expédition du travail courant, soit en dirigeant la section nationale correspondante, soit en se chargeant de l'étude de tel ou tel domaine. Les membres du Petit Bureau d'affaires sont élus par un vote spécial du Comité Exécutif.

6. Le siège de l'Exécutif est en Russie, premier Etat prolétarien. L'Exécutif, à l'effet de centraliser plus solidement la direction politique et organique de toute l'Internationale, devra toutefois chercher à étendre le cercle de son influence au moyen de conférences qu'il organisera hors de Russie.

Résolution sur l'action de mars et sur la situation du Parti Communiste Unifié d'Allemagne

(Adoptée dans la XXIe Séance, le 9 juillet 1921)

Le IIIe Congrès mondial constate avec satisfaction que les résolutions les plus importantes et, particulièrement la partie de la résolution sur la tactique concernant l'action ardemment discutée de mars, ont été adoptées à l'unanimité et que, même les représentants de l'opposition allemande, dans leur résolution sur l'action de mars, se sont pla és en fait sur un terrain identique à celui du Congrès.

Le Congrès y voit une preuve qu'un travail cohérent et une collaboration intime sur la base des décisions du IIIe Congrès sont non seulement désirés, mais encore possibles au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Le Congrès estime que tout morcellement des forces au sein du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, toute formation de fractions, sans parler même de scission, constitue le plus grand danger pour l'ensemble du mouvement.

Le Congrès attend de la direction centrale et de la majorité du Parti Communiste Unifié d'Allemagne une attitude tolérante à l'égard de l'ancienne opposition, pourvu qu'elle applique loyalement les décisions prises par le IIIe Congrès; celui-ci est, de plus, persuadé que la direction centrale fera tout son possible pour réunir toutes les forces du Parti.

Le Congrès demande à l'ancienne opposition de dissoudre immédiatement toute organisation de fraction, de subordonner absolument et complètement sa fraction parlementaire à la direction centrale, de subordonner entièrement la presse aux organisations respectives du parti, de cesser immédiatement toute collaboration (dans des revues, etc.) avec les exclus du Parti et de l'Internationale Communiste (comme, par exemple, P. Levi).

Le Congrès charge l'Exécutif de suivre attentivement le développement ultérieur du mouvement allemand et de prendre immédiatement les mesures les plus énergiques dans le cas de la moindre infraction à la discipline.

Thèses sur la tactique du Parti Communiste de Russie

(Adoptées dans la XVIe Séance, le 4 juillet 1921)

I. — LA SITUATION INTERNATIONALE DE LA REPUBLIQUE SOCIALISTE FEDERATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE

La situation internationale de la R. S. F. S. R. est caractérisée actuellement par un certain équilibre, lequel, tout en étant extrêmement instable, a cependant créé une conjoncture originale dans la politique universelle.

Cette originalité consiste en ce qui suit: d'une part, la bourgeoisie internationale est pleine d'une haine et d'une hostilité furieuses envers la Russie Soviétiste et est prête, à chaque instant, à se précipiter sur elle pour l'étouffer.

D'autre part, toutes les tentatives d'intervention armée, qui ont coûté à cette bourgeoisie des centaines de millions de francs, se sont terminées par une complète faillite, bien que le Pouvoir des Soviets fût alors plus faible qu'aujourd'hui, et que les grands propriétaires et les capitalistes russes eussent des armées entières sur le territoire de la R. S. F. S. R. L'opposition contre la guerre avec la Russie Soviétiste s'est extrêmement fortifiée dans tous les pays capitalistes, nourrissant le mouvement révolutionnaire du prolétariat et embrassant des masses très vastes de la démocratie petite-bourgeoise. La diversité d'intérêts existant entre les différents Etats impérialistes s'est exaspérée et s'exaspère de jour en jour de façon plus profonde. Le mouvement révolutionnaire parmi des centaines de millions d'êtres des populations opprimées de l'Orient s'accroît avec une force remarquable. En conséquence de toutes ces conditions, l'impérialisme international s'est trouvé hors d'état d'étouffer la Russie Soviétiste, bien qu'il fût beaucoup plus fort qu'elle, et a été contraint, pour le moment, de la reconnaître ou de presque la reconnaître et d'entrer en tractations commerciales avec elle.

On aboutit ainsi à un équilibre, quoique extrêmement incertain et instable, mais cependant un équilibre momentané qui permet à la République socialiste d'exister — pendant une période peu longue — au milieu de son entourage capitaliste.

II. — LE RAPPORT DES FORCES SOCIALES DANS LE MONDE ENTIER

Sur la base de cet état de choses, le rapport des forces sociales dans le monde entier s'est établi de la façon suivante:

La bourgeoisie internationale, privée du moyen de mener une guerre déclarée contre la Russie Soviétiste, reste dans l'expectative,

guettant le moment où les circonstances lui permettront de reprendre cette guerre.

Le prolétariat des pays capitalistes avancés a déjà partout détaché en avant de lui une avant-garde en la personne des partis communistes, qui grandissent, marchant sans relâche à la conquête de la majorité du prolétariat dans chaque pays, ruinant l'influence des anciens bureaucrates trade-unionistes et des sommets de la classe ouvrière américaine et occidentale, corrompus par les privilèges impérialistes.

La démocratie petite-bourgeoise des Etats capitalistes, représentée dans sa partie avancée par les Internationales II et II ½, est actuellement le soutien principal du capitalisme, dans la mesure où son influence s'étend encore sur la majorité ou sur une partie considérable des ouvriers et des employés de l'industrie et du commerce, qui craignent, en cas de révolution, de perdre leur bien-être petit-bourgeois relatif, résultant des privilèges de l'impérialisme. Mais la crise économique grandissante empire partout la situation des masses, et cette circonstance, ajoutée à la fatalité de plus en plus évidente de nouvelles guerres impérialistes, si le capitalisme subsiste, rend ce soutien de plus en plus branlant.

Les masses laborieuses des pays coloniaux et semi-coloniaux, masses composant l'énorme majorité de la population du globe, ont été éveillées à la vie politique dès le début du XX[e] siècle, grâce en particulier aux révolutions de Russie, de Turquie, de Perse et de Chine. La guerre impérialiste de 1914-1918 et le Pouvoir des Soviets en Russie transforment définitivement ces masses en un facteur actif de la politique mondiale et de destruction révolutionnaire de l'impérialisme, quoique s'obstinent toujours à ne pas le voir les petits-bourgeois éclairés d'Europe et d'Amérique et, dans ce nombre, les leaders de l'Internationale II et II ½. L'Inde britannique est à la tête de ces pays, et là, la révolution grandit d'autant plus rapidement que, d'une part, le prolétariat industriel et ferroviaire y devient plus considérable et que, d'autre part, devient plus sauvage la terreur exercée par les Anglais, lesquels recourent de plus en plus souvent même à des meurtres en masse (Amritsar), à des flagellations publiques, etc...

III. — LE RAPPORT DES FORCES SOCIALES EN RUSSIE

La situation politique intérieure de la Russie Soviétiste est déterminée par le fait que, dans ce pays, nous voyons, pour la première fois au cours de l'histoire universelle, l'existence, pendant plusieurs années, de deux classes seulement: le prolétariat, éduqué pendant plusieurs dizaines d'années par une industrie mécanique très jeune, mais néanmoins moderne et grande, et la classe des petits paysans, composant l'énorme majorité de la population.

Les grands propriétaires fonciers et les grands capitalistes n'ont pas disparu en Russie. Mais ils ont été soumis à une complète expropriation, parfaitement défaits politiquement, en tant que classe, et leurs débris seulement se cachent parmi les employés gouvernementaux du pouvoir des Soviets. Leur organisation de classe ne s'est conservée qu'à l'étranger, sous la forme d'une émigration, qui compte vraisemblablement d'un million et demi à deux millions d'hommes, et qui possède

plus d'une cinquantaine de journaux quotidiens de tous partis bourgeois et « socialistes » (c'est-à-dire petits-bourgeois), ainsi que les débris d'une armée et de multiples liaisons avec la bourgeoisie internationale. Cette émigration travaille de toutes ses forces et par tous les moyens à ruiner le Pouvoir des Soviets et à restaurer le capitalisme en Russie.

IV. — LE PROLETARIAT ET LA CLASSE PAYSANNE EN RUSSIE

Etant donnée cette situation intérieure, le prolétariat russe, en tant que classe dominante, doit se proposer principalement, pour le moment, de déterminer judicieusement et de réaliser les mesures indispensables permettant de diriger la classe paysanne, de maintenir une alliance ferme avec elle, pour parcourir les nombreuses étapes successives conduisant à la collectivisation en grand de l'agriculture. Cette tâche, en Russie, est particulièrement difficile, tant en vertu du caractère retardataire de notre pays que par suite de sa désolation extrême après sept ans de guerre impérialiste et civile. Mais, outre cette particularité, cette tâche appartient au nombre des problèmes les plus difficiles de l'organisation socialiste, problèmes qui se posent dans tous les Etats capitalistes, à la seule exception, peut-être, de l'Angleterre. Cependant, même en ce qui concerne l'Angleterre, il est impossible d'oublier que, si la classe des petits cultivateurs fermiers y est spécialement peu nombreuse, par contre on y trouve une proportion exceptionnellement élevée d'ouvriers et d'employés ayant une existence petite-bourgeoise, grâce à l'esclavage de fait de centaines de millions d'habitants des colonies « appartenant » à l'Angleterre.

C'est pourquoi, du point de vue de l'évolution de la révolution prolétarienne universelle en tant que processus d'ensemble, l'importance de l'époque traversée par la Russie consiste en ce qu'elle permet d'éprouver et de vérifier par la pratique la politique d'un prolétariat tenant en main le pouvoir gouvernemental, par rapport à une masse petite-bourgeoise.

V. — L'ALLIANCE DE GUERRE DU PROLETARIAT ET DE LA CLASSE PAYSANNE DANS LA R. S. F. S. R.

Les fondements de relations réciproques rationnelles entre le prolétariat et la classe paysanne ont été posés dans la Russie Soviétiste par l'époque de 1917-1921, alors que l'invasion des capitalistes et des grands propriétaires, soutenus à la fois par toute la bourgeoisie mondiale et par tous les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires et menchéviks) a engendré, fixé et précisé l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne pour la défense du Pouvoir des Soviets. La guerre civile est la forme la plus aiguë de la lutte de classes, et plus cette lutte prend d'activité, plus rapidement et plus clairement, la pratique elle-même montre aux couches, même les plus retardataires de la classe paysanne, que cette classe ne peut être sauvée que par la dictature du prolétariat, tandis que les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks jouent effectivement le rôle de valets des grands propriétaires et des capitalistes.

Mais si l'alliance militaire du prolétariat et de la classe paysanne a été — et elle ne pouvait pas ne pas l'être — la première forme de leur alliance solide, cela n'empêche qu'elle ne pourrait se maintenir, même quelques semaines, sans une certaine alliance économique de ces deux classes. Le paysan a reçu de l'Etat ouvrier toute la terre et la protection contre le grand propriétaire et l'exploiteur villageois; les ouvriers ont reçu des paysans des produits alimentaires à crédit en attendant le rétablissement de la grande industrie.

VI.— LA TRANSITION VERS LES BONNES RELATIONS ECONOMIQUES MUTUELLES ENTRE LE PROLETARIAT ET LA CLASSE PAYSANNE

Une alliance vraiment bonne et stable du point de vue socialiste entre les petits paysans et le prolétariat ne peut s'établir que le jour où les transports et la grosse industrie, étant complètement rétablis, permettront au prolétariat de donner aux paysans, en échange des produits alimentaires, tous les objets dont ils ont besoin pour leur usage et pour l'amélioration de leur exploitation Vu la désolation immense du pays, il a été absolument impossible d'atteindre ce résultat du premier coup. Les réquisitions ont constitué la mesure gouvernementale la plus accessible à un Etat insuffisamment organisé, pour lui permettre de se maintenir dans une guerre invraisemblablement difficile contre les grands propriétaires. La mauvaise récolte de 1920 a particulièrement empiré la misère déjà lourde des paysans, rendant absolument nécessaire un changement immédiat d'orientation dans le sens de l'impôt alimentaire.

Cet impôt modéré donne du coup un grand soulagement à la situation de la classe paysanne, et l'intéresse en même temps à étendre la surface ensemencée et à améliorer ses procédés de culture.

L'impôt alimentaire constitue une étape intermédiaire entre la réquisition de tous les excédents de céréales du paysan et l'échange rationnel des produits que prévoit le socialisme entre l'industrie et l'agriculture.

VII. — L'IMPORTANCE ET LES CONDITIONS DE L'ADMISSION PAR LE POUVOIR DES SOVIETS DU CAPITALISME ET DES CONCESSIONS

L'impôt alimentaire, de par son essence même, équivaut pour le paysan à la liberté de disposer des excédents qui lui restent après versement de l'impôt. Dans la mesure où l'Etat ne sera pas capable d'offrir aux paysans des produits de l'industrie socialiste en échange du total de ces excédents, dans la même mesure la liberté de commerce qui en résulte équivaut inévitablement à une liberté de développement pour le capitalisme.

Néanmoins, dans les limites indiquées, la chose n'est aucunement redoutable pour le socialisme, tant que les transports et la grande industrie demeurent entre les mains du prolétariat. Au contraire, le développement du capitalisme sous le contrôle et la réglementation de l'Etat

prolétarien (c'est-à-dire le développement du capitalisme d' « Etat », dans ce sens-là du mot) est avantageux et indispensable dans un pays petit-paysan extrêmement ruiné et retardataire (naturellement jusqu'à un certain point seulement), pour autant qu'il en résulte une accélération immédiate du progrès de la culture paysanne.

Cela se rapporte davantage encore aux concessions. Sans opérer aucune dénationalisation, l'Etat ouvrier remet à bail certaines mines, certains secteurs forestiers, certaines exploitations pétrolifères, etc..., à des capitalistes étrangers, afin de recevoir d'eux un supplément d'outillage et de machines lui permettant de hâter le rétablissement de la grande industrie soviétiste.

Le dédommagement accordé aux concessionnaires sous la forme d'un pourcentage prélevé sur des produits d'une haute valeur est, sans aucun doute, un tribut payé par l'Etat ouvrier à la bourgeoisie internationale. Sans dissimuler aucunement ce fait, nous devons nettement comprendre qu'il nous est avantageux de verser ce tribut, si par là nous obtenons plus rapidement le rétablissement de notre grande industrie et l'amélioration sérieuse du sort des ouvriers et des paysans.

VIII. — LES SUITES DE NOTRE POLITIQUE ALIMENTAIRE

La politique alimentaire de la Russie Soviétiste dans la période de 1917 à 1921 a été sans doute très grossière, très imparfaite, et a donné lieu à beaucoup d'abus. De nombreuses erreurs ont été commises dans sa mise en pratique, mais elle était la seule possible dans les conditions données, si nous la considérons dans son ensemble. Et elle a rempli sa mission historique: elle a sauvé la dictature polétarienne dans un pays ruiné et retardataire. C'est un fait indéniable qu'elle s'est progressivement perfectionnée. Dans la première année où notre pouvoir a été complet (1er août 1918 — 1er août 1919), l'Etat a rassemblé 110 millions de pouds de céréales. Dans la deuxième année, 220 millions; dans la troisième, plus de 285.

Munis aujourd'hui d'une expérience pratique, nous nous proposons de rassembler, et nous comptons y réussir, 400 millions de pouds (l'impôt alimentaire a été fixé à 240 millions). C'est seulement à la condition d'être effectivement détenteur d'un fonds alimentaire suffisant que l'Etat ouvrier sera en mesure de tenir solidement au point de vue économique; de garantir un rétablissement lent, mais régulier, de la grande industrie, et de constituer un système financier rationnel.

IX. — LA BASE MATERIELLE DU SOCIALISME ET LE PLAN D'ELECTRIFICATION DE LA RUSSIE

L'unique base matérielle que puisse avoir le socialisme est la grande industrie mécanique, capable de réorganiser l'agriculture elle-même. Mais on ne saurait se borner à cette proposition générale. Il faut la concrétiser. La grande industrie répondant au niveau de la technique moderne et capable de réorganiser l'agriculture, c'est l'électrification de tout le pays. Nous avons dû exécuter les travaux scientifiques préparatoires de ce plan d'électrification pour la R. S. F. S. R., et nous les avons exécutés. Avec la collaboration de plus de 200 des meilleurs sa-

vants, ingénieurs et agronomes de Russie, ce travail a été terminé, imprimé sous la forme d'un gros volume et approuvé dans son ensemble par le VIII[e] Congrès Panrusse des Soviets, en décembre 1920. Aujourd'hui, nous sommes déjà prêts à la convocation d'un Congrès Panrusse d'électro-techniciens, qui se rassemblera au mois d'août 1921 et qui examinera en détail ce travail, lequel recevra alors la sanction définitive de l'Etat. Les travaux d'électrification déclarés de première urgence s'étendent sur une durée de dix ans et exigeront 370 millions environ de journées de travail.

En 1918, nous avions seulement 8 stations électriques nouvellement construites. En 1919, ce chiffre s'est élevé à 36, et en 1920, à 100.

Si modestes que soient ces débuts pour notre immense pays, néanmoins le fondement est posé, le travail est commencé et avance de mieux en mieux. Le paysan russe, après la guerre impérialiste — à la suite de laquelle des millions de prisonniers se sont familiarisés en Allemagne avec la technique moderne perfectionnée —, après la dure, mais profitable expérience de trois années de guerre civile, n'est plus ce qu'il était autrefois. De mois en mois, il voit avec plus de clarté et plus d'évidence que seule la direction du prolétariat est capable d'arracher la masse des petits cultivateurs à l'esclavage du capital pour la conduire au socialisme.

X. — LE ROLE DE LA « DEMOCRATIE PURE » DES INTERNATIONALES II ET II ½ DES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES ET DES MENCHEVIKS EN TANT QU'ALLIES DU CAPITAL

La dictature du prolétariat ne signifie pas la cessation de la lutte de classes, mais bien sa continuation sous une forme nouvelle, avec des armes nouvelles. Aussi longtemps que subsistent les classes, aussi longtemps que la bourgeoisie, renversée dans un pays, décuple ses attaques contre le socialisme dans le monde entier, cette dictature est indispensable. La classe des petits propriétaires fonciers ne peut pas ne pas passer par une série de variations pendant l'époque de transition. Les difficultés de la situation transitoire, l'influence de la bourgeoisie, suscitent inévitablement, de temps à autre, des variations dans la mentalité de cette masse. C'est au prolétariat, affaibli et jusqu'à un certain point déclassé par la désorganisation de sa base vitale, la grande industrie mécanique, qu'incombe la tâche, très difficile et la plus grande de toutes historiquement, de tenir bon en dépit de ces variations et de mener à bon terme son œuvre, consistant à affranchir le travail du joug du capital.

La décomposition de la petite-bourgeoisie trouve son expression politique dans la politique des partis de la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire des partis des Internationales II et II ½, représentés en Russie par les « socialistes-révolutionnaires » et les menchéviks. Ces partis, qui ont aujourd'hui leurs états-majors et leurs journaux à l'étranger, font bloc avec toute la contre-révolution bourgeoise et sont ses fidèles serviteurs.

Les chefs intelligents de la grande bourgeoisie russe, Milioukov en

tête, le leader du parti cadet (« Constitutionnel-Démocrate »), ont apprécié avec une clarté, une exactitude et une franchise complètes le rôle ainsi joué par la démocratie petite-bourgeoise, c'est-à-dire les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks. A propos de la mutinerie de Cronstadt, qui a manifesté l'union des forces des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des gardes-blancs, Milioukov s'est prononcé en faveur de la devise: « Les Soviets sans les Bolchéviks ». Développant cette pensée, il a écrit: « Honneur et place libre » aux S.-R. et aux menchéviks (« Pravda », numéros 64 et 110 de 1921, cité par les « Posliednia Novosti » de Paris), car à eux incombe la tâche de faire le premier déplacement du pouvoir en s'écartant des bolchéviks. Milioukov, chef de la grande bourgeoisie, tient judicieusement compte des leçons fournies par toutes les révolutions, qui ont montré que la démocratie petite-bourgeoise est incapable de garder le pouvoir, puisqu'elle n'a jamais été qu'un masque pour la dictature de la grosse bourgeoisie et qu'un degré conduisant à l'autocratie de cette dernière.

La révolution prolétarienne de Russie confirme une fois de plus cette leçon des révolutions de 1789-1794 et de 1848-1849, et confirme aussi les paroles de Frédéric Engels, écrivant, le 11 décembre 1884, dans une lettre à Bebel: « La démocratie pure... au moment de la révolution, acquiert pour un temps limité une importance temporaire... en tant que dernière ancre de salut pour tout le système économique bourgeois et même féodal... En 1848, de mars à septembre, toute la masse féodale et bureaucratique n'a jamais cessé de soutenir les libéraux pour maintenir dans l'obéissance les masses révolutionnaires. Dans tous les cas, pendant la crise et au lendemain de la crise, notre unique adversaire sera toute la masse réactionnaire, groupée autour de la démocratie pure, et cette vérité, à mon avis, ne doit en aucun cas être perdue de vue » (publié en russe dans le journal « Le Travail Communiste », n° 360 du 9 juin 1921, dans l'article d'Adoratski, intitulé: « Marx et Engels sur la démocratie », et en allemand, dans le livre: Frédéric Engels « Testament politique », Berlin, 1920, Bibliothèque Internationale de la Jeunesse, n° 12, page 13).

Résolution sur la tactique du Parti Communiste de Russie

(Adoptée dans la XVII[e] Séance, le 5 juillet 1921)

Le troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste, après avoir entendu le discours du camarade Lénine sur la tactique du Parti Communiste de Russie, et après avoir pris connaissance des thèses qui y sont annexées, déclare:

Le troisième Congrès mondial de l'Internationale Communiste admire le prolétariat russe, qui a lutté pendant quatre ans pour la prise du pouvoir politique. Le Congrès approuve à l'unanimité la politique du Parti Communiste de Russie, qui, depuis le début, a reconnu en toute situation les dangers qui le menaçaient et qui, fidèle aux principes du marxisme révolutionnaire, toujours a su trouver moyen de les maîtriser, qui, aujourd'hui encore, après la fin encore incertaine de la guerre civile ouverte, concentre toujours, par sa politique envers la classe paysanne dans la question des concessions et la reconstruction de l'industrie, toutes les forces du prolétariat, dirigé par le Parti Communiste de Russie, en vue de garder la dictature du prolétariat en Russie jusqu'au moment où le prolétariat de l'Europe Occidentale lui viendra en aide.

Exprime sa conviction, que ce n'est que grâce à cette politique consciente et logique du Parti Communiste de Russie que la Russie Soviétiste est encore la première et la plus importante citadelle de la révolution mondiale, le Congrès blâme la politique de trahison des partis menchéviks, qui ont renforcé, grâce à leur opposition contre la Russie Soviétiste et contre la politique du Parti Communiste de Russie, la lutte de la réaction capitaliste contre la Russie, et qui tâchent de retarder la révolution sociale dans le monde entier.

Le Congrès mondial invite le prolétariat de tous les pays à se ranger du côté des ouvriers et des paysans russes pour réaliser la Révolution d'Octobre dans le monde entier.

Vive la lutte pour la dictature du prolétariat!

Vive la Révolution sociale mondiale!

Thèses sur l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale Rouge

LA LUTTE CONTRE L'INTERNATIONALE JAUNE D'AMSTERDAM

La bourgeoisie tient dans l'esclavage la classe ouvrière non seulement par la force brutale, mais aussi par les tromperies raffinées. L'école, l'église, le parlement, les arts, la littérature, la presse quotidienne sont autant de puissants instruments dont se sert la bourgeoisie pour abrutir les masses ouvrières et faire pénétrer les idées bourgeoises parmi le prolétariat.

Au nombre de ces idées bourgeoises que la classe dominante a réussi à insinuer aux masses laborieuses, se trouve l'idée de la neutralité des syndicats, de leur caractère apolitique, étranger à tout parti.

Depuis les dernières décades de l'histoire contemporaine et, en particulier, depuis la fin de la guerre impérialiste, dans toute l'Europe et en Amérique, les syndicats sont les organisations les plus nombreuses du prolétariat; dans certains Etats, ils embrassent même toute la classe ouvrière, sans exception. La bourgeoisie comprend parfaitement que le sort du régime capitaliste dépend aujourd'hui de l'attitude de ces syndicats à l'égard de l'influence bourgeoise universelle et de ses valets social-démocrates pour maintenir coûte que coûte les syndicats captifs des idées bourgeoises.

La bourgeoisie ne peut pas inviter ouvertement les syndicats ouvriers à soutenir les partis bourgeois. C'est pourquoi elle les invite à ne soutenir aucun parti, sans excepter le parti du Communisme révolutionnaire.

La devise de la « neutralité » ou de l' « apoliticisme » des syndicats a déjà derrière elle un long passé. Au cours de dizaines d'années, cette idée bourgeoise a été inoculée aux syndicats d'Angleterre, d'Allemagne, d'Amérique et des autres pays, par les chefs des syndicats bourgeois à la Hirsch-Dunker, et les dirigeants des syndicats cléricaux et chrétiens, autant que par les représentants des soi-disant syndicats libres d'Allemagne, les leaders des vieilles et pacifiques trade-unions anglaises et beaucoup d'autres partisans du syndicalisme. Leghien, Gompers, Jouhaux, Sidney Webb, pendant des années et des dizaines d'années, ont prêché aux syndicats la neutralité.

En réalité, les syndicats n'ont jamais été neutres et n'auraient jamais pu l'être, même s'ils l'avaient voulu. La neutralité des syndicats ne pourrait être que nuisible à la classe ouvrière, mais elle est même irréalisable. Dans le duel entre le travail et le capital, aucune grande organisation ouvrière ne peut demeurer neutre. Par conséquent, les

syndicats ne peuvent pas être neutres entre les partis bourgeois et le parti du prolétariat. Les leaders bourgeois s'en rendent parfaitement compte. Mais de même que la bourgeoisie a besoin que les masses croient à la vie éternelle, elle a besoin qu'on croie également que les syndicats peuvent être apolitiques et peuvent conserver la neutralité à l'égard du Parti Communiste des ouvriers. Pour que la bourgeoisie puisse continuer à dominer et à pressurer les ouvriers pour en tirer sa plus-value, elle n'a pas besoin seulement du prêtre, du policier, du général, il lui faut encore le bureaucrate syndical, «le leader ouvrier» qui prêche aux syndicats ouvriers la neutralité et l'indifférence dans la lutte politique.

Même avant la guerre impérialiste, la fausseté de cette idée de neutralité devenait de plus en plus évidente pour les prolétaires conscients d'Europe et d'Amérique. A mesure que les antagonismes sociaux s'exaspèrent, le mensonge devient encore plus frappant. Lorsque commença la boucherie impérialiste, les anciens chefs syndicaux se trouvèrent contraints de jeter le masque de la neutralité et de marcher franchement chacun avec « sa » bourgeoisie.

Pendant la guerre impérialiste, tous les social-démocrates et les syndicalistes, qui avaient passé des années à prêcher aux syndicats l'indifférence politique, lancèrent en réalité ces mêmes syndicats au service de la plus sanglante et de la plus vile politique des partis bourgeois. Eux, champions, hier, de la neutralité, on les voit agir maintenant comme les agents déclarés de tels partis politiques, sauf un seul: le parti de la classe ouvrière.

Après la fin de la guerre impérialiste, ces mêmes chefs social-démocrates et syndicalistes essayèrent de nouveau d'imposer aux syndicats le masque de la neutralité et de l'apoliticisme. Le danger militaire étant passé, ces agents de la bourgeoisie s'adaptent aux circonstances nouvelles et essaient, de plus, de faire dévier les ouvriers de la voie révolutionnaire dans celle qui est avantageuse à la bourgeoisie.

L'économie et la politique ont toujours été indissolublement liées l'une à l'autre. Ce lien est particulièrement indissoluble à des époques comme celle que nous traversons. Il n'est pas une seule qustion importante de la vie politique qui ne doive intéresser à la fois le parti ouvrier et le syndicat ouvrier. Inversement, il n'est pas une question économique importante qui puisse intéresser le syndicat sans intéresser à la fois le parti ouvrier.

Lorsqu'en France, le gouvernement impérialiste décrète la mobilisation de certaines classes pour occuper le bassin de la Ruhr ou pour opprimer l'Allemagne en général, un syndicat français réellement prolétarien peut-il dire que c'est là une question strictement politique qui ne doive pas intéresser les syndicats? Un syndicat français véritablement révolutionnaire peut-il se déclarer « neutre » ou « politique » dans cette question?

Ou bien si, inversement, en Angleterre, il se produit un mouvement purement économique, comme la dernière grève des mineurs, le Parti Communiste a-t-il le droit de dire que cette question ne le concerne pas et intéresse uniquement les syndicats? Lorsque la lutte est engagée contre la misère et la pauvreté endurées par des millions de sans-travail, lorsqu'on est obligé de poser pratiquement la question de

la réquisition des logements bourgeois pour soulager les besoins du prolétariat, lorsque des masses de plus en plus nombreuses d'ouvriers sont contraintes, par la vie même, de mettre à l'ordre du jour l'armement du prolétariat, lorsque, dans un pays ou un autre, les ouvriers organisent l'occupation des fabriques et des usines, — dire que les syndicats ne doivent pas se mêler de la lutte politique ou doivent être « neutres » entre tous les partis, c'est, en réalité, se mettre au service de la bourgeoisie.

Malgré toute la diversité de leurs dénominations, les partis politiques d'Europe et d'Amérique peuvent être divisés en trois grands groupes: *a*) les partis de la bourgeoisie; *b*) les partis de la petite-bourgeoisie (surtout les social-démocrates); *c*) le parti du prolétariat (les Communistes). Les syndicats qui se proclament « apolitiques » et « neutres » à l'égard de ces trois groupes ne font, en réalité, qu'aider les partis de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie.

II

L'Association syndicale d'Amsterdam est une organisation où se rencontrent et se donnent la main les Internationales II et II ½. Cette organisation est considérée avec espoir et sollicitude par toute la bourgeoisie mondiale. La grande idée de l'Internationale syndicale d'Amsterdam, pour le moment, c'est la neutralité des syndicats. Ce n'est pas par hasard que cette devise sert à la bougeoisie, et à ses valets social-démocrates ou syndicalistes de droite, de moyen pour essayer de rassembler de nouveau les masses ouvrières d'Occident et d'Amérique. Tandis que la Seconde Internationale politique, en passant ouvertement du côté de la bourgeoisie, a fait lamentablement faillite, l'Internationale d'Amsterdam, en essayant à nouveau de se couvrir de l'idée de la neutralité, a encore quelque succès.

Sous le pavillon de la « neutralité », l'Internationale syndicale d'Amsterdam prend sur elle les commissions les plus difficiles et les plus sales de la bourgeoisie: étrangler la grève des mineurs en Angleterre (comme a accepté de le faire le fameux J.-H. Thomas, qui est en même temps président de la IIe Internationale et un des leaders les plus en vue de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam), abaisser les salaires, organiser le pillage systématique des ouvriers allemands pour les péchés de Guillaume et de la bourgeoisie impérialiste allemande. Leipart et Grassmann, Wissel et Bauer, Robert Schmidt et J.-H. Thomas, Albert Thomas et Jouhaux, Daszynski et Zulavski — tous, ils se sont partagé les rôles: les uns, anciens chefs syndicaux, participent aujourd'hui aux gouvernements bourgeois en qualité de ministres, de commissaires gouvernementaux ou de fonctionnaires quelconques, tandis que les autres, entièrement solidaires des premiers, restent à la tête de l'Internationale Syndicale d'Amsterdam pour prêcher aux ouvriers syndiqués la neutralité politique.

L'International Syndicale d'Amsterdam est actuellement le principal appui du capital mondial. Il est impossible de combattre victorieusement cette forteresse du capitalisme si on n'a pas compris auparavant la nécessité de combattre l'idée mensongère de l'apoliticisme et de la neutralité des syndicats. Afin d'avoir une arme convenable pour combattre l'Internationale Jaune d'Amsterdam, il faut avant tout établir

des relations mutuelles claires et précises entre le parti et les syndicats dans chaque pays.

III

Le Parti Communiste est l'avant-garde du prolétariat, l'avant-garde qui a reconnu parfaitement les voies et moyens pour libérer le prolétariat du joug capitaliste et qui, pour cette raison, a accepté consciemment le programme communiste.

Les syndicats sont une organisation plus massive du prolétariat, tendant de plus en plus à embrasser, sans exception, tous les ouvriers de chaque branche d'industrie et à faire entrer dans leurs rangs non seulement des communistes conscients, mais aussi des catégories intermédiaires et même tout à fait retardataires de travailleurs, qui apprennent seulement peu à peu et par l'expérience de la vie le Communisme.

Le rôle des syndicats, dans la période qui précède le combat du prolétariat pour la mainmise sur le pouvoir, dans la période de ce combat et, ensuite, après la conquête, diffère sous bien des rapports, mais toujours, avant, pendant et après, les syndicats demeurent une organisation plus vaste, plus massive, plus générale que le parti, et, par rapport à ce dernier, ils jouent jusqu'à un certain point le rôle de la circonférence par rapport au centre.

Avant la conquête du pouvoir, les syndicats véritablement prolétariens organisent les ouvriers, principalement sur le terrain économique, pour la conquête des améliorations qui sont possibles, avant le complet renversement du capitalisme, mais mettent au premier plan de toute leur activité, l'organisation de la lutte des masses prolétariennes contre le capitalisme en vue de la révolution prolétarienne.

Pendant la révolution prolétarienne, les syndicats véritablement révolutionnaires, la main dans la main avec le parti, organisent les masses pour faire l'assaut des forteresses du capital et se chargent du premier travail d'organisation de la production socialiste.

Après la conquête et l'affermissement du pouvoir prolétarien, l'action des syndicats se transporte surtout dans le domaine de l'organisation économique, et ils consacrent presque toutes leurs forces à la construction de l'édifice économique sur les bases socialistes, devenant ainsi une véritable école pratique de Communisme.

Pendant ces trois stades de la lutte du prolétariat, les syndicats doivent soutenir son avant-garde, le parti communiste, qui dirige la lutte prolétarienne dans toutes ses étapes. A cet effet, les Communistes et les éléments sympathisants doivent constituer à l'intérieur des syndicats des groupements communistes entièrement subordonnés au Parti Communiste dans son ensemble.

La tactique de former des groupements communistes dans chaque syndicat, formulée par le IIe Congrès Universel de l'Internationale Communiste, s'est vérifiée entièrement pendant l'année écoulée et a donné des résultats considérables en Allemagne, en Angleterre, en France, en Italie et dans beaucoup d'autres pays. Si, par exemple, des groupes importants d'ouvriers, peu endurcis et insuffisamment expérimentés en politique, sortent des syndicats social-démocrates libres d'Allemagne, parce qu'ils ont perdu tout espoir d'obtenir un avantage immédiat de leur participation à ces syndicats libres, cela ne doit en aucun cas chan-

ger l'attitude de principe de l'Internationale Communiste à l'égard de la participation communiste au mouvement professionnel. Le devoir des Communistes est d'expliquer à tous les prolétaires que le salut ne consiste pas à sortir des anciens syndicats pour en créer de nouveaux ou pour se disperser en une poussière d'hommes inorganisés, mais à révolutionner les syndicats, à en chasser l'esprit réformiste et les leaders opportunistes et traîtres, pour en faire une arme active du prolétariat révolutionnaire.

IV

Pendant la prochaine période, la tâche capitale de tous les Communistes est de travailler avec énergie, avec persévérance, avec acharnement à conquérir la majorité des syndiqués; les Communistes ne doivent, en aucun cas, se laisser décourager par les tendances réactionnaires qui se manifestent en ce moment dans le mouvement syndical, mais s'appliquer par la participation la plus active à tous les combats journaliers, à conquérir les syndicats au Communisme, malgré tous les obstacles et toutes les oppositions.

La meilleure mesure de la force d'un parti communiste, c'est l'influence réelle qu'il exerce sur les masses des ouvriers syndiqués. Le parti doit savoir exercer l'influence la plus décisive sur les syndicats sans les soumettre à la moindre tutelle. Le parti a des noyaux communistes dans tels et tels syndicats, mais le syndicat lui-même ne lui est pas soumis. Ce n'est que par un travail continuel, soutenu et dévoué des noyaux communistes au sein des syndicats que le parti peut arriver à créer un état de choses où tous les syndicats suivront volontiers avec joie les conseils du parti.

Un excellent processus de fermentation se remarque en ce moment dans les syndicats français. Les ouvriers se remettent enfin de la crise du mouvement ouvrier et apprennent aujourd'hui à condamner la trahison des socialistes et des syndicalistes réformistes.

Les syndicalistes révolutionnaires sont encore imbus dans une certaine mesure de préjugés contre l'action politique et contre l'idée du parti politique prolétarien. Ils professent la neutralité politique telle qu'elle a été exprimée, en 1906, dans la Charte d'Amiens. La position confuse et fausse de ces éléments syndicalistes-révolutionnaires implique le plus grand danger pour le mouvement. Si elle obtenait la majorité, cette tendance ne saurait qu'en faire et resterait impuissante en face des agents du capital, des Jouhaux et des Dumoulin.

Les syndicalistes-révolutionnaires français n'auront pas de ligne de conduite ferme tant que le Parti Communiste n'en aura pas non plus. Le Parti Communiste Français doit s'appliquer à amener une collaboration amicale avec les meilleurs éléments du syndicalisme révolutionnaire. Il ne doit cependant compter, en premier lieu, que sur ses propres militants, il doit former des noyaux partout où il y a trois communistes. Le parti doit entreprendre une campagne contre la neutralité. De la façon la plus amicale, mais aussi la plus résolue, le parti doit souligner les défauts de l'attitude du syndicalisme révolutionnaire. Ce n'est que de cette façon qu'on peut révolutionner le mouvement syndical en France et établir sa collaboration étroite avec le parti.

En Italie, nous avons une situation singulière: la masse des ouvriers syndiqués y est animée d'un esprit révolutionnaire, mais la di-

rection de la Confédération du Travail est entre les mains de réformistes et de centristes déclarés, qui sont de tout cœur avec Amsterdam. La première tâche des communistes italiens est d'organiser une action quotidienne acharnée et persévérante au sein des syndicats et de s'appliquer systématiquement et patiemment à dévoiler le caractère équivoque et irrésolu des dirigeants, afin de leur arracher les syndicats.

Les tâches qui incombent aux communistes italiens envers les éléments révolutionnaires syndicalistes d'Italie sont, en général, les mêmes que celles des communistes français.

En Espagne, nous avons un mouvement syndical puissant, révolutionnaire, mais pas encore tout à fait conscient de ses buts, et nous y avons en même temps un parti communiste encore jeune et relativement faible. Etant donnée cette situation, le parti doit tendre à s'affermir dans les syndicats, le parti doit leur venir en aide par ses conseils et par son action, il doit éclairer le mouvement syndical et s'attacher à lui par des liens amicaux en vue de l'organisation commune de tous les combats.

Des événements de la plus grande importance se développent dans le mouvement syndical anglais, qui se révolutionnarise très rapidement. Le mouvement de masses s'y développe. Les anciens chefs des syndicats perdent très rapidement leurs positions. Le parti doit faire les plus grands efforts pour s'affermir dans les grands syndicats, tels que la Fédération des Mineurs, etc. Tout membre du parti doit militer dans quelque syndicat et doit, par un travail organique, persévérant et actif, l'orienter vers le communisme. Rien ne doit être négligé en vue d'établir la liaison la plus étroite avec les masses.

En Amérique, nous remarquons le même développement, mais un peu plus lent. En aucun cas, les communistes ne doivent se borner à quitter la Fédération du Travail, organisme réactionnaire: ils doivent, au contraire, mettre tout en œuvre pour pénétrer dans les anciennes unions et les révolutionnariser. Il importe nécessairement de collaborer avec les meilleurs éléments des I. W. W., mais cette collaboration n'exclut pas la lutte contre leurs préjugés.

Un puissant mouvement syndical se développe spontanément au Japon, mais il manque encore de direction claire. La tâche principale des éléments communistes du Japon est de soutenir ce mouvement et d'exercer sur lui une influence marxiste.

En Tchéco-Slovaquie, notre parti a pour lui la majorité de la classe ouvrière, tandis que le mouvement syndical demeure encore en grande partie entre les mains des social-patriotes et des centristes et, en outre, est scindé par nationalités. C'est là le résultat du manque d'organisation et de clarté de la part des syndiqués, même animés de l'esprit révolutionnaire. Le parti doit tout faire pour mettre fin à cet état de choses et conquérir le mouvement syndical au communisme. Pour atteindre ce but, il est absolument indispensable de créer des noyaux communistes, de même qu'une commission syndicale communiste centrale et commune pour toutes les nations. Il faut pour cela travailler énergiquement à fusionner en un tout unique les différentes unions scindées par nations.

En Autriche et en Belgique, les social-patriotes ont su prendre avec habileté et fermeté la direction du mouvement syndical, qui, dans ces

pays, est le principal enjeu de combat. C'est dans cette direction que les communistes doivent donc porter leur attention.

En Norwège, le parti, qui a pour lui la majorité des ouvriers, doit prendre plus sûrement entre les mains le mouvement syndical et écarter les éléments dirigeants centristes.

En Suède, le parti a à combattre non seulement le réformisme, mais encore le courant petit-bourgeois qui existe dans le socialisme, et doit appliquer à cette action toute son énergie.

En Allemagne, le parti est en excellente voie pour conquérir graduellement les syndicats. Aucune concession ne peut être faite à ceux qui préconisent la sortie des syndicats. Elle ferait le jeu des social-patriotes. Aux tentatives pour exclure les communistes, il importe d'opposer une résistance rigoureuse et opiniâtre; les plus grands efforts doivent être faits pour conquérir la majorité dans les syndicats.

V

Toutes ces considérations déterminent les rapports qui doivent exister entre l'Internationale Communiste, d'une part, et l'Internationale Syndicale Rouge, d'autre part.

L'Internationale Communiste ne doit pas diriger seulement la lutte politique du prolétariat au sens étroit du mot, mais encore toute sa campagne libératrice, quelque forme qu'elle prenne. L'Internationale Communiste ne peut pas être seulement la somme arithmétique des Comités Centraux des partis communistes des différents pays. L'Internationale Communiste doit inspirer et coordonner l'action et les combats de toutes les organisations prolétariennes, aussi bien professionnelles, coopératives, soviétistes, éducatives, etc., que strictement politiques.

L'Internationale Syndicale Rouge, différant en cela de l'Internationale Jaune d'Amsterdam, ne peut en aucun cas accepter le point de vue de la neutralité. Une organisation qui voudrait être neutre, en face des Internationales II, II ½ et III, serait inévitablement un jouet entre les mains de la bourgeoisie. Le programme d'action de l'Internationale Syndicale Rouge, qui est exposé ci-dessous et que le III[e] Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose à l'attention du I[er] Congrès Universel des Syndicats Rouges, sera défendu en réalité uniquement par les partis communistes, uniquement par l'Internationale Communiste. Pour cette seule raison, pour insuffler l'esprit révolutionnaire dans le mouvement professionnel de chaque pays, pour exécuter loyalement leur nouvelle tâche révolutionnaire, les syndicats rouges de chaque pays seront obligés de travailler la main dans la main, en contact étroit avec le parti communiste de ce même pays, et l'Internationale Syndicale Rouge devra, dans chaque pays, coordonner son action avec celle de l'Internationale Communiste.

Les préjugés de neutralité, d'indépendance, d'apoliticisme, d'indifférence aux partis, qui sont le péché de bien des syndicalistes révolutionnaires loyaux de France, d'Espagne, d'Italie et de quelques autres pays, ne sont objectivement rien d'autre qu'un tribut payé aux idées bourgeoises. Les syndicats rouges ne peuvent pas triompher d'Amsterdam, ne peuvent pas, par conséquent, triompher du capitalisme, sans rompre, une fois pour toutes, avec cette idée bourgeoise d'indépendance et de neutralité.

Du point de vue de l'économie des forces et de la concentration plus parfaite des coups, la situation idéale serait la constitution d'une Internationale prolétarienne unique, groupant à la fois les partis politiques et toutes les autres formes d'organisation ouvrière. Il ne fait pas de doute que l'avenir appartient à ce type d'organisation. Mais au moment actuel de transition, avec la variété et la diversité des syndicats, dans les différents pays, il faut constituer une union autonome de syndicats rouges acceptant dans l'ensemble le programme de l'Internationale Communiste, mais d'une façon plus libre que les partis politiques appartenant à cette Internationale.

L'Internationale Syndicale Rouge, qui sera organisée sur ces bases, aura droit à tout le soutien du III[e] Congrès Universel de l'Internationale Communiste. Pour établir une liaison plus étroite entre l'Internationale Communiste et l'Internationale Rouge des Syndicats, le III[e] Congrès Universel de l'Internationale Communiste propose une représentation mutuelle permanente de trois membres de l'Internationale Communiste dans le Comité Exécutif de l'Internationale Syndicale Rouge, et inversement.

Le programme d'action des Syndicats Rouges, d'après l'avis de l'Internationale Communiste, est approximativement le suivant:

PROGRAMME D'ACTION

1. La crise aiguë qui sévit dans l'économie du monde entier, la chute catastrophique des prix de gros, la surproduction coïncidant de fait avec la disette des marchandises, la politique agressive de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière, une tendance obstinée à abaisser les salaires et à ramener la classe ouvrière à plusieurs dizaines d'années en arrière, l'irritation des masses qui se développe sur ce terrain, d'une part, et l'impuissance des vieux syndicats ouvriers et de leurs méthodes, d'autre part, — tous ces faits imposent aux syndicats révolutionnaires de tous les pays des tâches nouvelles. De nouvelles méthodes de lutte économique en rapport avec la période de désagrégation capitaliste sont nécessaires: il faut que les syndicats ouvriers adoptent une politique économique agressive, pour rejeter l'offensive du capital, fortifier les anciennes positions et passer à l'offensive.

2. L'action directe des masses révolutionnaires et de leurs organisations contre le capital constitue la base de la tactique syndicale. Toutes les conquêtes des ouvriers sont en rapport direct avec l'action directe et la pression révolutionnaire des masses. Par l'expression d'action directe, il faut comprendre toutes sortes de pressions directes exercées par les ouvriers sur les patrons et sur l'Etat; à savoir: boycottage, grèves, action dans les rues, démonstrations, occupation des usines, opposition violente à la sortie des produits de ces entreprises, soulèvement armé et autres actions révolutionnaires propres à unir la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme. La tâche des syndicats révolutionnaires consiste donc à faire de l'action directe un moyen d'éduquer et de préparer les masses ouvrières pour la lutte pour la révolution sociale et pour la dictature du prolétariat.

3. Ces dernières années de lutte ont montré avec une particu-

lière évidence toute la faiblesse des unions étroitement professionnelles. L'adhésion simultanée des ouvriers d'une entreprise à plusieurs syndicats les affaiblit pendant la lutte. Il faut passer, et ce doit être là le point initial d'une lutte incessante — de l'organisation purement professionnelle à l'organisation par industries: « Une entreprise — un syndicat », tel est le mot d'ordre dans le domaine de la structure syndicale. Il faut tendre à la fusion des syndicats similaires par la voie révolutionnaire en posant la question directement devant les syndiqués des fabriques et entreprises, en élevant plus tard le débat jusqu'aux conférences locales et régionales et aux congrès nationaux.

4. Chaque fabrique, chaque usine doit devenir un bastion, une forteresse de la révolution. L'ancienne forme de liaison entre les syndiqués et leur syndicat (délégués d'ateliers recevant les cotisations, représentants, personnes de confiance, etc.) doit être remplacée par la création de comités de fabriques et d'usines. Ceux-ci doivent être élus par tous les ouvriers de l'entreprise, à quelque syndicat qu'ils appartiennent, quelles que soient les convictions politiques qu'ils professent. La tâche des partisans de l'Internationale Syndicale Rouge est d'entraîner tous les ouvriers de l'entreprise à prendre part à l'élection de leur organe représentatif. Les tentatives pour faire élire les comités de fabriques et d'usines, rien que par des camarades d'une unique direction politique, ont pour résultat d'éloigner les masses « sans parti »; c'est pourquoi ces tentatives doivent être catégoriquement condamnées. Ce serait là un noyau et non un comité de fabrique. La partie révolutionnaire doit réagir et influer, par l'intermédiaire des noyaux, des comités d'action et de ses simples membres, sur l'assemblée générale et sur le comité de fabrique élu.

5. La première tâche qu'il faut proposer aux ouvriers et aux comités de fabriques et d'usines — est d'exiger l'entretien, aux frais de l'établissement, des ouvriers congédiés par suite du manque de travail. On ne doit tolérer dans aucun cas que les ouvriers soient jetés à la rue sans que l'établissement s'occupe d'eux. Le patron doit verser à ses chômeurs leur salaire complet: Voilà l'exigence autour de laquelle il faut organiser non seulement les chômeurs, mais surtout les ouvriers travaillant dans l'entreprise, en leur expliquant en même temps que la question du chômage ne peut être résolue dans le cadre capitaliste et que le meilleur remède contre le chômage, c'est la révolution sociale et la dictature du prolétariat.

6. La fermeture des entreprises et le chômage partiel sont actuellement, dans la plupart des cas, un moyen d'épurer les usines de leurs éléments suspects, ce sont aujourd'hui les moyens les plus importants entre les mains de la bourgeoisie pour forcer les ouvriers d'accepter les diminutions de salaires, l'augmentation des heures de travail et l'abolition des contrats collectifs de travail. Le système des lock-outs prend de plus en plus la forme d'une « action directe » des capitalistes contre les masses ouvrières organisées. Aussi la lutte doit-elle se faire contre la fermeture des entreprises, et les ouvriers doivent se livrer à une enquête sur les causes de cette fermeture. Il faut créer, à cet effet, des Commissions spéciales de contrôle sur les

matières premières, le combustible, les commandes, obtenir une vérification effective de la quantité disponible de matières premières, de matériaux nécessaires à la production et de ressources financières déposées dans les banques. Les Commissions de contrôle spécialement élues, doivent étudier de la façon la plus attentive les rapports financiers entre l'entreprise en question et les autres entreprises, et la suppression du secret commercial doit être proposée aux ouvriers comme une tâche pratique.

7. L'un des moyens d'empêcher la fermeture en masse des entreprises dans un but de diminution des salaires et d'aggravation des conditions du travail peut être l'occupation de la fabrique ou de l'usine et la continuation de la production en dépit du patron.

En présence de la disette de marchandises actuelle, il est particulièrement important d'empêcher tout arrêt dans la production, aussi les ouvriers ne doivent-ils pas tolérer une fermeture préméditée des fabriques et usines. Suivant les conditions locales, les conditions de la production, la situation politique, et l'intensité de la lutte sociale, la mainmise sur les entreprises peut et doit être accompagnée encore d'autres méthodes d'action contre le capital. La gestion de l'entreprise saisie doit être remise entre les mains du Comité de fabrique ou d'usine et du représentant spécialement désigné par le syndicat.

8. La lutte économique doit être livrée sous les mots d'ordre de l'augmentation des salaires et de l'amélioration des conditions du travail, qui doivent être portés à un niveau sensiblement supérieur à celui d'avant-guerre. Les tentatives pour ramener les ouvriers aux conditions de travail d'avant-guerre doivent être repoussées de la façon la plus décisive et la plus révolutionnaire. La guerre a eu pour résultat l'épuisement de la classe ouvrière, aussi l'amélioration des conditions de travail est-elle une condition indispensable pour réparer cette perte de forces. Les allégations des capitalistes, qui mettent en cause la concurrence étrangère, ne doivent aucunement être prises en considération: les syndicats révolutionnaires ne doivent pas aborder les questions de salaires et de conditions de travail du point de vue de la concurrence entre les profiteurs des différentes nations, ils doivent se placer au point de vue de la conservation et de la protection de la force de travail.

9. Si la tactique réductrice des capitalistes coïncide avec une crise économique dans le pays, le devoir des syndicats révolutionnaires est de ne pas se laisser battre par détachements séparés. Dès le début, il faut entraîner dans la lutte les ouvriers des établissements d'utilité publique (mineurs, cheminots, électriciens, ouvriers du gaz, etc.), pour que la lutte contre l'offensive du capital touche, dès le début, les nœuds nerveux de l'organisme économique. Ici toutes les formes de résistance sont nécessaires et conformes au but, depuis la grève partielle, intermittente, jusqu'à la grève générale s'étendant à quelque grosse industrie sur un plan national.

10. Les syndicats doivent se proposer comme une tâche pratique actuelle la préparation et l'organisation d'actions internationales par industries. L'arrêt des transports ou de l'extraction de la houille, réa-

lisé sur un plan international, est un puissant moyen de lutte contre les tentatives réactionnaires de la bourgeoisie de tous les pays.

Les syndicats doivent suivre avec attention la conjoncture mondiale pour choisir le moment le plus propice à leur offensive économique; ils ne doivent pas oublier un seul instant ce fait, qu'une action internationale ne sera possible que si des syndicats révolutionnaires sont créés, syndicats qui ne doivent rien avoir de commun avec l'Internationale Jaune d'Amsterdam.

11. La foi dans la valeur absolue des contrats collectifs, propagée par les opportunistes de tous les pays, doit rencontrer la résistance âpre et décidée du mouvement syndical révolutionnaire. Le contrat collectif n'est qu'un armistice. Les patrons brisent les contrats collectifs toutes les fois qu'ils en ont la moindre possibilité. Un respect religieux à l'égard des contrats collectifs témoigne de la profonde pénétration de l'idéologie bourgeoise dans la tête des chefs de la classe ouvrière. Les syndicats révolutionnaires ne doivent pas renoncer aux contrats collectifs, mais ils doivent se rendre compte de leur valeur relative, ils doivent toujours envisager nettement la méthode à suivre pour rompre ces contrats toutes les fois que cela est avantageux pour la classe ouvrière.

12. La lutte des organisations ouvrières contre le patron individuel et collectif doit être adaptée aux conditions nationales et locales, et utilisée pour toute l'expérience de la lutte libératrice de la classe ouvrière. Aussi toute grève importante ne doit pas seulement être bien organisée, les ouvriers doivent, dès son début, créer des cadres spéciaux pour combattre les briseurs de grève et pour s'opposer à l'offensive provocatrice des organisations blanches de toutes nuances appuyées par les Etats bourgeois. Les fascistes, en Italie, l'aide technique en Allemagne, les ligues civiques formées d'anciens officiers et sous-officiers en France et en Angleterre — toutes ces organisations ont pour but la démoralisation, la défaite de toute action ouvrière, une défaite qui se réduirait non pas à un simple remplacement des grévistes, mais à la débâcle matérielle de leur organisation et au massacre des chefs du mouvement. Dans ces conditions, l'organisation de bataillons de grèves spéciaux, de détachements spéciaux de défense ouvrière, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière.

13. Les organisations de combat ainsi créées ne doivent pas se borner à combattre les organisations des patrons et des briseurs de grèves, elles doivent se charger d'arrêter tous les colis et marchandises expédiés à destination de l'usine en grève par d'autres entreprises et s'opposer au transfert des commandes à d'autres usines et d'autres entreprises. Les syndicats des ouvriers des transports sont appelés à jouer sous ce rapport un rôle particulièrement important: à eux incombe la tâche d'entraver le transport des marchandises, ce qui ne saurait être réalisé sans l'aide unanime de tous les ouvriers de la région.

14. Toute la lutte économique de la classe ouvrière, au cours de la période qui vient, doit se concentrer autour du mot d'ordre du contrôle ouvrier sur la production, ce contrôle devant être réalisé sans

attendre que le gouvernement ou les classes dominantes aient inventé quelque succédané de contrôle. Il faut combattre violemment toutes les tentatives des classes dominantes et des réformistes pour créer des associations paritaires, des commissions paritaires et un strict contrôle sur la production doit être réalisé; alors seulement, il donnera des résultats déterminés. Les syndicats révolutionnaires doivent combattre résolument le chantage et l'escroquerie exercés au nom de la socialisation par des chefs des vieux syndicats avec le concours des classes dominantes. Tout le verbiage de ces messieurs à propos de la socialisation pacifique poursuit ce but unique de détourner les ouvriers des actes révolutionnaires et de la révolution sociale.

15. Pour distraire l'attention des ouvriers de leurs tâches immédiates et éveiller en eux des velléités petites-bourgeoises, on met en avant l'idée de la participation des ouvriers aux bénéfices, c'est-à-dire de la restitution aux ouvriers d'une faible partie de la plus-value créée par eux; ce mot d'ordre de perversion ouvrière doit recevoir sa critique sévère et implacable. « Pas de participation aux bénéfices, la destruction des bénéfices capitalistes », tel est le mot d'ordre des syndicats révolutionnaires.

16. Pour entraver ou briser la force combative de la classe ouvrière, les Etats bourgeois ont profité de la possibilité de militariser provisoirement certaines usines ou des branches entières d'industrie sous prétexte de protéger les industries d'importance vitale. Alléguant la nécessité de se préserver autant que possible contre des perturbations économiques, les Etats bourgeois introduisirent, pour protéger le Capital, des cours d'arbitrage et des commissions de conciliation obligatoires. C'est aussi dans l'intérêt du Capital et pour faire retomber entièrement sur les ouvriers le poids des charges de la guerre qu'on introduisit un nouveau système de perception des impôts; ceux-ci sont retenus sur le salaire de l'ouvrier par le patron, qui joue ainsi le rôle de percepteur. Les syndicats doivent mener une lutte des plus opiniâtres contre ces mesures gouvernementales ne servant qu'aux intérêts de la classe capitaliste.

17. Les syndicats révolutionnaires, qui luttent pour améliorer les conditions du travail, élever le niveau de subsistance des masses, établir le contrôle ouvrier, doivent constamment se rendre compte que, dans le cadre du capitalisme, tous ces problèmes ne sauraient être résolus; aussi doivent-ils, tout en arrachant pas à pas des concessions aux classes dominantes, tout en les obligeant à appliquer la législation sociale, mettre clairement les masses ouvrières en face de ce fait que seul le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat sont capables de résoudre la question sociale. Aussi, pas une action partielle, pas une grève partielle ni le moindre conflit ne doivent passer sans laisser de traces à ce point de vue. Les syndicats révolutionnaires doivent généraliser ces conflits en élevant constamment la mentalité des masses ouvrières jusqu'à la nécessité et à l'inéluctabilité de la révolution sociale et de la dictature du prolétariat.

18. Toute lutte économique est une lutte politique, c'est-à-dire une lutte menée par toute une classe. Dans ces conditions, si consi-

dérables que soient les couches ouvrières embrassées par la lutte, celle-ci ne peut être réellement révolutionnaire, elle ne peut être réalisée avec le maximum d'utilité pour la classe ouvrière dans son ensemble que si les syndicats révolutionnaires marchent la main dans la main, en une union et collaboration étroites, avec le Parti Communiste du pays. La théorie et la pratique de la division de l'action de la classe ouvrière en deux moitiés autonomes est très pernicieuse, surtout dans le moment révolutionnaire actuel. Cette action exige un maximum de concentration des forces, qui n'est rendue possible que par la plus grande tension de toute l'énergie révolutionnaire de la classe ouvrière, c'est-à-dire de tous les éléments communistes et révolutionnaires. Des actions isolées du Parti Communiste et des syndicats révolutionnaires de classe sont, d'avance, vouées à l'insuccès et à la débâcle. C'est pourquoi l'unité d'action, une liaison organique entre les Partis Communistes et les syndicats ouvriers, constituent la condition préalable du succès dans la lutte contre le capitalisme.

Thèses sur l'action des Communistes dans les coopératives

(Adoptées dans la Xe Séance, le 10 juillet 1921)

1. A l'époque de la révolution prolétarienne, les coopératives révolutionnaires doivent se proposer deux buts: *a*) aider les travailleurs dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique; *b*) là où ce pouvoir est déjà conquis, aider les travailleurs à organiser la société socialiste.

2. Les anciennes coopératives marchaient dans la voie du réformisme et évitaient de toute façon la lutte révolutionnaire sous toutes ses formes. Elles prêchaient l'idée d'une entrée graduelle dans le « socialisme » sans passer par la dictature du prolétariat.

Les anciennes coopératives prêchent la neutralité politique, alors qu'en réalité elles cachent sous cette enseigne leur subordination à la politique de la bourgeoisie impérialiste.

Leur internationalisme n'existe qu'en paroles. En réalité, elles substituent à la solidarité internationale des travailleurs la collaboration de la classe ouvrière avec la bourgeoisie de chaque pays.

Par toute cette politique, les anciennes coopératives, loin de concourir au développement de la révolution, l'entravent et, loin d'aider le prolétariat dans sa lutte, le gênent.

3. Les plus convenables pour cela sont les coopératives de consommation. Mais même parmi ces dernières, il en est beaucoup qui groupent des éléments bourgeois. Ces coopératives ne seront jamais du côté du prolétariat dans sa lutte révolutionnaire. Seule la coopération ouvrière dans les villes et dans les campagnes peut avoir ce caractère.

4. Les divers genres et formes de coopératives ne peuvent servir, dans la même mesure, aux buts révolutionnaires du prolétariat.

5. La tâche des communistes dans le mouvement coopératif consiste en ce qui suit: *a*) Propager les idées communistes; *b*) Faire de la coopération un instrument de lutte de classe pour la révolution, sans détacher les diverses coopératives de leur groupement central.

Dans toutes les coopératives, les communistes doivent être organisés en fractions constituées, se proposant de former dans chaque pays un centre de la coopération communiste.

Ces groupements et leur centre doivent avoir une liaison étroite avec le Parti Communiste et ses représentants dans la coopération. Le centre doit également élaborer les principes de la tactique communiste dans le mouvement coopératif national, diriger et organiser ce mouvement.

6. Les buts pratiques que doit actuellement se proposer la coopération révolutionnaire d'Occident apparaîtront entièrement au cours

du travail. Mais dès maintenant, on peut indiquer certains d'entre eux:

a) Propager, par l'écrit et par la parole, les idées communistes, mener campagne pour affranchir les coopératives de la direction et de l'influence de la bourgeoisie et des opportunistes;

b) Rapprocher les coopératives des partis communistes, des syndicats révolutionnaires. Faire participer les coopératives, directement et indirectement, à la lutte politique, en prenant part aux démonstrations et aux campagnes politiques du prolétariat. Soutenir matériellement les partis communistes et leur presse. Soutenir matériellement les ouvriers en grève ou victimes de lock-out;

c) Combattre la politique impérialiste de la bourgeoisie, et en particulier l'intervention dans les affaires de la Russie Soviétiste et des autres pays;

d) Créer des relations non seulement de pensée, d'organisation, mais encore d'affaires, entre les coopératives ouvrières des différents pays;

e) Réclamer la conclusion immédiate de traités de commerce et l'engagement de relations commerciales avec la Russie et les autres républiques soviétistes;

f) Participer le plus largement possible aux échanges commerciaux avec ces républiques;

g) Participer à l'exploitation des richesses naturelles des républiques soviétistes en se chargeant de concessions sur leur territoire.

7. Après le triomphe de la révolution prolétarienne, les coopératives doivent prendre leur plein développement.

Déja l'exemple de la Russie Soviétiste permet d'esquisser certains traits caractéristiques:

a) Les coopératives de consommation devront se charger de la répartition des produits d'après les plans du gouvernement prolétarien. Cette fonction donnera aux coopératives un essor inouï inconnu jusqu'à ce jour;

b) Les coopératives doivent servir de lien organique entre les exploitations isolées des petits producteurs (paysans et artisans) et les services économiques de l'Etat prolétarien. Ces derniers, par l'intermédiaire des coopératives, dirigeront le travail de ces petites exploitations, conformément à un plan d'ensemble. En particulier, les coopératives de consommation recueilleront les denrées alimentaires et les matières premières des petits producteurs pour les remettre aux consommateurs et à l'Etat;

c) Les coopératives de production peuvent grouper les petits producteurs dans des ateliers ou grandes exploitations communes permettant l'application des machines et des procédés techniques perfectionnés. Elles donneront ainsi à la petite production la base technique qui permettra d'édifier sur ce fondement la production socialiste et qui permettra aux petits producteurs de se débarrasser de leur mentalité individualiste pour développer en eux l'esprit collectiviste.

8. Prenant en considération le rôle immense que les coopératives révolutionnaires doivent jouer pendant la révolution prolétarienne, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste rappelle aux partis, groupes et organisations communistes qu'ils doivent continuer la propa-

gande énergique de l'idée de la coopérative révolutionnaire et l'organisation de cellules communistes dans les coopératives; de transformer la coopérative en un instrument de la lutte de classe, et à former un front unique des coopératives avec les syndicats révolutionnaires.

Le Congrès charge le Comité Exécutif de l'Internationale de former une section coopérative chargée de mettre en pratique le programme ci-dessus indiqué. En outre, cette section devra, dans la mesure des besoins, convoquer des conférences et des congrès pour réaliser dans l'Internationale la mission révolutionnaire des coopératives.

Résolution sur l'action sur le terrain des coopératives

(Adoptée dans la XXII Séance, le 10 juillet 1921)

Le IIIe Congrès de l'Internationale charge le Comité Exécutif de créer une section coopérative qui devra préparer, selon les besoins, la convocation de consultations, conférences et congrès coopératifs internationaux, pour réaliser dans l'Internationale les buts déterminés dans les thèses.

La section devra, en outre, se proposer les buts pratiques suivants:

a) Renforcer l'activité coopérative des travailleurs des campagnes et de l'industrie en constituant des coopératives d'artisans demi-prolétaires; en amenant les travailleurs à rechercher la direction et l'amélioration en commun de leur exploitation;

b) Mener la lutte pour la remise aux coopératives de la répartition des vivres et des objets de consommation dans tout l'Etat;

c) Mener la propagande pour les principes et les méthodes de la coopération révolutionnaire et diriger l'activité de la coopération prolétarienne vers l'appui matériel à la classe ouvrière combattante;

d) Favoriser l'établissement de rapports commerciaux et financiers internationaux entre coopératives ouvrières et organiser leur production commune.

Thèses pour la propagande de l'Internationale Communiste parmi les femmes

(Adoptées dans la XX[e] Séance, le 8 juillet 1921)

PRINCIPES GENERAUX

1. Le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste, conjointement avec la II[e] Conférence Internationale des Femmes Communistes, confirme l'opinion du premier et du deuxième congrès, relativement à la nécessité pour tous les partis communistes d'Occident et d'Orient de renforcer le travail parmi le prolétariat féminin, et en particulier l'éducation communiste des grandes masses des ouvrières, qu'il faut entraîner dans la lutte pour le pouvoir des Soviets ou pour l'organisation de la République Ouvrière Soviétiste.

Pour la classe ouvrière du monde entier et, par conséquent, pour les ouvrières la question de la dictature du prolétariat devient primordiale.

L'économie capitaliste se trouve dans une impasse. Les forces productrices ne peuvent plus se développer dans le cadre du régime capitaliste. L'impuissance de la bourgeoisie à faire renaître l'industrie, la misère grandissante des masses laborieuses, le développement de la spéculation, la décomposition de la production, le chômage, l'instabilité des prix, la cherté de la vie disproportionnée aux salaires, provoquent une recrudescence de la lutte de classes dans tous les pays. Dans cette lutte, il est surtout question de savoir par qui doit être organisée la production: d'une poignée de bourgeois et d'exploiteurs, sur les bases du capitalisme et de la propriété privée, ou par la classe des vrais producteurs, sur la base communiste.

La nouvelle classe montante, la classe des vrais producteurs, doit, conformément aux lois du développement économique, prendre en mains l'appareil de production et créer les nouvelles formes économiques. C'est ainsi seulement qu'on pourra donner leur développement maximum aux forces productrices que l'anarchie de la production capitaliste empêche de donner tout le rendement dont elles sont capables.

Tant que le pouvoir est entre les mains de la classe bourgeoise, le prolétariat est impuissant à rétablir la production. Aucune réforme, aucune mesure, proposées par les gouvernements démocratiques ou socialistes des pays bourgeois ne seront capables de sauver la situation et d'alléger les souffrances insupportables des ouvriers, car ces souffrances sont un effet naturel de la ruine du système économique capitaliste et persisteront tant que le pouvoir sera entre les mains de la bourgeoisie. Seule la conquête du pouvoir par le prolétariat per-

mettra à la classe ouvrière de s'emparer des moyens de production et de s'assurer ainsi la possibilité de rétablir l'économie dans son propre intérêt.

Pour avancer l'heure de la rencontre décisive du prolétariat avec le monde bourgeois expirant, la classe ouvrière doit se conformer à la tactique ferme et intransigeante préconisée par la III[e] Internationale. La réalisation de la dictature du prolétariat doit être à l'ordre du jour. C'est là le but qui doit définir les méthodes d'action et la ligne de conduite du prolétariat des deux sexes.

Partant du point de vue que la lutte pour la dictature du prolétariat est à l'ordre du jour du prolétariat de tous les Etats capitalistes et que la construction du communisme est la tâche actuelle dans les pays où la dictature est déjà entre les mains des ouvriers, le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste déclare que, aussi bien la conquête du pouvoir par le prolétariat que la réalisation du communisme dans les pays qui ont déjà renversé l'oppression bourgeoise ne sauraient être accomplies sans l'appui actif de la masse du prolétariat et du demi-prolétariat féminin.

D'autre part, le Congrès attire une fois de plus l'attention des femmes sur le fait que, sans l'appui des Partis Communistes, les initiatives ayant pour but la libération de la femme, la reconnaissance de son égalité personnelle complète et son affranchissement véritable ne sont pas réalisables.

2. L'intérêt de la classe ouvrière exige en ce moment avec une force particulière l'entrée des femmes dans les rangs organisés du prolétariat combattant pour le communiste; il l'exige dans la mesure où la ruine économique mondiale devient de plus en plus intense et intolérable pour toute la population pauvre des villes et des campagnes et dans la mesure où, devant la classe ouvrière des pays bourgeois capitalistes, la révolution sociale s'impose inévitablement, tandis que devant le peuple laborieux de la Russie Soviétiste se dresse la tâche de reconstruire l'économie nationale sur de nouvelles bases communistes. Ces deux tâches seront d'autant plus facilement réalisées que les femmes y prendront une part plus active, plus consciente et plus volontaire.

3. Partout où la question de la conquête du pouvoir surgit directement, les partis communistes doivent savoir apprécier le grand danger que présentent dans la révolution les masses inertes des ouvrières non entraînées dans le mouvement, des ménagères, des employées, des paysannes non affranchies des conceptions bourgeoises, de l'Eglise et des préjugés, et non rattachées par un lien quelconque au grand mouvement de libération qu'est le communisme. Les masses féminines de l'Orient et de l'Occident non entraînées dans ce mouvement constituent inévitablement un appui pour la bourgeoisie, et un objet pour sa propagande contre-révolutionnaire. L'expérience de la révolution hongroise, au cours de laquelle l'inconscience des masses féminines a joué un si triste rôle, doit servir d'avertissement au prolétariat des pays arriérés entrant dans la voie de la révolution sociale.

La pratique de la République Soviétiste a montré à l'œuvre combien est essentielle la participation de l'ouvrière et de la paysanne tant à la défense de la République pendant la guerre civile que dans

tous les domaines de l'organisation soviétiste. On sait l'importance du rôle que les ouvrières et les paysannes ont déjà joué dans la République Soviétiste, dans l'organisation de la défense, dans le renforcement de l'arrière, dans la lutte contre la désertion et contre toutes les formes de la contre-révolution, du sabotage, etc.

L'expérience de la République Ouvrière doit être apprise et utilisée dans les autres pays.

De tout ce que nous venons de dire résulte la tâche immédiate des Partis Communistes: étendre l'influence du Parti et du Communisme aux vastes couches de la population féminine de leur pays, au moyen d'un organe spécial fonctionnant à l'intérieur du Parti et de méthodes particulières permettant d'aborder plus facilement les femmes pour les soustraire à l'influence des conceptions bourgeoises et à l'action des partis coalitionnistes, pour en faire de véritables combattantes pour l'affranchissement total de la femme.

4. En imposant aux Partis Communistes d'Occident et d'Orient la tâche immédiate de renforcer le travail du Parti parmi le prolétariat féminin, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste montre en même temps aux ouvriers du monde entier que leur affranchissement de l'injustice séculaire, de l'esclavage et de l'inégalité n'est réalisable que par la victoire du Communisme.

Ce que le Communisme donnera à la femme, en aucun cas le mouvement féminin bourgeois ne saurait le lui donner. Aussi longtemps qu'existera la domination du capital et de la propriété privée, l'affranchissement de la femme de la dépendance de l'homme ne pourra dépasser le droit pour elle de disposer de sa fortune personnelle, de son salaire, et de décider, à droit égal avec l'homme, du sort des enfants. Le but des féministes d'accorder, sous le règne du parlementarisme, le droit de vote aux femmes, ne solutionne pas la question de l'égalité réelle des femmes et particulièrement des femmes des classes non possédantes. C'est ce qu'ont compris les travailleurs des pays capitalistes, où la bourgeoisie a instauré, au cours de ces dernières années, l'égalité politique formelle des deux sexes.

Le droit électoral ne supprime pas la cause première de l'asservissement de la femme dans la famille et dans la société. L'instauration du mariage civil en place du mariage indissoluble ne peut établir dans les pays capitalistes l'égalité de la situation de la femme au point de vue conjugal, vu la dépendance économique de la femme prolétaire vis-à-vis des capitalistes, et de l'homme soutien de la famille, vu l'inexistence de la protection des mères et de la jeunesse, ainsi que de l'éducation sociale, et ne peut solutionner le problème des rapports entre les deux sexes. L'égalité non formelle, mais réelle de la femme, n'est possible que sous un régime où la femme de la classe ouvrière sera la maîtresse de ses instruments de production et de répartition, prenant part à leur administration et portant l'obligation du travail dans les mêmes conditions que tous les membres de la société travailleuse; en d'autres termes, cette égalité n'est réalisable qu'après le renversement du système capitaliste et son remplacement par les formes économiques communistes.

Seul le Communisme créera un état de choses dans lequel la fonction naturelle de la femme, la maternité, ne sera pas en conflit

avec les obligations sociales et n'empêchera plus son travail productif au profit de la collectivité, mais accélérera, au contraire, sous tous les rapports, le développement harmonique de la personnalité, qui est en corrélation étroite et inséparable avec le devoir et la vie de la collectivité ouvrière. Le Communisme doit être le but de toutes les femmes, luttant pour la libération de la femme et la reconnaissance de ses droits. Mais le Communisme est en même temps le but final de tout le prolétariat. Par conséquent, la lutte de l'ouvrière et de l'ouvrier pour ce but commun doit, dans l'intérêt de tous les deux, être menée en commun et inséparablement.

5. Le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste confirme les principes fondamentaux du marxisme révolutionnaire suivant lesquels il n'y a point de questions « spécialement féminines »; tout rapport de l'ouvrière avec le féminisme bourgeois, de même que tout appui apporté par elle à la tactique de demi-mesures et de franche trahison des social-coalitionnistes et des opportunistes ne fait qu'affaiblir les forces du prolétariat et, en retardant la révolution sociale, empêche en même temps la réalisation du Communisme, c'est-à-dire l'affranchissement de la femme.

Nous n'atteindrons au Communisme que par l'union dans la lutte de tous les exploités et non par l'union des forces féminines des deux classes opposées.

Les masses prolétariennes féminines doivent, dans leur propre intérêt, soutenir la tactique révolutionnaire du Parti Communiste et prendre la part la plus active et la plus directe aux actions des masses et à la guerre civile sous toutes ses formes et sous tous ses aspects, tant dans le cadre national qu'à l'échelle internationale.

6. La lutte de la femme contre sa double oppression: le capitalisme et la dépendance familiale et ménagère doit prendre, dans la phase prochaine de son développement, un caractère international se transformant en lutte du prolétariat des deux sexes pour la dictature et le régime soviétiste sous le drapeau de la IIIe Internationale.

7. En dissuadant les ouvrières de tous les pays de toute espèce de collaboration et de coalition avec les féministes bourgeoises, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste les prévient en même temps que tout appui fourni par elles à la IIe Internationale ou aux éléments opportunistes qui s'en rapprochent ne peut que faire le plus grand mal à leur mouvement. Les femmes doivent toujours se rappeler que leur esclavage a toutes ses racines dans le régime bourgeois. Pour en finir avec cet esclavage, il faut passer à un ordre social nouveau.

En soutenant les Internationales II et II ½ et les groupes analogues, on paralyse le développement de la révolution; on empêche, par conséquent, la transformation sociale en éloignant l'heure de l'affranchissement de la femme.

Plus les masses féminines s'éloigneront avec décision et sans retour de la IIe Internationale et de l'Internationale II ½, plus la victoire de la révolution sociale sera assurée. Le devoir des femmes communistes est de condamner tous ceux qui craignent la tactique révolutionnaire de l'Internationale Communiste et de s'appliquer fermement

à les faire exclure des rangs serrés de l'Internationale Communiste.

Les femmes doivent encore se rappeler que la IIe Internationale n'a pas essayé même de créer un organe destiné à la lutte pour l'affranchissement total de la femme. L'union internationale des femmes socialistes, dans la mesure où elle existe, a été établie en dehors du cadre de la IIe Internationale, sur la propre initiative des ouvrières.

La IIIe Internationale a formulé clairement, dès son premier congrès, en 1919, son attitude sur la question de la participation des femmes à la lutte pour la dictature; c'est sur son initiative et avec sa participation que fut convoquée la première conférence des femmes communistes et qu'en 1920 fut fondé le secrétariat international pour la propagande parmi les femmes, avec représentation permanente au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Le devoir des ouvrières conscientes de tous les pays est de rompre avec la IIe Internationale et avec l'Internationale II ½ et de soutenir fermement la politique révolutionnaire de l'Internationale Communiste.

8. L'appui que donneront à l'Internationale Communiste les ouvrières, les paysannes et les employées doit se manifester tout d'abord par leur entrée dans les rangs des Partis Communistes de leur pays. Dans les pays et dans les Partis où la lutte entre la IIe et la IIIe Internationales n'est pas encore terminée, le devoir des ouvrières est de soutenir de toutes leurs forces le parti ou le groupe qui suit la politique de l'Internationale Communiste et de lutter impitoyablement contre tous les éléments hésitants ou ouvertement traîtres, sans tenir compte d'aucune autorité. Les femmes prolétaires conscientes, luttant pour leur affranchissement, ne doivent pas rester dans un parti non affilié à l'Internationale Communiste.

Tout adversaire de la IIIe Internationale est un ennemi de l'affranchissement de la femme.

Chaque ouvrière consciente d'Occident et d'Orient doit se ranger sous le drapeau révolutionnaire de l'Internationale Communiste. Toute hésitation des femmes du prolétariat à briser avec les groupements opportunistes ou avec les autorités reconnues, retarde les conquêtes du prolétariat sur le champ de bataille de la guerre civile, qui prend le caractère d'une guerre civile mondiale.

METHODES ET FORMES DE TRAVAIL PARMI LES FEMMES

Partant des principes ci-dessus indiqués, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste établit que le travail parmi le prolétariat féminin doit être mené par les Partis Communistes de tous les pays, sur les bases suivantes:

1. Admettre les femmes, à titre de membres égaux en droits et en devoirs à tous les autres, dans le Parti et dans toutes les organisations prolétariennes (syndicats, coopératives, conseils d'ouvriers et des usines, etc.).

2. Se rendre compte de l'importance qu'il y a à faire participer activement les femmes à toutes les branches de la lutte du prolétariat (y compris sa défense militaire), de l'édification des nouvelles bases sociales, de l'organisation de la production et de l'existence selon les principes communistes.

3. Reconnaître la maternité comme une fonction sociale, prendre et appliquer toutes mesures nécessaires à la défense de la femme dans sa qualité de mère.

Tout en se déclarant énergiquement contre toute espèce d'organisations séparées de femmes, au sein du Parti, des syndicats ou d'autres associations ouvrières, le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste reconnaît la nécessité pour le Parti Communiste d'employer des méthodes particulières de travail parmi les femmes et estime utile de former dans tous les Partis Communistes des organes spéciaux chargés de ce travail.

En cela, le Congrès est guidé par les considérations suivantes:

a) L'asservissement familial de la femme, non seulement dans les pays bourgeois capitalistes, mais même dans les pays où existe déjà le régime soviétiste, dans la phase de transition du capitalisme au communisme;

b) La grande passivité et l'état politique arriéré des masses féminines, défauts expliqués par l'éloignement séculaire de la femme de la vie sociale et par son esclavage dans la famille;

c) Les fonctions spéciales imposées à la femme par la nature elle-même, c'est-à-dire la maternité et les particularités qui en découlent pour la femme, avec le besoin d'une plus grande protection de ses forces et de sa santé dans l'intérêt de toute la société.

Ces organes pour le travail parmi les femmes doivent être des sections ou des commissions fonctionnant auprès de tous les Comités du Parti, à commencer par le Comité Central et jusqu'aux comités de quartier ou de district. Cette décision est obligatoire pour tous les partis adhérant à l'Internationale Communiste.

Le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste indique comme tâches des Partis Communistes à accomplir par l'intermédiaire des sections pour le travail parmi les femmes:

1. Eduquer les grandes masses féminines dans l'esprit du Communisme et les attirer dans les rangs du Parti.

2. Combattre les préjugés relatifs aux femmes dans les masses du prolétariat masculin, en renforçant dans l'esprit des ouvriers et des ouvrières l'idée de la solidarité des intérêts des prolétaires des deux sexes.

3. Affermir la volonté de l'ouvrière en l'utilisant dans la guerre civile sous toutes ses formes et aspects, éveiller son activité en la faisant participer aux actions de masses, à la lutte contre l'exploitation capitaliste dans les pays bourgeois (contre la cherté de la vie, la crise du logement, le chômage, la misère des enfants), à l'organisation de l'économie communiste et de l'existence en général dans les républiques soviétistes.

4. Mettre à l'ordre du jour du Parti et des institutions législatives les questions relatives à l'égalité de la femme et à sa défense comme mère.

5. Lutter systématiquement contre l'influence de la tradition, des mœurs bourgeoises et de la religion, afin de préparer la voie à des

rapports plus sains et plus harmonieux entre les sexes et à l'assainissement moral et physique de l'humanité travailleuse.

Tout le travail des sections féminines devra être fait sous la direction immédiate et sous la responsabilité des comités du Parti.

A la tête de chaque commission doit être un membre de ces comités et parmi les membres de la commission devront figurer aussi, dans la mesure du possible, des camarades communistes hommes.

Toutes les mesures et toutes les tâches qui s'imposent aux commissions et aux sections des ouvrières devront être réalisées par elles, d'une manière indépendante, mais, dans les pays des Soviets, par l'intermédiaire des organes économiques ou politiques respectifs (sections des Soviets, Commissariats, Commissions, Syndicats, etc.) et, dans les grands pays capitalistes, avec l'aide des organes correspondants du prolétariat (syndicats, conseils, etc.).

Partout où des Partis Communistes ont une existence légale ou semi-légale, ils doivent former un appareil illégal pour le travail parmi les femmes. Cet appareil doit être subordonné et adapté à l'appareil illégal du parti dans son ensemble. Là, comme dans l'appareil légal, chaque comité doit comprendre une camarade chargée de diriger la propagande illégale parmi les femmes.

Dans la période actuelle, les syndicats professionnels et de production et les coopératives doivent être, pour les Partis Communistes, le terrain fondamental du travail parmi les femmes, tant dans les pays où la lutte pour le renversement du joug capitaliste n'est pas encore terminée que dans les républiques ouvrières soviétistes.

Le travail parmi les femmes doit être mené dans l'esprit suivant: Unité dans la ligne politique et dans la structure du parti, libre initiative des commissions et des sections dans tout ce qui tend à procurer à la femme sa complète libération et égalité, ce qui ne saurait être pleinement obtenu que par le Parti, en entier. Il ne s'agit pas de créer un parallélisme, mais de compléter les efforts du Parti par l'activité et l'initiative créatrices de la femme.

LE TRAVAIL DU PARTI PARMI LES FEMMES DANS LES PAYS DE REGIME SOVIETISTE

Le rôle des sections dans les républiques soviétistes consiste à éduquer les masses féminines dans l'esprit du Communisme, en les entraînant dans les rangs du Parti Communiste; il consiste encore à développer l'activité, l'initiative de la femme en l'attirant dans le travail de construction du Communisme et en en faisant un ferme défenseur de l'Internationale Communiste.

Les sections doivent, par tous les moyens, faire participer la femme à toutes les branches de l'organisation soviétiste, depuis la défense militaire de la République jusqu'aux plans économiques les plus compliqués.

Dans la République Soviétiste, les sections doivent veiller à l'application des décisions du VIII[e] Congrès des Soviets concernant la participation des ouvrières et des paysannes à l'organisation et à la construction de l'économie nationale, ainsi qu'à tous les organes dirigeant, administrant, contrôlant et organisant la production.

Par l'intermédiaire de leurs représentants et par les organes du Parti, les sections doivent collaborer à l'élaboration de nouvelles lois et à la modification de celles qui doivent être transformées en vue de l'affranchissement réel de la femme. Les sections doivent faire preuve de particulière initiative pour le développement de la législation protégeant le travail de la femme et des mineurs.

Les sections doivent entraîner le plus grand nombre possible d'ouvrières et de paysannes, dans les campagnes pour l'élection des Soviets et veiller à ce que parmi les membres de ceux-ci et des Comités Exécutifs soient aussi élues des ouvrières et des paysannes.

Les sections doivent favoriser le succès de toutes les campagnes politiques et économiques menées par le Parti.

C'est encore le rôle des sections de veiller au perfectionnement et à la spécialisation du travail féminin par l'expansion de l'enseignement professionnel, en facilitant aux ouvrières et aux paysannes l'accès des établissements correspondants.

Les sections veilleront à l'entrée des ouvrières dans les commissions pour la protection du travail fonctionnant dans les entreprises et au renforcement de l'activité des commissions de secours et de protection de la maternité et de l'enfance.

Les sections faciliteront le développement de tout le réseau d'établissements publics, comme orphelinats, blanchisseries, ateliers de réparations, institutions d'existence sur les nouvelles bases communistes, allègeront pour les femmes le fardeau de l'époque de transition, amèneront leur indépendance matérielle et feront de l'esclave domestique et familiale la libre collaboratrice du créateur des nouvelles formes de vie.

Les sections devront veiller à l'éducation communiste des membres féminins, ce pourquoi elles devront se servir des organisations, créées par les fractions communistes des syndicats, pour le travail parmi les femmes.

Les sections veilleront à ce que les ouvrières assistent régulièrement aux réunions des déléguées d'usines et de fabriques.

Les sections répartiront systématiquement les déléguées du Parti comme stagiaires dans les différentes branches de travail: soviets, économie nationale, syndicats.

DANS LES PAYS CAPITALISTES

Les tâches immédiates des commissions pour le travail parmi les femmes sont déterminées par les conditions objectives. D'une part, la ruine de l'économie mondiale, l'aggravation prodigieuse du chômage, ayant pour conséquences particulières la diminution de la demande de main-d'œuvre féminine et l'augmentation de la prostitution, de la cherté de la vie, de la crise des logements, de la menace de nouvelles guerres impérialistes; d'autre part, les incessantes grèves économiques dans tous les pays, les tentatives renouvelées de soulèvement armé du prolétariat, l'atmosphère de plus en plus étouffante de la guerre civile s'étendant sur le monde entier, tout cela apparaît comme le prologue de l'inévitable révolution sociale mondiale.

Les commissions féminines doivent mettre en avant les tâches

de combat du prolétariat, mener la lutte pour les revendications du Parti Communiste, faire participer la femme à toutes les manifestations révolutionnaires des communistes contre la bourgeoisie et les socialistes coalitionnistes.

Les commissions veilleront, non seulement à ce que les femmes soient admises avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les hommes dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations ouvrières de lutte de classes, en combattant toute séparation et toute particularisation de l'ouvrière, mais encore à ce que les ouvrières soient élues à l'égal des ouvriers dans les organes dirigeants des syndicats et des coopératives.

Les commissions aideront les grandes masses du prolétariat féminin et des paysannes à exercer leurs droits électoraux aux élections parlementaires et autres en faveur du Parti Communiste, tout en faisant ressortir le peu de valeur de ces droits tant pour l'affaiblissement de l'exploitation capitaliste que pour l'affranchissement de la femme, et en opposant au parlementarisme le régime soviétiste.

Les commissions devront aussi veiller à ce que les ouvrières, les employées et les paysannes prennent une part active et consciente aux élections des Soviets révolutionnaires, économiques et politiques de délégués ouvriers. Elles s'efforceront d'éveiller l'activité politique chez les ménagères et de propager l'idée des Soviets, particulièrement parmi les paysannes.

Les commissions consacreront la plus grande attention à l'application du principe: à travail égal, salaire égal.

Les commissions devront entraîner les ouvrières dans cette campagne par des cours gratuits et accessibles à tous et de nature à relever la valeur de la femme.

Les commissions doivent veiller à ce que les femmes communistes collaborent à toutes les institutions législatives, municipales, ou autres, dans lesquelles les femmes ont obtenu le droit de siéger par élection, pour préconiser dans ces organismes la politique révolutionnaire de leur parti.

Mais tout en participant aux institutions législatives, municipales et aux autres organes de l'Etat bourgeois, les femmes communistes doivent suivre strictement les principes et la tactique du Parti. Elles doivent se préoccuper non pas d'obtenir des réformes sous le régime capitaliste, mais de tâcher de transformer toutes revendications des femmes laborieuses en mots d'ordre de nature à éveiller l'activité des masses et à diriger ces revendications sur la route de la lutte révolutionnaire et de la dictature du prolétariat.

Les commissions doivent, dans les Parlements et dans les municipalités, rester en contact étroit avec les fractions communistes et délibérer en commun sur tous les projets, etc., relatifs aux femmes. Les commissions devront expliquer aux femmes le caractère arriéré et non économique du système des ménages isolés, le défaut de l'éducation bourgeoise donnée aux enfants, en groupant les forces des ouvrières sur les questions de l'amélioration réelle de l'existence de la classe ouvrière, questions soulevées par le Parti.

Les commissions devront favoriser l'entraînement dans le Parti Communiste des ouvrières, membres des syndicats, et les fractions

communistes de ces derniers devront détacher dans ce but des organisateurs, agissant sous la direction du Parti et les sections locales pour le travail parmi les femmes.

Les commissions d'agitation parmi les femmes devront diriger leur propagande de telle sorte qu'elles obtiennent que les femmes prolétaires répandent dans les coopératives l'idée du Communisme et, en pénétrant dans la direction de ces coopératives, arrivent à les influencer et à les gagner, étant donné que ces organisations auront une très grande importance comme organes de répartition pendant et après la révolution. Tout le travail des commissions doit tendre vers ce but unique: le développement de l'activité révolutionnaire des masses afin de hâter la révolution sociale.

DANS LES PAYS ECONOMIQUEMENT ARRIERES (L'ORIENT)

Le Parti Communiste, de concert avec les sections, doit obtenir dans les pays à faible développement industriel, la reconnaissance de l'égalité en droits et en devoirs de la femme dans le Parti, dans les syndicats et dans les autres organisations de la classe ouvrière.

Les sections et les commissions doivent énergiquement mener la lutte contre les préjugés, les mœurs et les habitudes religieuses pesant sur la femme et étendre en même temps cette propagande parmi les hommes.

Le Parti Communiste et ses sections ou commissions doivent appliquer les principes de l'égalité des droits de la femme dans l'éducation des enfants, dans les rapports familiaux et dans la vie publique.

Les sections chercheront appui pour leur travail, avant tout dans la masse des ouvrières travaillant à domicile (petite industrie), des travailleuses des plantations de riz, de coton et autres, en favorisant la formation partout où elle est possible (et en premier lieu parmi les peuples de l'Orient, vivant aux confins de la Russie Soviétiste), d'ateliers corporatifs, de coopératives de petite industrie, et en facilitant aussi partout l'entrée des ouvrières des plantations dans les syndicats.

Le relèvement du niveau général de culture de la masse est un des meilleurs moyens de lutte contre la routine et les préjugés religieux répandus dans le pays. Les commissions doivent donc favoriser le développement des écoles pour adultes et pour enfants et en rendre l'accès facile aux femmes. Dans les pays bourgeois, les commissions doivent mener une agitation directe contre l'influence bourgeoise dans les écoles.

Partout où il est possible de le faire, les sections et les commissions doivent mener la propagande à domicile, elles doivent organiser des clubs d'ouvrières et y attirer celles-ci, et en général les éléments féminins les plus arriérés. Les clubs doivent être des foyers de culture et d'instruction et des organisations modèles montrant ce que peut faire la femme pour son propre affranchissement et son indépendance (organisation de crèches, de jardins d'enfants, d'écoles primaires pour adultes, etc.).

Chez les peuples menant une vie nomade, il faudra organiser des clubs ambulants.

Les sections doivent, de concert avec les Partis, dans les pays de régime soviétiste, contribuer à faciliter la transition de la forme économique capitaliste à la forme de production communiste, en plaçant l'ouvrière devant cette réalité évidente que l'économie domestique et la famille, telles qu'elles étaient jusqu'à présent, ne peuvent que l'asservir tandis que le travail collectif les libérera.

Parmi les peuples orientaux vivant en Russie Soviétiste, les sections doivent veiller à ce que soit appliquée la législation soviétiste égalisant la femme dans ses droits par rapport à l'homme et défendant ses intérêts. Dans ce but, les sections doivent faciliter aux femmes l'accès aux fonctions de jurés dans les tribunaux populaires.

Les sections doivent également faire participer la femme aux élections aux Soviets, et veiller à ce que les ouvrières et les paysannes entrent dans les Soviets et les Comités Exécutifs. Le travail parmi le prolétariat féminin de l'Orient doit être mené sur la plateforme de la lutte de classes. Les sections révèleront l'impuissance des féministes à trouver une solution aux différentes questions de l'affranchissement de la femme; elles utiliseront les forces intellectuelles féminines (par exemple, les institutrices) pour répandre l'instruction dans les pays soviétistes de l'Orient. Tout en évitant les attaques grossières et sans tact aux croyances religieuses et aux traditions nationales, les sections et les commissions travaillant parmi les femmes de l'Orient, devront nettement lutter contre l'influence du nationalisme et de la religion sur les esprits.

Toute l'organisation des ouvrières doit être basée, en Orient tout comme en Occident, non pas sur la défense des intérêts nationaux, mais sur le plan de l'union du prolétariat international des deux sexes dans les tâches communes de classe.

La question du travail parmi les femmes d'Orient, étant de grande importance et en même temps présentant un nouveau problème pour les partis communistes, doit être détaillée par une instruction spéciale sur les méthodes de travail parmi les femmes de l'Orient, appropriées aux conditions des pays orientaux. L'instruction sera adjointe aux thèses.

METHODES D'AGITATION ET DE PROPAGANDE

Pour accomplir la mission fondamentale des sections, c'est-à-dire l'éducation communiste des grandes masses féminines du prolétariat et le renforcement des cadres des lutteurs du Communisme, il est indispensable que tous les Partis Communistes d'Orient et d'Occident s'assimilent le principe fondamental du travail parmi les femmes, qui est celui-ci: « agitation et propagande par le fait ».

Agitation par le fait veut dire avant tout: activité personnelle pour éveiller l'initiative de l'ouvrière, détruire son manque de confiance en ses propres forces et, en l'entraînant au travail pratique dans le domaine de l'organisation et de la lutte, pour lui apprendre à comprendre par la réalité que toute conquête du Parti Communiste, toute action contre l'exploitation capitaliste est un progrès soulageant

la situation de la femme. « De la pratique à l'action, à la reconnaissance de l'idéal du Communisme et de ses principes théoriques », telle est la méthode avec laquelle les Partis Communistes et leurs sections féminines devront aborder les ouvrières.

Pour être réellement des organes d'action et pas seulement de propagande orale, les sections féminines doivent s'appuyer sur les noyaux communistes des entreprises et des ateliers et charger, dans chaque noyau communiste, un organisateur spécial du travail parmi les femmes de l'entreprise ou de l'atelier.

Avec les syndicats, les sections devront entrer en rapport, par l'intermédiaire de leurs représentants ou de leurs organisateurs, désignés par la fraction communiste du syndicat et menant leur travail sous la direction des sections.

La propagande de l'idée communiste par le fait consiste, dans la Russie des Soviets, à faire entrer l'ouvrière, la paysanne, la ménagère et l'employée dans toutes les organisations soviétistes, en commençant par l'armée et la milice, et en finissant par toutes les institutions visant à l'affranchissement de la femme: alimentation publique, éducation sociale, protection de la maternité, etc. Une tâche particulièrement importante, c'est la restauration économique sous toutes ses formes, à laquelle il faut entraîner l'ouvrière.

La propagande par le fait, dans les pays capitalistes, tendra avant tout à entraîner l'ouvrière dans les grèves, dans les manifestations et dans l'insurrection sous toutes ses formes, qui trempent et élèvent la volonté et la conscience révolutionnaires, dans toutes les formes du travail politique, dans le travail illégal (particulièrement dans les services de liaison), dans l'organisation des samedis et des dimanches communistes, par lesquels les ouvrières sympathisantes, les employées apprendront à se rendre utiles au Parti, par le travail volontaire.

Le principe de la participation des femmes à toutes les campagnes politiques, économiques ou morales entreprises par le Parti Communiste sert également le but de la propagande par le fait. Les organes de propagande parmi les femmes auprès des Partis Communistes doivent étendre leur activité dans des catégories de plus en plus nombreuses de femmes socialement exploitées et enchaînées dans les pays capitalistes et, parmi les femmes des Etats soviétistes, affranchir leur esprit enchaîné par des superstitions et des survivances du vieil ordre social. Ils devront s'attacher à tous les besoins et à toutes les souffrances, à tous les intérêts et à toutes les revendications par lesquelles les femmes se rendront compte que le capitalisme devra être écrasé comme leur ennemi mortel et que les voies doivent être frayées au Communisme, leur libérateur.

Les sections doivent mener méthodiquement leur agitation et leur propagande par la parole, en organisant des réunions dans les ateliers et des réunions publiques, soit pour les ouvrières et employées de différentes branches d'industrie, soit pour les ménagères et pour les travailleuses de toutes branches, par quartiers, rayons de la ville, etc.

Les sections doivent veiller à ce que les fractions communistes des syndicats, des associations ouvrières, des coopératives élisent des organisateurs et agitateurs spéciaux pour faire le travail communiste

dans les masses féminines des syndicats, coopératives, associations. Les sections doivent veiller à ce que, dans les Etats soviétistes, les ouvrières soient élues aux conseils d'industrie et à tous les organes chargés de l'administration, du contrôle et de la direction de la production. Bref, les ouvrières doivent être élues à toutes les organisations qui, dans les pays capitalistes, servent aux masses exploitées et opprimées dans leur lutte pour la conquête du pouvoir politique ou, dans les Etats soviétistes, servent à la défense de la dictature du prolétariat et à la réalisation du Communisme.

Les sections doivent déléguer des femmes communistes éprouvées dans les industries, les plaçant comme ouvrières ou comme employées là où un grand nombre de femmes travaillent, comme cela est pratiqué en Russie Soviétiste; on installe aussi ces camarades dans de grandes circonscriptions et centres prolétariens.

Suivant l'exemple du Parti Communiste de la Russie Soviétiste, qui organise des réunions de déléguées et des conférences de déléguées sans parti, lesquelles ont toujours un succès considérable, les sections féminines des pays capitalistes doivent organiser des réunions publiques d'ouvrières, de travailleuses de toutes sortes, paysannes, ménagères, réunions qui s'occupent des besoins, des revendications des femmes laborieuses et qui doivent élire des comités « ad hoc », approfondir les questions soulevées, en contact permanent avec leurs mandataires et les sections féminines du parti. Les sections doivent envoyer leurs orateurs prendre part aux discussions dans les réunions des partis hostiles au Communisme.

La propagande et l'agitation au moyen des réunions et d'autres institutions semblables doivent être complétées par une agitation méthodique et prolongée poursuivie dans les foyers. Toute communiste chargée de cette besogne devra visiter tout au plus dix femmes à domicile, mais elle devra le faire régulièrement au moins une fois par semaine et à chaque action importante des Partis Communistes et des masses prolétariennes.

Les sections doivent créer et répandre une littérature simple, convenable; des brochures et feuilles volantes de nature à exhorter et à grouper les forces féminines.

Les sections doivent veiller à ce que les femmes communistes utilisent de la manière la plus active toutes les institutions et moyens d'instruction du Parti. Afin d'approfondir la conscience et de tremper la volonté des communistes encore retardataires et des femmes laborieuses s'éveillant à l'activité, les Sections doivent les inviter aux cours et discussions du Parti. Des cours séparés, des soirées de lecture et de discussion, pour les ouvrières seules, peuvent être organisés, mais seulement exceptionnellement.

Afin de développer l'esprit de camaraderie entre ouvrières et ouvriers, il est désirable de ne point créer de cours et d'écoles spéciaux pour les femmes communistes; dans chaque école du Parti, il doit, obligatoirement, y avoir un cours sur les méthodes du travail parmi les femmes. Les sections ont le droit de déléguer un certain nombre de leurs représentantes aux cours généraux du Parti.

STRUCTURE DES SECTIONS

Des commissions pour le travail parmi les femmes seront organisées auprès des comités régionaux et de district et enfin auprès du Comité Central du Parti.

Chaque pays désigne lui-même les membres de la section. C'est, de même, aux partis des différents pays qu'est donnée la liberté de fixer, selon les circonstances, le nombre des membres de la section appointées par le Parti.

La directrice de la section devra être en même temps membre du Comité local du Parti. Au cas où ce cumul ne se rencontrerait pas, elle devra assister à toutes les séances du Comité, avec voix délibérative sur les questions concernant la section des femmes, et avec voix consultative sur toutes les autres questions.

Outre les tâches générales énumérées ci-dessous, incombant aux sections et aux commissions locales, elles seront chargées des fonctions suivantes: maintien de la liaison entre les différentes sections de la région et avec la section centrale, réunion d'informations sur l'activité des sections et des commissions de la région, échange d'informations entre les différentes sections, fourniture de littérature à la région ou province; distribution des forces d'agitation, mobilisation des forces du Parti pour le travail parmi les femmes; convocation, au moins deux fois par an, de conférences régionales des femmes communistes, des représentantes des sections à raison de une ou deux par section, enfin, organisation de conférences d'ouvrières et de paysannes sans parti.

Les sections régionales (de province) se composent de cinq à sept membres, les membres du Bureau sont nommées par le Comité correspondant du Parti, sur présentation de la directrice de la section; celle-ci est élue, de même que les autres membres du comité de district ou de province, à la conférence correspondante du Parti.

Les membres des sections ou des commissions sont élues à la conférence générale de la ville, du district ou de la province ou, encore, sont nommées par les sections respectives en contact avec le Comité du Parti. La Commission centrale pour le travail parmi les femmes se compose de deux à cinq membres, dont une au moins est payée par le Parti.

Outre toutes les fonctions énumérées plus haut pour les sections régionales, la Commission centrale aura encore les tâches suivantes: instructions à donner aux localités et à leurs militantes, contrôle du travail des sections, répartition, en contact avec les organes correspondants du Parti, des forces menant le travail parmi les femmes, contrôle, par l'intermédiaire de leur représentant ou de leur chargé de pouvoirs, des conditions et du développement du travail féminin sur la base des transformations juridiques ou économiques nécessaires dans la situation de la femme, participation des représentants, des chargés de pouvoirs aux commissions spéciales étudiant l'amélioration de l'existence de la classe ouvrière, de la protection du travail, de l'enfance, etc., publication d'une « feuille » centrale et rédaction de journaux périodiques pour les ouvrières, convocation, au moins une fois par an des représentantes de toutes les sections provinciales, organi-

sation d'excursions de propagande à travers tout le pays, envoi d'instructeurs du travail parmi les femmes, entraînement des ouvrières à participer dans toutes les sections à toutes les campagnes politiques et économiques du Parti, liaison permanente avec le secrétariat international des femmes communistes et célébration annuelle de la journée internationale ouvrière.

Si la directrice de la section des femmes auprès du Comité central n'est pas membre de ce Comité, elle a le droit d'assister à toutes les séances, avec voix délibérative, sur les questions concernant la section, avec voix consultative sur toutes les autres. Elle est, ou bien nommée par le Comité central du Parti, ou bien élue au Congrès général de ce dernier. Les décisions et les arrêtés de toutes les commissions doivent être confirmés par le Comité respectif du Parti.

LE TRAVAIL A L'ECHELLE INTERNATIONALE

La direction du travail des Partis Communistes de tous les pays, la réunion des forces ouvrières, la solution des tâches imposées par l'Internationale Communiste et l'entraînement des femmes de tous les pays et de tous les peuples dans la lutte révolutionnaire pour le Pouvoir des Soviets et la dictature de la classe ouvrière à l'échelle mondiale, incombent au secrétariat international féminin auprès de l'Internationale Communiste.

Le nombre des membres de la Commission Centrale et le nombre des membres avec voix délibérative sont fixés par le Comité central du Parti.

Résolution concernant les relations internationales des Femmes communistes et le Secrétariat Féminin de l'Internationale Communiste

(Adoptée en séance du 11 juin, après le rapport de la camarade Kollontaï et après l'amendement de la camarade Zetkin)

La II[e] Conférence Internationale des Femmes Communistes propose aux partis communistes de tous les pays d'Occident et d'Orient de faire élire par leur Section Centrale Féminine, suivant les « directives » de la III[e] Internationale, des correspondantes internationales. Le rôle de la correspondante de chaque parti communiste est, comme les « directives » l'indiquent, d'entretenir des rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays, ainsi qu'avec le Secrétariat International Féminin de Moscou, qui est l'organe de travail de l'Exécutif de la III[e] Internationale. Les Partis Communistes doivent fournir aux correspondantes internationales tous les moyens techniques et toutes les possibilités de communiquer entre elles et avec le secrétariat de Moscou. Les correspondantes internationales se réunissent une fois tous les six mois pour délibérer et échanger des vues avec les représentants du Secrétariat Féminin International. Cependant, en cas de nécessité, ce dernier peut réunir cette conférence en tout temps.

Le Secrétariat International Féminin accomplit, d'accord avec l'Exécutif et en contact étroit avec les correspondantes internationales des différents pays, les tâches fixées par les «directives». Ce qu'il doit surtout faire, c'est hâter, dans chaque pays, par le conseil et l'action, le développement du mouvement féminin communiste encore faible et donner une direction unique au mouvement féminin de tous les pays d'Occident et d'Orient, provoquer et orienter, sous la direction et avec l'appui énergique des communistes, des actions nationales et internationales de nature à intensifier et à étendre, sous la poussée des femmes, la lutte révolutionnaire du prolétariat. Le Secrétariat Féminin International de Moscou devra s'adjoindre en Occident un organe auxiliaire, afin de s'assurer un liaison plus étroite et plus régulière avec les mouvements communistes féminins de tous les pays. Cet organe aura à faire les travaux préparatoires et supplémentaires pour le Secrétariat International, c'est-à-dire qu'il sera purement exécutif, et n'aura pas le droit de décider quoi que ce soit. Il est lié par les décisions et les indications du Secrétariat Général de Moscou et de l'Exécutif de la III[e] Internationale. Avec l'organe auxiliaire de l'Eu-

rope Occidentale doit collaborer au moins une représentante du Secrétariat général.

Pour autant que la constitution et le champ d'activité du Secrétariat ne sont pas fixés par les « directives », ces questions seront réglées par l'Exécutif de la IIIe Internationale, d'accord avec le Secrétariat Féminin International, de même que la composition, la forme et le fonctionnement de l'organe auxiliaire.

Résolution concernant les formes et les méthodes du travail communiste parmi les femmes

(Adoptée en séance du 8 juillet, après le rapport de la camarade Kollontaï)

La IIe Conférence Internationale des Femmes Communistes, tenue à *Moscou*, déclare:

L'écroulement de l'économie capitaliste et de l'ordre bourgeois reposant sur cette économie, de même que le progrès de la révolution mondiale font de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique et pour l'établissement de la dictature une nécessité de plus en plus vitale et impérieuse, pour le prolétariat de tous les pays où ce régime règne encore, un devoir qui ne pourra s'accomplir que lorsque les femmes laborieuses prendront part à cette lutte d'une manière consciente, résolue et dévouée.

Dans les pays où le prolétariat a déjà conquis le pouvoir d'Etat et établi sa dictature sous la forme des Soviets, comme en Russie et en Ukraine, il ne sera pas à même de maintenir son pouvoir contre la contre-révolution nationale et internationale et de commencer l'édification du régime communiste libérateur, aussi longtemps que les masses ouvrières féminines n'auront pas acquis la conscience nette et inébranlable que la défense et l'édification de l'Etat doivent être aussi leur œuvre.

La IIe Conférence Internationale des Femmes Communistes propose par conséquent aux partis de tous les pays, conformément aux principes et aux décisions de la IIIe Internationale, de se mettre à l'œuvre avec la plus grande énergie, afin de réveiller les masses féminines, de les rassembler, de les instruire dans l'esprit du Communisme, de les entraîner dans les rangs des Partis Communistes, et de renforcer constamment et résolument leur volonté d'action et de lutte.

Pour que ce but soit atteint, tous les partis adhérant à la IIIe Internationale doivent former, dans tous leurs organes et institutions, à commencer par les plus inférieurs jusqu'aux plus élevés, des sections féminines présidées par un membre de la direction du parti, dont le but sera le travail d'agitation, d'organisation et d'instruction parmi les masses ouvrières féminines, et qui auront leurs représentants dans toutes les formations administratives et directrices des partis. Ces sections féminines ne forment pas des organisations séparées: elles ne sont que des organes de travail, chargés de mobiliser et d'instruire les ouvrières en vue de la lutte pour la conquête du pouvoir politique, et aussi en vue de l'édification du Communisme. Elles agissent dans tous les domaines et, en tout temps, sous la direction du parti, mais

possèdent aussi la liberté de mouvement nécessaire pour appliquer les méthodes et formes de travail et pour créer les institutions qui sont réclamées par les caractères spéciaux de la femme et sa position particulière toujours subsistante dans la société et dans la famille.

Les organes féminins des partis communistes doivent toujours avoir conscience, dans leur activité, de leur double tâche:

1° Entraîner des masses féminines toujours plus nombreuses, plus conscientes et plus fermement décidées dans la lutte de classe révolutionnaire de tous les opprimés et exploités contre le capitalisme et pour le Communisme;

2° En faire, après la victoire de la révolution prolétarienne, les collaboratrices conscientes et héroïques de l'édification communiste. Les organes féminins du Parti Communiste doivent, dans leur activité, se rendre compte que les moyens d'agitation et d'instruction ne sont pas les discours et les écrits, mais qu'il faut également apprécier et utiliser comme les moyens les plus importants: la collaboration des femmes communistes organisées dans tous les domaines de l'activité — lutte et édification — des partis communistes; la participation active des femmes ouvrières à toutes les actions et luttes du prolétariat révolutionnaire, aux grèves, aux insurrections générales, aux démonstrations de rue et révoltes à main armée.

Résolution sur l'Internationale Communiste et le mouvement de la Jeunesse Communiste

(Adoptée dans la XXIVe Séance, le 12 juillet 1921)

1. Le mouvement de la jeunesse socialiste est né sous la pression de l'exploitation capitaliste de la jeunesse laborieuse et du système illimité du militarisme bourgeois. Il est né comme réaction contre les tentatives d'empoisonnement de la jeunesse laborieuse par les idées bourgeoises nationalistes et contre la négligence et l'oubli dont s'étaient rendus coupables les partis social-démocrates et les syndicats dans la plupart des pays vis-à-vis des exigences économiques, politiques et spirituelles de la jeunesse.

Dans presque tous les pays, les organisations de la jeunesse socialiste furent créées sans le concours des partis social-démocrates et des syndicats, qui devenaient toujours de plus en plus opportunistes et réformistes et, dans quelques pays, ces organisations se formèrent même contre la volonté de ces partis et des syndicats. Ceux-ci virent un très gros danger dans l'apparition des jeunesses socialistes révolutionnaires indépendantes et essayèrent de réprimer ce mouvement, d'en changer le caractère et de lui imposer leur politique, en exerçant sur lui une tutelle bureaucratique et en essayant de le priver de toute indépendance.

2. En outre, la guerre impérialiste et l'attitude prise dans la plupart des pays par les partis social-démocrates devaient agrandir l'abîme creusé entre les partis social-démocrates et les jeunesses internationales et révolutionnaires et accélérer le conflit. La situation de la jeunesse laborieuse empira pendant la guerre à cause de la mobilisation, de l'exploitation renforcée dans les industries militaires et de la militarisation derrière le front. La meilleure partie de la jeunesse socialiste prit résolument position contre la guerre et le nationalisme, se sépara des partis social-démocrates et commença une action politique propre (Conférences internationales de la Jeunesse, à Berne, en 1915, à Iéna, en 1916).

Dans leur combat contre la guerre, les meilleurs groupes révolutionnaires des ouvriers adultes soutinrent les jeunesses socialistes, qui devinrent par là un point de rassemblement des forces révolutionnaires. Elles prirent ainsi sur elles les fonctions des partis révolutionnaires qui faisaient défaut. Elles devinrent l'avant-garde dans le combat révolutionnaire et prirent la forme d'organisations politiques indépendantes.

3. Avec l'apparition de l'Internationale Communiste et de partis communistes dans différents pays, le rôle des jeunesses révolution-

naires dans tout le mouvement du prolétariat se modifie. De par sa situation économique et grâce à des traits psychologiques particuliers, la jeunesse ouvrière est plus facilement accessible aux idées communistes et fait preuve, lors des combats révolutionnaires, d'un enthousiasme révolutionnaire plus grand que les travailleurs adultes, mais en ce qui concerne l'action politique indépendante et la direction politique, les partis communistes leur reprennent le rôle d'avant-garde. Si les organisations de la jeunesse communiste continuaient à exister en qualité d'organisations indépendantes au point de vue politique et jouant un rôle dirigeant, l'on verrait l'existence de deux partis communistes concurrents, qui ne se distingueraient entre eux que par l'âge de leurs membres.

4. Le rôle actuel de la jeunesse consiste en ce qu'elle doit réunir les jeunes ouvriers, les éduquer dans un esprit communiste et les amener aux premiers rangs de la bataille communiste. Le temps est passé où la jeunesse pouvait se borner à un travail bon pour de petits groupes de propagande, composés de peu de membres. Il y a aujourd'hui, à part l'agitation et la propagande, menées avec persévérance et avec de nouvelles méthodes, encore un moyen de conquérir les larges masses de jeunes ouvriers, c'est de provoquer et diriger les combats économiques.

Les organisations de la jeunesse doivent élargir et renforcer leur travail d'éducation en se conformant à leur nouvelle mission. Le principe fondamental de l'éducation communiste dans le mouvement de la jeunesse communiste est la participation active à tous les combats révolutionnaires, participation qui doit être étroitement liée à l'école marxiste.

Un autre devoir important des jeunesses, à l'époque actuelle, c'est de détruire l'idéologie centriste et social-patriotique parmi la jeunesse ouvrière et de débarrasser celle-ci des tuteurs et des chefs social-démocrates. En même temps, elles doivent tout faire pour activer le processus de rajeunissement résultant du mouvement des masses, en déléguant rapidement dans les partis communistes ses membres les plus âgés.

La grande différence fondamentale qui existe entre les jeunesses communistes et les jeunesses centristes et social-patriotiques devient surtout apparente par la participation active à tous les poblèmes de la vie politique et aux combats et actions révolutionnaires, de même que par la collaboration à la construction des partis communistes.

5. Les rapports entre les jeunesses et les partis communistes diffèrent radicalement de ceux qui existent entre les organisations de la jeunesse révolutionnaire et les partis social-démocrates. La plus grande uniformité et la centralisation la plus stricte sont nécessaires dans le combat commun pour la réalisation rapide de la révolution prolétarienne. La direction politique ne peut appartenir, au point de vue international, qu'à l'Internationale Communiste et, dans les différents pays, aux sections locales de l'Internationale. Il est du devoir des organisations de la jeunesse communiste de se subordonner à cette direction politique (programme, tactique et directives politiques) et de s'incorporer au front révolutionnaire commun. Etant donné les différents degrés de développement révolutionnaire des partis communis-

tes, il est nécessaire que, dans des cas exceptionnels, l'application de ce principe soit subordonnée à une décision spéciale du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et de l'Internationale de la Jeunesse, tenant compte des conditions particulières existantes. Les jeunesses communistes, qui ont commencé à organiser leurs rangs selon les règles de la centralisation la plus stricte, devront se soumettre, pour réaliser et diriger la révolution prolétarienne, à la discipline d'airain de l'Internationale Communiste. Les jeunesses doivent s'occuper, au sein de leurs organisations, de toutes les questions politiques et tactiques, à l'endroit desquelles elles doivent toujours prendre position, et à l'intérieur des partis communistes de leur pays, elles doivent toujours agir non contre ces partis, mais dans le sens des décisions prises par eux. En cas de graves dissensions entre les partis communistes et les jeunesses, celles-ci doivent faire valoir leur droit d'appel au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. L'abandon de leur indépendance politique ne signifie aucunement l'abnégation de leur indépendance organique, qu'il faut conserver pour des raisons d'éducation.

Comme pour la bonne direction de la lutte révolutionnaire, le maximum de centralisation et d'unité sont nécessaires dans les pays où l'évolution historique a placé la jeunesse dans la dépendance du parti, ces relations doivent être maintenues à titre de règle; les divergences entre les deux organes sont résolues par le Comité Exécutif, de l'Internationale Communiste, en commun avec le Comité Exécutif de l'Internationale de la Jeunesse.

6. Une des tâches les plus urgentes et les plus importantes des jeunesses est de se débarrasser de tous les restes de l'idée de son rôle politique dirigeant, survivant de leur période d'absolue autonomie. La presse et tout l'appareil des jeunesses doivent être utilisés pour imprégner les jeunes communistes du sentiment et de la conscience qu'ils sont des soldats et des membres responsables d'un seul parti communiste.

Les organisations de la jeunesse communiste doivent faire d'autant plus attention et donner d'autant plus de temps à ce travail qu'elles commencent, grâce à la conquête de groupes toujours plus nombreux de jeunes ouvriers, à se transformer en mouvement de masses.

7. La collaboration politique étroite entre les jeunesses et les partis communistes doit trouver son expression dans une liaison organique solide entre les deux organisations. Ce qui est absolument nécessaire, c'est un échange permanent et mutuel de représentants entre les organes dirigeants des jeunesses et des partis à tous les échelons, province, arrondissement, canton et jusqu'aux derniers noyaux, dans les groupes d'usines et dans les syndicats, de même qu'une large participation mutuelle à toutes les conférences et congrès. De cette façon, le Parti Communiste aura la possibilité d'exercer une influence continue sur l'activité de la jeunesse et de la soutenir, tandis que celle-ci pourra également avoir une influence réelle sur l'activité du parti.

8. Les rapports entre l'Internationale Communiste et l'Internationale de la Jeunesse sont encore plus étroits qu'entre l'Internationale et les Partis Communistes. Le rôle de l'Internationale Communiste de la

Jeunesse consiste à centraliser et à diriger le mouvement de la jeunesse communiste, à soutenir et encourager moralement et matériellement les différentes unions, à créer de nouvelles organisations de la jeunesse communiste là où elles n'existent pas et à faire la propagande internationale pour le mouvement de la jeunesse communiste et pour son programme. L'Internationale Communiste de la Jeunesse constitue une partie de l'Internationale Communiste et, en cette qualité, elle est subordonnée aux décisions des Congrès et de l'Exécutif de l'Internationale Communiste. C'est dans ces limites qu'elle exécute son travail et agit en qualité d'intermédiaire et d'interprète de la volonté politique de l'Internationale Communiste dans toutes les sections de cette dernière. C'est par l'échange constant et mutuel et une collaboration étroite continuelle qu'on peut assurer un contrôle constant de la part de l'Internationale Communiste et le travail le plus fécond de l'Internationale Communiste de la Jeunesse sur tous les terrains de son activité (direction du mouvement, agitation, organisation, renforcement et soutien des organisations de la jeunesse communiste).

Adresse pour Max Hoelz

(Adoptée dans la IVe Séance, le 25 juin 1921)

Au Prolétariat Allemand!

Aux deux mille ans de prison et de peines correctionnelles qu'elle a infligés aux combattants de mars, la bourgeoisie allemande ajoute l'emprisonnement à perpétuité contre

MAX HOELZ

L'Internationale Communiste est adversaire de la terreur et des actes de sabotage individuel, qui ne servent pas directement aux buts de combat de la guerre civile; elle condamne la guerre des francs-tireurs, menée en dehors de la direction politique du prolétariat révolutionnaire. Mais l'Internationale Communiste voit en Max Hoelz un rebelle courageux contre la société capitaliste, dont la morale s'exprime par des condamnations à la prison correctionnelle et dont l'ordre se manifeste par les excès des « agents de l'ordre ». Les actes de Max Hoelz ne correspondaient pas au but poursuivi; la terreur blanche ne saurait être brisée qu'à la suite du soulèvement des masses ouvrières; ce n'est qu'ainsi que le prolétariat pourra conquérir la victoire. Mais ses actes lui étaient dictés par son amour pour le prolétariat, par sa haine contre la bourgeoisie. Le Congrès adresse donc ses salutations fraternelles à Max Hoelz, il le recommande à la protection du prolétariat allemand et exprime son espoir de le voir lutter dans les rangs du Parti Communiste pour la cause de l'ffranchissement des ouvriers, le jour où les prolétaires allemands auront brisé les portes de sa prison.

Manifeste du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste

(Adopté dans la XVIe Séance, le 4 juillet 1921)

Vers du nouveau travail, vers de nouvelles luttes

Aux Prolétaires, hommes et femmes, de tous les pays !

Le IIIe Congrès de l'Internationale Communiste est terminé, la grande revue du prolétariat communiste de tous les pays est finie. Elle a montré qu'au cours de l'année écoulée, le Communisme est devenu, dans une série de pays où il n'en était qu'à ses débuts, un grand mouvement stimulant les masses et menaçant le pouvoir du capital. L'Internationale Communiste qui, à son Congrès de constitution, ne représentait en dehors de la Russie que de petits groupes de camarades, cette Internationale qui, au IIe Congrès de l'année passée, cherchait encore sa voie, dispose à présent non seulement en Russie, mais aussi en Allemagne, en Pologne, en Tchéco-Slovaquie, en Italie, en France, en Norvège, en Yougo-Slavie, en Bulgarie, de partis autour des drapeaux desquels des masses de plus en plus grandes se concentrent sans cesse. Le IIIe Congrès s'adresse aux Communistes de tous les pays, pour les inviter à suivre la voie sur laquelle se sont engagés et à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour réunir dans les rangs de l'Internationale Communiste de nouveaux millions d'ouvriers et d'ouvrières. Car le pouvoir du capital ne sera brisé que si l'idée du Communisme devient une force stimulant la grande majorité du prolétariat guidé par les partis de masses communistes qui doivent constituer un cercle de fer de la classe prolétarienne combattante. *Aux masses,* voilà le premier cri de combat lancé par le IIIe Congrès aux communistes de tous les pays.

VERS DE NOUVELLES GRANDES LUTTES

Les masses viennent, affluent vers nous, car le capitalisme mondial leur montre, avec une évidence de plus en plus éclatante, qu'il ne peut plus prolonger son existence qu'en détruisant de plus en plus tout l'ordre social, qu'en augmentant le chaos, la misère et l'esclavage des masses. En présence de la crise économique mondiale, laquelle jette des millions d'ouvriers à la rue, les criailleries des valets social-démocrates du capital tombent, l'appel que la classe bourgeoise adressait depuis des années aux ouvriers « Travaillez, travaillez sans cesse », ce cri cesse, car le cri « du travail » devient le cri de combat de la classe ouvrière, et il ne sera satisfait que sur les ruines du capitalisme,

que si le prolétariat s'empare des moyens de production créés par lui. Le monde capitaliste se trouve devant l'abîme des nouveaux dangers de guerre. Les antagonismes américano-japonais, anglo-américain, anglo-français, franco-allemand, polono-allemand, les antagonismes dans le Proche et l'Extrême-Orient poussent le capitalisme aux armements incessants. Ils leur posent la question angoissante: « L'Europe a-t-elle repris le chemin de la guerre mondiale? » Les capitalistes ne craignent pas le massacre de millions d'individus. Déjà après la guerre, par leur politique, par le blocus de la Russie, ils ont livré à la mort par la faim des millions d'êtres humains. Ce qu'ils craignent, c'est qu'une nouvelle guèrre ne pousse définitivement les masses dans les rangs de l'armée de la révolution mondiale, c'est qu'une nouvelle guerre n'entraîne le soulèvement final du prolétariat mondial. Ils cherchent donc, comme ils l'ont fait avant la guerre, à amener une détente au moyen d'intrigues et de combinaisons diplomatiques. Mais la détente sur un point, c'est la tension sur d'autres. Les négociations entre l'Angleterre et l'Amérique au sujet de la limitation des armements navals des deux Etats créent nécessairement un front contre le Japon. Le rapprochement franco-anglais livre l'Allemagne à la France et la Turquie à l'Angleterre. Le résultat des efforts du capital mondial cherchant à mettre un peu d'ordre dans le chaos mondial, ce n'est pas la paix, mais le trouble croissant et l'esclavage de plus en plus strict des peuples vaincus par le capital des triomphateurs. La presse du capital mondial parle maintenant d'accalmie et de détente dans la politique mondiale, parce que la bourgeoisie d'Allemagne se soumet aux conditions dictées par les Alliés et parce que, pour sauver son pouvoir, elle a livré le peuple allemand aux chacals de la Bourse de Paris et de Londres. Mais en même temps, la presse de la Bourse est pleine de nouvelles sur l'aggravation de la ruine économique de l'Allemagne, sur les impôts énormes qui s'abattront comme la grêle, en automne, sur les masses condamnées au chômage, impôts renchérissant de plus en plus tous les articles alimentaires et vestimentaires. L'Internationale Communiste qui, pour sa politique, part de l'étude impartiale et objective de la situation mondiale. — car le prolétariat ne saurait remporter la victoire que par l'observation claire et objective du champ de bataille — l'Internationale Communiste dit au prolétariat de tous les pays: le capitalisme s'est montré jusqu'à présent incapable d'assurer l'ordre au monde, même dans la mesure d'avant-guerre. Ce qu'il entreprend en ce moment ne peut pas amener une consolidation, un nouvel ordre, mais seulement la prolongation de vos souffrances et de l'agonie du capitalisme. La révolution mondiale avance. Partout les bases du capital mondial sont ébranlées. Le deuxième cri que le Congrès mondial de l'Internationale Communiste lance aux prolétaires de tous les pays, c'est celui-ci: « *Nous allons au-devant de grandes luttes. Armez-vous, en vue de nouveaux combats.* »

FORMEZ LE FRONT COMMUN DU PROLETARIAT

La bourgeoisie mondiale est incapable d'assurer aux ouvriers le travail, le pain, le logement et le vêtement; mais elle montre de grandes capacités dans l'organisation de la guerre contre le prolétariat

mondial. Depuis le moment de sa première grande désorientation, depuis qu'elle a réussi à surmonter sa peur des ouvriers revenus de la guerre, depuis qu'elle a réussi à les faire rentrer dans les usines, à écraser leurs premiers soulèvements, à renouer son alliance de guerre avec les social-démocrates et les traîtres socialistes contre le prolétariat et à diviser ainsi celui-ci, elle a employé toutes ses forces pour organiser des gardes-blancs contre le prolétariat et pour désarmer ce dernier. Armée jusqu'aux dents, la bourgeoisie mondiale est prête non seulement à s'opposer par les armes à tout soulèvement du prolétariat, mais encore à provoquer, s'il en est besoin, des soulèvements prématurés du prolétariat qui se prépare à la lutte; elle désire ainsi l'écraser avant qu'il ait formé son front commun invincible. L'Internationale Communiste doit opposer sa stratégie à la stratégie de la bourgeoisie mondiale. Contre les coffres-forts du capital mondial qui soudoyent des bandes armées contre le prolétariat, l'Internationale Communiste dispose d'une arme fidèle: ce sont les masses du prolétariat, le front uni et ferme du prolétariat. Les ruses et la violence de la bourgeoisie n'auront aucun succès si des millions d'ouvriers avancent en rangs serrés au combat. Car alors les chemins de fer, sur lesquels la bourgeoisie transporte ses troupes blanches contre le prolétariat, s'arrêteront; une pâle terreur s'emparera alors d'une partie des gardes-blancs eux-mêmes, le prolétariat leur arrachera leurs armes pour lutter contre les autres formations de gardes-blancs. Si l'on réussit à mener sur un front uni le prolétariat à la lutte, le capital, la bourgeoisie mondiale perdront les chances de victoire, la foi en la victoire que seules alors peuvent lui rendre la trahison de la social-démocratie, la division de la classe ouvrière. La victoire sur le capital mondial, ou plutôt la voie vers cette victoire, c'est la conquête des cœurs de la majorité de la classe ouvrière. Le IIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste invite les Partis Communistes de tous les pays, les Communistes dans les syndicats, à tendre tous leurs efforts, toutes leurs forces pour arracher les plus grandes masses d'ouvriers à l'influence des partis social-démocrates et de la bureaucratie syndicale traître. Ce but ne saurait être obtenu que si les communistes de tous les pays se montrent les combattants d'avant-garde de la classe ouvrière pendant cette période difficile, pendant laquelle, chaque jour apporte aux masses ouvrières de nouvelles privations et de nouvelles misères, que s'ils la mènent à la lutte pour un morceau de pain de plus, à la lutte pour le soulagement des charges que le capital impose de plus en plus insupportablement aux masses ouvrières. Il faut montrer à la masse ouvrière que seuls les communistes luttent pour l'amélioration de sa situation et que la social-démocratie, ainsi que la bureaucratie syndicale réactionnaire sont disposées à laisser le prolétariat devenir la proie de la famine plutôt que de le mener au combat. On ne saurait battre les traîtres au prolétariat, les agents de la bourgeoisie sur le terrain des discussions théoriques, sur la démocratie et la dictature: on ne les écrasera qu'à l'occasion des questions de pain, de salaires, de l'habillement et du logement. Et le premier champ de bataille, le plus important, sur lequel on peut les battre, c'est celui du mouvement syndical; ils seront vaincus dans la lutte que nous mènerons contre l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam et pour l'Internationale Syndi-

cale Rouge. C'est la lutte pour la conquête des positions ennemies dans notre propre camp; c'est là la question de la formation d'un front de combat à opposer au capital mondial. Gardez vos organisations pures de toute tendance centriste, entretenez l'esprit de combat parmi vous!

Ce n'est que dans la lutte pour les intérêts les plus simples, les plus élémentaires des masses ouvrières que nous pourrons former un front uni du prolétariat contre la bourgeoisie. Ce n'est que dans cette lutte que nous pourrons mettre fin aux divisions au sein du prolétariat, divisions qui constituent la base sur laquelle la bourgeoisie peut prolonger son existence. Mais ce front du prolétariat ne deviendra puissant et apte au combat que s'il est maintenu par les Partis Communistes dont l'esprit doit être uni et ferme, et la discipline solide et sévère. C'est pourquoi le IIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste, en même temps qu'il lançait aux communistes de tous les pays le cri « Aux masses! », « Formez le front uni du prolétariat! », leur recommandait: « Gardez vos rangs purs d'éléments capables de détruire le moral et la discipline de combat des troupes d'attaque du prolétariat mondial, des partis communistes ». Le Congrès de l'Internationale Communiste approuve et confirme l'exclusion du Parti Socialiste d'Italie, exclusion qui doit être maintenue jusqu'au moment où ce Parti rompra avec les réformistes et les chassera de ses rangs. Le Congrès exprime ainsi sa conviction que si l'Internationale Communiste veut mener des millions d'ouvriers au combat, elle ne doit pas tolérer dans ses rangs des réformistes dont le but n'est pas la révolution triomphante du prolétariat, mais la réconciliation avec le capitalisme, et la réforme de ce dernier. Des armées qui tolèrent à leur tête des chefs ayant en vue la réconciliation avec l'ennemi, de telles armées sont vouées à être trahies et vendues à l'ennemi par ces mêmes chefs. L'Internationale Communiste a porté son attention sur le fait que dans toute une série de Partis d'où les réformistes sont cependant exclus, il y a encore des tendances qui n'ont pu surmonter définitivement l'esprit du réformisme; si ces tendances ne travaillent pas à la réconciliation avec l'ennemi, elles ne s'appliquent cependant pas assez énergiquement dans leur agitation et dans leur propagande à préparer la lutte contre le capitalisme, elles ne travaillent pas assez énergiquement et avec assez de décision à révolutionner les masses. Des Partis qui ne sont pas en mesure, par leur travail révolutionnaire quotidien, de devenir comme le souffle révolutionnaire des masses, qui ne sont pas en mesure de renforcer quotidiennement, avec passion et avec impétuosité, la volonté de lutte des masses, de tels partis laisseront nécessairement échapper des situations favorables pour la lutte, laisseront s'enliser de grandes luttes spontanées du prolétariat, comme ce fut le cas lors de l'occupation des usines, en Italie, et lors de la grève de décembre, en Tchéco-Slovaquie. Les Partis Communistes doivent former leur esprit de combat, ils doivent devenir l'état-major capable de saisir immédiatement les situations favorables de la lutte et de tirer tous les avantages possibles par une direction courageuse des mouvements spontanés du prolétariat. « Soyez l'avant-garde des masses ouvrières qui se mettent en mouvement, soyez leur cœur et leur cerveau. » C'est le cri que le IIIe Congrès mondial de l'Internationale Communiste lance aux Partis Communistes. Etre l'avant-garde,

c'est marcher à la tête des masses, comme leur partie la plus vaillante, la plus prudente, la plus clairvoyante. Ce n'est que si les Partis Communistes deviennent une telle avant-garde qu'ils seront en mesure non seulement de former le front uni du prolétariat, mais encore, en dirigeant celui-ci, de triompher de l'ennemi.

OPPOSEZ LA STRATEGIE DU PROLETARIAT A LA STRATEGIE DU CAPITAL, PREPAREZ VOS LUTTES !

L'ennemi est puissant, parce qu'il a derrière lui des siècles d'habitude du pouvoir, qui ont créé en lui la conscience de sa force et la volonté de maintenir son pouvoir. L'ennemi est fort parce qu'il a appris pendant des siècles comment diviser les masses prolétariennes, comment les opprimer et les vaincre. L'ennemi sait comment on conduit victorieusement la guerre civile et c'est pour cela que le III[e] Congrès de l'Internationale Communiste attire l'attention des Partis Communistes de tous les pays sur le danger que présentent la stratégie instruite de la classe dominante et possédante et les défauts de la stratégie, en voie de formation à peine, de la classe ouvrière luttant pour le pouvoir. Les événements du mois de mars, en Allemagne, ont montré le grand danger qu'il y aurait à laisser l'ennemi pousser à la lutte, par ses ruses, les premiers rangs de la classe ouvrière, l'avant-garde communiste du prolétariat, avant que les grandes masses se soient mises en mouvement. L'Internationale Communiste a salué avec joie le fait que des centaines de milliers d'ouvriers en Allemagne sont accourus au secours des ouvriers de l'Allemagne Centrale menacés de tous côtés. C'est dans cet esprit de solidarité, c'est dans le soulèvement du prolétariat de tous les pays du monde entier pour la protection d'une partie menacée du prolétariat, que l'Internationale Communiste voit le chemin de la victoire. Elle a salué le fait que le Parti Communiste Unifié d'Allemagne s'est mis à la tête des masses ouvrières qui accouraient pour défendre leurs frères menacés. Mais en même temps, l'Internationale Communiste considère comme un devoir de dire franchement et clairement aux ouvriers de tous les pays: Même si l'avant-garde ne peut pas éviter les luttes, même si ces luttes peuvent hâter la mobilisation de toute la classe ouvrière, cette avant-garde ne saurait cependant oublier *qu'elle ne doit pas se laisser entraîner toute seule, isolée, dans des luttes décisives, que, contrainte à aller isolée au combat, elle doit éviter le choc armé avec l'ennemi, car ce qui constitue la source de la victoire du prolétariat sur les gardes-blancs armés, c'est sa masse.* Si l'avant-garde n'avance pas en masses dominant l'ennemi, elle doit éviter, minorité désarmée, d'entrer en lutte armée avec lui. Les combats de mars ont fourni encore un enseignement sur lequel l'Internationale Communiste attire l'attention des prolétaires de tous les pays. Il faut préparer les masses ouvrières aux luttes imminentes, par une agitation révolutionnaire ininterrompue, quotidienne, intense et vaste; il faut entrer au combat avec des mots d'ordre clairs et compréhensibles pour les grandes masses prolétariennes. A la stratégie de l'ennemi, il faut opposer une stratégie avisée et réfléchie du prolétariat. La volonté de combat des rangs d'avant-garde, leur courage et leur fermeté ne suffisent pas. La lutte doit être préparée, organisée,

de façon à entraîner les plus grandes masses, de façon à ce qu'elle apparaisse à celles-ci comme la lutte pour leurs intérêts les plus essentielles et de façon à ce qu'elle les mobilise immédiatement.

Plus le capital mondial se sentira en danger, et plus il tentera de rendre impossible la victoire future de l'Internationale Communiste, en isolant ses premiers rangs du reste des grandes masses et en les battant ainsi. A ce plan, à ce danger, il faut opposer une agitation des masses vaste et intense, menée par les Partis Communistes, un travail d'organisation énergique au moyen duquel ces partis assurent leur influence sur les masses, une froide appréciation de la situation du combat, une tactique réfléchie tendant à éviter la lutte avec des forces supérieures de l'ennemi et à déclancher l'attaque dans les situations où l'ennemi est divisé et la masse unie.

Le III[e] Congrès mondial de l'Internationale Communiste sait que la classe ouvrière n'arrivera à former des partis communistes capables de tomber comme la foudre sur l'ennemi au moment où il est le plus oppressé, et de l'éviter lorsqu'il est dans une situation meilleure, qu'à la suite de l'expérience qu'elle aura acquise dans la lutte. C'est donc le devoir des prolétaires de tous les pays de s'appliquer à comprendre et à utiliser tous les enseignements, toutes les expériences réunies par la classe ouvrière d'un pays au prix de grands sacrifices.

GARDEZ LA DISCIPLINE DU COMBAT !

Les Partis Communistes de tous les pays et la classe ouvrière ne doivent pas se préparer en vue d'une période d'agitation et d'organisation, ils doivent, au contraire, s'attendre et se préparer aux grandes luttes que le capital imposera bientôt au prolétariat pour l'écraser et pour le charger de tout le poids de sa politique. Dans cette lutte, les Partis Communistes doivent former une discipline de combat sévère et stricte. Les comités centraux de ces partis doivent considérer froidement et avec réflexion tous les enseignements de la lutte, ils doivent observer le champ de bataille, concentrer avec la plus grande réflexion le grand élan des masses. Ils doivent forger leur plan de combat, leur ligne tactique, avec tout l'esprit du Parti et en prenant en considération les critiques des camarades. Mais toutes les organisations du Parti doivent suivre sans hésitation la ligne prescrite par le Parti. Chaque mot, chaque mesure des organisations du Parti doivent être subordonnés à son but. Les fractions parlementaires, la presse du Parti, les organisations doivent suivre sans hésitation l'ordre de la direction du Parti.

La revue mondiale des avant-gardes communistes est terminée. Elle a montré que le Communisme est une puissance mondiale. Elle a montré que l'Internationale Communiste doit encore former et instruire de grandes armées du prolétariat, elle a montré que de grandes luttes sont imminentes pour ces armées, elle a annoncé la victoire dans ces luttes, elle a montré au prolétariat mondial comment il doit préparer et conquérir cette victoire. Il appartient aux Partis Communistes de tous les pays de faire en sorte que les décisions du Congrès, dictées par les expériences du prolétariat mondial, deviennent comme la conscience générale des communistes de tous les pays,

afin que les prolétaires communistes, hommes et femmes, puissent agir dans les luttes à venir comme les chefs de milliers de prolétaires non communistes.

Vive l'Internationale Communiste!

Vive la Révolution mondiale!

Au travail pour la préparation et l'organisation de notre victoire!

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Allemagne: *Heckert, Fröhlich;* France: *Souvarine;* Tchéco-Slovaquie: *Bourian, Kreibich;* Italie: *Terracini, Gennari;* Russie: *Zinoviev, Boukharine, Radek, Lénine, Trotsky;* Ukraine: *Choumsky;* Pologne: *Warski;* Bulgarie: *Popov;* Yougo-Slavie; *Marcovicz;* Norvège: *Schefflo;* Angleterre: *Bell;* Amérique: *Baldwin;* Espagne: *Merino Gracia;* Finlande: *Sirola;* Hollande: *Jansen;* Belgique: *Van Overstraeten;* Suède: *Kilbum;* Lettonie: *Stoutchka;* Suisse: *Arnhold;* Autriche: *Koritschoner;* Hongrie: *Bela Kun.*

Comité Exécutif de l'Internationale des Jeunes: *Münzenberg, Lekai.*

Moscou, 17 juillet 1921.

TABLE DES MATIERES